

AFFAIRES GÉNÉRALES

(Répertoire G)

CHEMIN DE FER
du Nord

TRAVAUX ET SURVEILLANCE

Section N°

Gares Stations Haltes
GUERRE

Subdivision N°

DIVERS

Liasse N°

Sous-liasse N°

129/1

Dossier N°

56

Signalisation aérienne des gares

Registre d'ordre

Année 1938 Nos *2104*

Année 19 Nos

Année 19 Nos

Répertoriée également à :

Son	Sub.
Son	Sub.
Son	Sub.
Son	Sub.
Son	Sub.
Son	Sub.

Nos des Pièces	DATES des Pièces	EXPÉDITEUR	ANALYSE SOMMAIRE	DESTINATAIRE	Nombre d'Annexes	OBSERVATIONS
<i>1938</i>						
<i>239</i>	<i>10 Janvier</i>	<i>Porchet</i>		<i>Flament</i>	<i>cl</i>	
<i>239 bis</i>	<i>23 Janvier</i>	<i>Cambouruac</i>		<i>Porchet</i>	<i>5 cl</i>	
<i>239 bis 1/2</i>	<i>1/2</i>	<i>Porchet</i>		<i>Cambouruac</i>	<i>cl</i>	
<i>240</i>	<i>24 Janvier</i>	<i>2^e Arrond.</i>		<i>Flament</i>	<i>cl</i>	
<i>241</i>	<i>25 Janvier</i>	<i>Mucherie</i>		<i>Guillaume</i>	<i>cl</i>	
<i>242</i>	<i>25 -</i>	<i>Cambouruac</i>		<i>Porchet</i>	<i>cl</i>	
<i>245</i>	<i>14 Mars</i>	<i>Porchet</i>		<i>Guillaume</i>	<i>1 cl</i>	
<i>246</i>	<i>21 "</i>	<i>Cambouruac</i>		<i>Porchet</i>	<i>1 cl</i>	
<i>243</i>	<i>25 Février</i>	<i>Le Belmair</i>		<i>Ministère d. l'Air</i>	<i>3 cl</i>	
<i>244</i>	<i>28 -</i>	<i>Porchet</i>		<i>Cambouruac</i>	<i>cl</i>	
<i>249</i>	<i>10 Mai</i>	<i>Porchet</i>		<i>Cambouruac</i>	<i>1 cl</i>	
<i>250</i>	<i>11 Juin</i>	<i>Porchet</i>		<i>do</i>	<i>cl</i>	
<i>251</i>	<i>11 "</i>	<i>do</i>		<i>do</i>	<i>1 cl</i>	
<i>252</i>	<i>15 - 6</i>	<i>Cambouruac</i>		<i>Flament</i>	<i>1 cl</i>	
<i>253</i>	<i>14 - 6</i>	<i>1^{er} Air Signal</i>		<i>do</i>	<i>cl</i>	
<i>254</i>	<i>28 - 6</i>	<i>Flament</i>		<i>Cambouruac</i>	<i>cl</i>	
<i>254 bis</i>	<i>28 - 6</i>	<i>Porchet</i>		<i>Guillaume</i>	<i>cl</i>	
<i>255</i>	<i>4 - 7</i>	<i>Flament</i>		<i>1^{er} Air Signal</i>	<i>2 cl</i>	
<i>256</i>	<i>6 - 7</i>	<i>Porchet</i>		<i>Flament</i>	<i>cl</i>	

Nos des Pièces	DATES des Pièces	EXPÉDITEUR	ANALYSE SOMMAIRE	DESTINATAIRE	Nombre d' Annexes	OBSERVATIONS
259	7 juillet	Porcher		Laub.	1	cl
260	7 juillet	Air Signal		Hamant		cl
261	7 juillet	Cambourne		Porcher	2	cl
262	13 "	Delehay		Guillaume		cl
263	21 "	Guerber		- 80 -		cl
264	10 août	Hamant		Porcher		cl
265	15 "	80		Air Signal		cl
266	29 juillet	Porcher		Hamant		cl
267	12 août	80		80	3	cl
268	26 "	Guillaume		3 IV		cl
269	29 "	Hamant		ore tech 13	13	cl
270	10 sept	Porcher		Hamant		cl
271	8 "	Pegardiy		80		cl
272	12 "	Hamant		Pegardiy		cl
x 273	19 "	Cambourne		Porcher	1	cl
x 274	15 "	1 Hamant		Guillaume	1	cl
275	11.10	Leclerc		Wagnon	3	cl
276	18.10	S. Anf		Guillaume		cl
277	26.10	Cambourne		Porcher		cl
278	2.11	Porcher		Hamant		cl
279	7.11	Hamant		Guillaume		cl
280	17.11	Hamant		Porcher		cl
281	18.11	80		Guillaume	1	cl
282	23.11	Porcher		Hamant		cl
283	25.11	Semarie		Hamant		cl
284	23.11	Goubat		Cambourne		cl
285	12.12	Hamant		r.		cl
286	15.12	Porcher		Hamant		cl
287	27.12	Porcher		- 80 -		cl
288			Annuaire 1939			

11. 5. 3888

149 1937

MG

PARIS, le 14 Janvier 1938

N° D. TRAVAUX	
Service Général	
19 Janvier 1938	
Rép. G	Pièces
N° 2104	239

MEMENTO de l'entretien de Monsieur CAMBOURNAC
avec Monsieur PASQUEVITCH, Ingénieur en Chef
au Ministère de l'Air

M. PASQUEVITCH fait connaître que le Ministère de l'Air a l'intention de passer avec la Société Air-Signal un nouveau contrat en vue d'installer de nouvelles indications par plaques dans les voies ferrées au sud de PARIS.

Il désire savoir si les Réseaux n'ont pas d'objection de principe à l'extension du système déjà appliqué sur les réseaux du Nord et de l'Etat. Je réponds que la question sera à poser à S.N.C.F. mais qu'il est infiniment probable que la réponse sera favorable.

Il me demande s'il convient d'envisager des modifications au point de vue technique dans le mode de réalisation et de fixation des plaques. Je lui réponds qu'à ma connaissance les dispositions actuellement adoptées n'ont pas donné lieu à difficulté et qu'elles peuvent être maintenues. Il me signale qu'il sera peut être nécessaire de réaliser des flèches composées de 6 plaques qui ne seraient pas orientées dans l'axe de l'entrevoie mais bien dans une direction oblique. Je fais observer qu'à condition de déplacer longitudinalement l'inscription et du fait que la voie est constituée en grande partie de courbes raccordant des

Station
halles
signalisation aérienne
des gares

M. Delamare
M. Pasqu
18/1

me saisir
15 février
nouveau, car il faudrait
pour la question de
maintien de l'inscription
ou nettement en plaques
18/1

CLASER

alignements droits, il sera vraisemblablement toujours possible d'arriver à placer l'inscription à un emplacement tel que la flèche convenablement orientée se trouve dans l'axe de l'entre-voie. Dans les quelques cas où cette disposition ne serait pas réalisable, il ne semble pas que les Réseaux s'opposeraient à la disposition des plaques placées en ligne droite dans la voie et dans l'entrevoie malgré les sujétions indiscutables qui en résulteraient pour les chemins de fer.

M. PASQUEVITCH fait connaître que dans le contrat que son Ministère va passer avec Air-Signal, cette Société ne sera plus chargée de l'entretien et du remplacement des plaques pendant 1 an. Au delà de ce délai, le Ministère se réserve d'assurer, par ses propres soins, ce remplacement et cet entretien. Il indique au surplus que le Ministère de l'Air se proposerait de demander aux réseaux, sous forme d'un contrat à établir, de se charger pour lui des opérations du petit entretien courant (nettoyage, remise en place des plaques, etc...). Je fais observer, en principe, qu'il serait de meilleure administration pour le Ministère de l'Air de confier l'entretien et le remplacement des plaques à la Société Air-Signal chargée de les fournir et de les mettre en place, si toutefois le Ministère de l'Air persiste dans sa détermination, je pense que la S.N.C.F. n'aura pas d'objection à assurer pour le compte du Ministère de l'Air comme il le faisait pour le compte de la Société Air-Signal le petit entretien des plaques.

M. PASQUEVITCH demande dans quelles conditions et à quels prix les réseaux accepteraient de se charger de ce petit

entretien. Je réponds que les réseaux n'accepteraient vraisemblablement pas de garantir d'une manière quelconque la bonne visibilité des plaques, ^{qu'ils pourraient} seulement s'engager à faire avec une périodicité convenue des nettoyages à l'eau, au savon, au pétrole, dans des conditions également convenues.

M. PASQUEVITCH se déclare d'accord et demande quel pourrait être le prix de l'intervention du réseau pour une inscription. Je mets sous ses yeux un calcul duquel résulte que sur la base d'un travail de 2 heures et demi de cantonnier tout compris pour le nettoyage d'une inscription de 28m² en moyenne, à raison de 2 nettoyages par mois, la redevance annuelle à payer au réseau devrait être au moins de 30^f par mètre carré.

M. PASQUEVITCH prend note de ces renseignements avec lesquels il se propose d'établir un projet de contrat entre le Ministère de l'Air et la S.N.C.F., pour l'entretien des plaques faisant l'objet du marché dont il a été question précédemment.

Il est entendu que M. PASQUEVITCH saisira directement la S.N.C.F. de son projet de contrat avec Air-Signal et du projet de contrat avec les réseaux.

M. PASQUEVITCH fait connaître que son contrôle financier n'a pas reconnu la possibilité jusqu'à présent de rembourser à Air-Signal les redevances que cette Société demandait au Ministère de l'Air pour le petit ^(entretien antérieurement) entretien des plaques, il me demande si les Réseaux ne seraient pas disposés à renoncer à tout ou partie des paiements qu'ils attendent d'Air-Signal au titre de ce petit entretien. Je réponds qu'il est absolument

Le 16 Février 1938

RESUME d'une CONVERSATION avec Monsieur PASKIEVITCH

M. PASKIEVITCH précise les points suivants:

1°- Le Ministère de l'Air se substitue à la Société Air-Signal

pour la propriété des plaques de signalisation aérienne déjà instal-

lées sur le Réseau ou à y installer dans l'avenir. Il est donc entendu

que la convention à passer par le Ministère de l'Air avec la S.N.C.F.

remplacera la convention antérieurement passée par les divers Réseaux

avec la Compagnie Air-Signal, notamment pour ce qui concerne les

clauses habituelles qui s'appliquent aux installations faites dans

le domaine public du Chemin de Fer par les Administrations autres que

le Chemin de Fer.

2°- frais d'entretien:

M. PASKIEVITCH précise que dans les contrats qui avaient été

passés antérieurement entre le Ministère de l'Air et la Société

Air-Signal, il était stipulé que la Société Air-Signal restait

responsable de l'entretien des plaques pendant un délai de 2 ans à

partir de la réception de ces plaques par le Ministère de l'Air, mais

il ajoute que dans son esprit cette stipulation ne concernait que la

conservation des plaques, c'est-à-dire les remplacements des plaques

qui auraient été avariées, cassées ou dont l'émail aurait été abîmé,

.....

mais non pas le nettoyage courant, lequel, toujours dans son esprit, incombait bien au Ministère de l'Air.

M. PASKIEVITCH espère bien faire triompher cette thèse

auprès des Services compétents du Ministère de l'Air.

Je-lui ai fait remarquer que jusqu'à présent nous avions assuré l'entretien des plaques dont le remboursement devait être effectué par la Société Air-Signal, mais comme la Société Air-Signal n'était pas elle-même remboursée des frais de nettoyage par le Ministère de l'Air nous a écrit le 22 Décembre 1937 pour nous demander de suspendre ces nettoyages.

Or, la conséquence possible d'un arrêt dans le nettoyage c'est que les plaques pourront se détériorer de façon telle qu'elles pourraient devenir inutilisables.

Nous pensons donc, M. PASKIEVITCH et moi-même, qu'il faudrait continuer à entretenir les plaques et je suggère à M. PASKIEVITCH de préciser dans le contrat, qui serait à passer à cet effet avec le Ministère de l'Air, que l'entretien des plaques par la S.N.C.F., aux frais du Ministère de l'Air, devra être assuré à partir du 1er Janvier 1938.

M. PASKIEVITCH me fait remarquer que nous courons un risque en assurant cet entretien à partir du 1er Janvier 1938, ce risque résultant de l'hypothèse où le projet de contrat que nous examinons à ce moment n'aurait pas de suite; mais il estime que ce risque serait extrêmement faible, car, dit-il, le Ministère de l'Air ne refusera certainement pas d'entretenir des plaques, alors qu'il endosse les frais de la pose et de l'installation des dites plaques. Il estime donc finalement que nous pouvons sans grand

risque continuer à faire ce petit entretien.

En résumé, il s'agit de mettre sur pied un projet de contrat entre la S.N.C.F. et le Ministère de l'Air, projet de contrat qui remplacerait celui antérieurement passé par les Réseaux avec la Société Air-Signal pour toutes les plaques déjà posées ou à poser dans l'avenir.

Quant au projet de marché à passer entre le Ministère de l'Air et la Société Air-Signal, M. PASKIEVITCH précise qu'il ne s'agit que de faire poser des plaques par un entrepreneur déterminé, lequel disparaît une fois ces plaques posées. La S.N.C.F. n'a donc aucune observation à faire à ces projets de marché.

La conséquence serait bien entendu la résiliation des marchés actuellement passés par les Réseaux avec Air-Signal.

Il resterait à faire une convention avec Air-Signal pour régler les conditions de l'installation des plaques qui seraient fournies par cette Société.

MINISTERE de L'AIR

Service des Etudes
et de la
Signalisation

EG

PARIS, le 31 Janvier 1938.

REGION NORD

SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION

- 9 FEV 1938

Dossier N° 660/1 | Pièce N° 1

L'Ingénieur en Chef des Travaux Immobiliers

L'Ingénieur en Chef des Travaux Immobiliers
de l'Aéronautique
Chef du Service des Etudes
et de la Signalisation

E.S. 495

à Monsieur le Président de la Société
Nationale des Chemins de Fer

88, rue St-Lazare,

PARIS

COPIE

Monsieur le Président,

Au cours des années dernières le MINISTERE DE L'AIR a
procédé à la réalisation, sur les voies ferrées de certains
Réseaux, d'une signalisation destinée à guider les naviga-
teurs aériens et, en particulier, les touristes.

Une première série d'inscriptions a été posée en exéc-
ution d'un marché passé, en 1934, entre le Ministère de l'Air
et la Société AIR-SIGNAL, 92 Champs-Elysées à Paris, sur les
voies ferrées du Réseau du Nord.

Un autre ensemble destiné à renforcer le premier, est
actuellement en cours de pose, conformément aux dispositions
d'une série de contrats tripartites établis entre le Minist
de l'Air, diverses collectivités participant à la dépense (Dé-
partements, Chambres de Commerce, Municipalités) et la Soc
Air-Signal.

Indépendamment de ces deux entreprises, le Département

1 projet de
marché

1 projet de
convention

de l'Air désirerait étendre une telle signalisation à d'autres zones du territoire en commençant par la Région Sud de Paris, où sont concentrés un nombre important d'Aérodromes d'entraînement et de tourisme.

Un projet de marché nouveau a été établi, dans ce but, avec la Société Air-Signal.

Avant d'approuver l'acte qui a fait l'objet d'une conversation récente avec M. CAMBOURNAC, Directeur du Réseau du Nord, j'ai l'honneur de vous demander de vouloir bien me donner votre accord sur le projet ci-joint où me faire part des observations qu'un tel projet soulèverait éventuellement auprès de vos services.

La liste d'inscriptions jointe au projet pourrait être légèrement modifiée au moment de l'exécution.

Vous voudrez bien remarquer, à ce propos, que le présent marché ne règle pas les modalités d'entretien courant des plaques posées, c'est-à-dire les nettoyages et décapages réguliers.

Cette disposition a été prise à dessein pour laisser à l'Etat la possibilité de traiter les questions intéressant l'entretien en toute indépendance vis à vis de la Société Air-Signal.

En réalité, l'intention du Département est de demander à la Société Nationale d'assurer, comme l'ont fait jusqu'ici les Réseaux de Chemin de Fer intéressés, l'entretien courant des inscriptions.

Cet entretien pourrait faire l'objet d'une convention, à intervenir entre la Société Nationale et l'Etat.

.....

Pour vous permettre d'examiner la question d'une manière plus détaillée, je vous adresse, ci-joint, le projet d'une telle convention sur laquelle je vous serais reconnaissant soit de me donner votre accord, soit de me transmettre vos observations éventuelles en vue d'une mise au point définitive du texte présenté.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Annotation de M. le Président :

" M. LE BESNERAIS pour étude et proposition "

S. N. C. F.	
RÉGION NORD	
SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION	
- 9 FEV 1938	
Dossier	Pièce N°
N° 660 / 1	2

1/2/1938.

Signalisation aérienne des gares.

Service Central des Installations Fixes

" pour examen et avis "

"LE BESNERAIS"

TRAVAUX	
Service Central	
31 MAI 1938	
Rép. G	Pièces
N° 2104	289

INSTALLATIONS FIXES

V. st 24.100.1
-- 2

- 9 FÉV. 1938

Copie transmise à Monsieur le Directeur de l'Exploitation de la Région du NORD

avec prière de me faire parvenir, pour le 20 Février, son avis, tant sur le projet de marché de gré à gré entre le Ministère de l'Air et la Société Air-Signal pour la fourniture et la pose des inscriptions, que sur le projet de convention entre le Ministère et la S.N.C.F. relative à l'entretien de ces inscriptions.

Ci-joint 1 ex. du marché, du devis technique, et de la convention.

Le Chef du Service



- 3 -

M. Flament

Répondre le

25-2-38

M. Cambou

CLASSE

Renseignements pris au Service
Central des Installations Fixes,
les exemplaires ci-joints sont à
conserv. par la Région Nord V.B.

(Le Service de M. Porchez en
possède d'autres)



24/2

Impardoux.

34, boulevard Victor,
PARIS (15^{me})

MARCHE DE GRE à GRE

pour la fourniture et l'installation de
plaques de signalisation sur les voies ferrées
de la Région Parisienne

En application de l'article 18 paragraphe 5 du
Décret du 18 Novembre 1882, le présent marché a été
passé entre:

Le MINISTRE DE L'AIR, stipulant avec de l'Etat
d'une part

et la Société AIR-SIGNAL, domiciliée à Paris,
92 avenue des Champs Elysées, inscrite au registre
du Commerce de la Seine sous le N° 266.571 B et titu-
laire du compte N° IO-362 à la Banque Nationale pour
le Commerce et l'Industrie, Agence des Champs Elysées,
37 avenue des Champs Elysées,

Ladite Société représentée à l'effet des présentes
par

D'autre part

Il a été convenu ce qui suit:

ARTICLE 1 - Objet du marché -

La présente entreprise a pour objet la fourniture
et la pose d'inscriptions de signalisation sur les
voies ferrées de la Région Parisienne, conformément
aux stipulations du devis ci-annexé et aux clauses
ci-après.

ARTICLE 2 - Conditions générales -

Le présent marché sera soumis, en tout ce qui lui
sera applicable, et sauf dérogations inscrites aux
présentes ou au devis technique, aux dispositions
suivantes:

1°) Cahier des clauses et conditions générales im-
posées aux entrepreneurs des Ponts et Chaussées par
l'arrêté du Ministre des Travaux Publics du 29 Dé-
cembre 1910, modifié par la circulaire du 2 Juillet
1913 et les arrêtés des 15 Octobre 1923, 20 Mai 1927,
29 Septembre 1931 et 18 Avril 1934, le Chef du Ser-
vice des Etudes et de la Signalisation étant substi-
tué au Préfet pour l'application des articles 2, 5, 6, 7,
8, 30 et 35;

2°) Bordereau du taux normal et courant des sa-
laires applicables dans les départements des lieux
d'exécution des travaux.

ARTICLE 3.- Délai d'exécution des Travaux

La durée de l'entreprise est fixée à six mois à compter de la date de la notification de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur de commencer les travaux.

ARTICLE 4.- Pénalités pour retards.-

En cas de retard, dans l'achèvement des travaux, et indépendamment des mesures coercitives prévues à l'article 35 des clauses et conditions générales, l'entrepreneur subira sur le décompte définitif, et, au besoin, sur son cautionnement, une retenue de Deux cents francs par jour de retard.

Elle sera appliquée de plein droit à l'expiration du délai fixé, sans qu'il soit nécessaire d'adresser à l'entrepreneur aucune mise en demeure spéciale.

Le montant total de ladite retenue sera limité au dixième (1/10^e) du montant du marché.

Pour éviter toute contestation sur la date d'achèvement des travaux, l'entrepreneur sera tenu d'en aviser par écrit l'Ingénieur chargé de la direction desdits travaux.

ARTICLE 5.- Délai et retenue de garantie.-

Le délai de garantie est fixé à Un an à partir de la réception provisoire des travaux.

La retenue de garantie prévue par l'article 44 des clauses et conditions générales sera limitée au dixième (1/10^e) du montant du marché.

Cette retenue de garantie ne sera pas effectuée, à la condition que l'entrepreneur fournisse dans les conditions fixées par le décret du 12 décembre 1936 une caution personnelle et solidaire, choisie parmi les tiers cautionneurs agréés par le Ministre des Finances.

Ladite caution devra s'engager solidairement avec l'entrepreneur à verser au Trésor, sur ordre de reversement de l'ordonnateur-secondaire et sans pouvoir refuser d'effectuer ce paiement pour quelque motif que ce soit, la somme dont l'Administration jugerait devoir rentrer en possession, dans la limite des sommes qui auront été cautionnées, ainsi qu'il est expliqué ci-après, jusqu'à la date de l'ordre de reversement.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la caution sera constituée par échelons successifs sur invitations adressées à l'Entrepreneur par le service chargé de la

...

direction des travaux, le total des sommes cautionnées étant, à toute époque, au plus égal à ce que serait, à la même époque, la retenue de garantie si elle avait été effectuée.

Si la caution pour la somme fixée par le service chargé de la direction des travaux n'était pas constituée dans le délai de dix jours par l'entrepreneur, la retenue de garantie serait alors réalisée effectivement par l'Administration pour toute la partie qui n'aurait pas encore été cautionnée.

Dans le cas où, au cours de l'exécution du marché l'Administration viendrait à retirer l'autorisation donnée à la caution, l'entrepreneur, sans pouvoir prétendre de ce chef à aucune indemnité, serait tenu dans les dix jours qui suivront la notification qui lui serait faite du retrait de l'autorisation, de constituer une autre caution parmi les tiers cautionneurs agréés. Faute par lui de ce faire, tout paiement sur le marché serait suspendu jusqu'à reconstitution de la retenue de garantie; au besoin, l'entrepreneur aurait à effectuer les versements nécessaires.

En outre, selon les circonstances, l'Administration pourrait appliquer les dispositions de l'article 35 des clauses et conditions générales.

ARTICLE 6 - CAUTIONNEMENT -

Le montant du cautionnement définitif est fixé au trentième (1/30^e) du montant du marché.

L'entrepreneur aura la faculté de remplacer le dépôt du cautionnement par une caution personnelle. et solidaire dans les conditions prévues par le décret du 12 Décembre 1936. A cet effet, il devra, dans les vingt jours qui suivront la notification de l'approbation du marché, fournir cette caution choisie parmi les tiers cautionneurs agréés par le Ministre des Finances s'engageant avec le dit entrepreneur à verser au Trésor, jusqu'à concurrence de la valeur ci-dessus indiquée pour le cautionnement, les sommes dont il pourrait être reconnu débiteur envers l'Etat.

Dans le cas, où au cours de l'exécution du marché l'Administration tiendrait à retirer l'autorisation donnée à la caution, l'entrepreneur, sans pouvoir prétendre de ce chef à aucune indemnité, serait tenu, dans les dix jours qui suivront la notification qui lui serait faite du retrait d'autorisation et de la mise en demeure qui l'accompagnerait soit de réaliser le cautionnement prévu ci-dessus, soit de constituer une autre caution choisie parmi les tiers cautionneurs agréés. Faute par lui de ce faire, le montant de la retenue de garantie du marché serait augmenté ipso-facto d'une somme égale au montant dudit cautionnement. En outre, selon les circonstances le Ministre pourrait par application de l'article 35 des clauses et conditions générales, immédiatement ordonner une nouvelle adjudication à la folle enchère de l'entrepreneur ou prononcer la résiliation pure et simple du marché.

En aucun cas, la caution personnelle et solidaire ne sera admise à intervenir, directement ou indirectement, et de quelque manière que ce soit, dans la discussion, les contestations et litiges qui pourraient survenir entre l'Administration et l'entrepreneur à l'occasion de l'exécution et du règlement du marché.

Préalablement à la délivrance d'aucun mandat de paiement, l'entrepreneur devra justifier par écrit de la réalisation du cautionnement auprès de l'ordonnateur secondaire désigné au présent marché.

ARTICLE 7 - DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR -

Faute par l'entrepreneur de faire connaître le domicile élu par lui dans les conditions et, en particulier dans le délai de quinze jours prévus par les clauses et conditions générales, les notifications relatives à son entreprise seront valablement faites à la Mairie du 8^e arrondissement.

ARTICLE 8 - PROVENANCE DES MATERIAUX ET DU MATERIEL -

a) Origine des matériaux, produits, fournitures ou matériels entrant dans la composition des ouvrages.

Les matériaux, produits, fournitures ou matériels entrant dans la composition des ouvrages devront être exclusivement d'origine française.

Sont considérés comme étant d'origine française, les matériaux, produits, fournitures ou matériels originaires des Colonies françaises, ou pays de protectorat ou sous mandat français. Si toutefois, des motifs exceptionnels rendaient indispensable l'emploi de matériaux, produits, fournitures ou matériels étrangers pour la composition des ouvrages, l'entrepreneur devrait adresser une demande dûment justifiée à l'Ingénieur en Chef.

b) Origine du matériel de chantier employé par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux.

Le matériel de chantier employé par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux devra être de construction française ou francisé par l'acquittement des droits de douane.

ARTICLE 9 - CONDITIONS DU TRAVAIL -

a) Déclarations à faire aux offices publics de placement -

Huit jours au moins avant l'ouverture des chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché, l'entrepreneur devra faire connaître, aux offices publics de placement compétents pour les lieux où s'exécuteront les travaux et fabrications, ses besoins en main d'oeuvre par profession, avec toutes indications utiles concernant

les conditions de travail, de salaire, et généralement tous renseignements de nature à intéresser les chômeurs en quête d'emploi. Il devra renouveler ces indications en temps opportun, toutes les fois qu'il se trouvera dans l'obligation de procéder à de nouveaux embauchages, notamment par suite de l'extension des travaux. Il devra accueillir les candidats présentés par l'office public de placement. Toutefois, sa liberté d'embauchage, restera entière et il ne sera pas tenu d'engager des ouvriers qui ne présenteraient pas les aptitudes requises. Il devra, en cas de refus, en indiquer le motif sur la carte de présentation qui est délivrée par l'office et qui est renvoyée à l'office soit par le chômeur, soit par l'entrepreneur.

b) Emploi de la main d'oeuvre étrangère -

L'emploi de la main d'oeuvre étrangère est formellement interdit et, autant que possible, l'entrepreneur devra recourir à la main d'oeuvre locale.

Toutefois l'entrepreneur pourra demander à l'Ingénieur chargé de la direction des travaux, l'autorisation d'employer dans les ateliers et chantiers des ouvriers spécialistes de nationalité étrangère, si les circonstances l'y conduisent.

Cette demande, dûment justifiée, sera transmise au Chef du Service des Etudes et de la Signalisation, qui recueillera l'avis du Chef de l'aérodrome ou de l'établissement et fixera ensuite la proportion maximum des ouvriers étrangers qui pourront être employés dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché. Pour la fixation de cette proportion, il sera tenu compte tant des circonstances locales que des tableaux arrêtés par le Ministre du Travail et notifiés au Préfet du département du lieu d'exécution des travaux conformément à l'article 4 du décret du 19 Octobre 1932.

c) Obligation d'appliquer le contrat collectif -

L'entrepreneur est tenu d'appliquer le contrat collectif de travail de sa profession et de sa région, si celui-ci existe.

d) Taux des salaires -

L'entrepreneur devra se conformer aux bordereaux des taux normaux et courants des salaires arrêtés par les préfets des départements de la situation des lieux où s'exécuteront les travaux et fabrications, dans les conditions prévues par le décret du 10 Avril 1937, portant révision du décret du 10 Août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'Etat, bordereaux applicables aux marchés des administrations publiques et joints au cahier des charges.

L'obligation de se conformer aux bordereaux arrêtés ainsi qu'il est dit ci-dessus pour la localité ou la région où le marché sera exécuté, est expressément imposée à l'entrepreneur, lorsqu'il n'est pas possible de connaître les lieux d'exécution des travaux et fabrications au moment de l'établissement du cahier des charges.

Les bordereaux susvisés devront être affichés dans les chantiers et ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché.

Pour chaque profession, et dans chaque profession, pour chaque catégorie d'ouvriers, les salaires normaux payés aux ouvriers ne devront pas être inférieurs au taux couramment appliqué dans la localité ou la région où le travail est exécuté.

e) Majoration de salaire applicable aux heures de travail faites en dehors des horaires normaux.

La majoration de salaire à payer aux ouvriers, pour les heures de travail faites au-delà de la journée normale ou un jour non ouvrable, dans les limites fixées par les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur sera de douze pour cent pour le travail de jour et de vingt pour cent pour le travail de nuit.

Sera considéré comme travail de nuit le travail exécuté de 17 heures à 7 heures, du 1er Novembre au 31 Janvier, de 18 heures à 6 heures, du 1er Février au 15 Mars et du 16 Septembre au 31 Octobre.
de 19 heures à 5 heures, du 16 Mars au 15 Septembre (temps indiqués en heures d'hiver).

Les dispositions contraires ou légales des conventions collectives de travail se substituent automatiquement à la présente clause.

f) Païement des ouvriers -

Conformément à l'article 4 du décret du 10 Avril 1937, un agent de l'administration pourra assister au paiement des ouvriers toutes les fois que celle-ci le jugera utile.

g) Ouvriers d'aptitudes restreintes -

Lorsqu'il sera employé aux travaux des ouvriers que leurs aptitudes mettent en état d'infériorité notoire sur les ouvriers de capacité moyenne de même catégorie, il pourra leur être appliqué, exceptionnellement, un salaire horaire inférieur au salaire normal susvisé. La proportion maxima de ces ouvriers par rapport au total des ouvriers de la catégorie en cause, ne devra pas dépasser la proportion de quinze pour cent en ce qui concerne les compagnons et de vingt pour cent en ce qui concerne les manoeuvres; le maximum de la réduction possible pour leurs salaires ne devra pas dépasser vingt cinq pour cent.

...

h) Allocations familiales.-

L'entrepreneur sera tenu de se conformer aux dispositions des lois et règlements lui faisant obligation de servir des allocations familiales à son personnel.

Le taux des allocations familiales, fixé par arrêté ministériel pour le département, devra être affiché sur les chantiers.

Après la réception provisoire, ou, s'il n'est pas prévu au contrat, après la réception définitive, l'ordonnancement des sommes dues pour solde ne pourra intervenir que sur justification par l'entrepreneur qu'il est en règle avec la caisse de compensation ou l'institution agréée à laquelle il est affilié.

Dans le cas de marché dont l'exécution s'étend sur plusieurs exercices, cette justification sera faite pendant le dernier mois de chaque exercice ou, à défaut, au moment du premier paiement effectué sur l'exercice suivant.

L'Administration pourra également exiger de l'entrepreneur la justification prévue au présent paragraphe avant d'effectuer tout autre paiement que ceux visés aux deux alinéas précédents.

i) Sous-traitants.-

L'entrepreneur principal, au moment où il demande l'agrément de sous-traitants à l'administration, devra justifier que ces derniers sont affiliés à une caisse de compensation ou à toute autre institution agréée et qu'ils sont en règle avec cet organisme.

j) Assurances sociales.-

Avant d'effectuer tout paiement, l'administration pourra exiger de l'entrepreneur la justification qu'il est en règle en ce qui concerne l'application de la législation sur les assurances sociales aux travailleurs occupés à l'exécution du marché.

k) Mesures d'hygiène et de sécurité - Frais communs -

L'entrepreneur doit se conformer strictement aux prescriptions des lois, décrets, arrêtés et ordonnances de police relatifs à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, et spécialement à celles du décret du 10 juillet 1913 et du décret du 9 Août 1925 modifié par le décret du 26 Novembre 1934.

Sont à la charge de tous les entrepreneurs d'un même chantier, les frais à faire en commun, pour l'établissement l'entretien et la vidange des W-C. provisoires, et pour l'observation des prescriptions des articles 4 (alinéa 4, 5 (alinéa

final), 8 (alinéas 3 et 5) du décret du 10 juillet 1913 et des articles 46, 48, 57 et 58 du décret du 9 Août 1925.

L'Ingénieur chargé de la direction des travaux assure l'exécution de ces prescriptions et arbitre, le cas échéant, les difficultés de règlement.

ARTICLE 10 - Droits d'Octroi.

Les matériaux entrant dans la composition des ouvrages sont affranchis de tous droits d'octroi par le décret du 4 Septembre 1934, au moyen de l'entrepôt, dans les conditions prévues par l'article 13 du décret du 12 Février 1870, et il appartiendra à l'entrepreneur de remplir les formalités requises pour obtenir l'exonération de ces droits.

ARTICLE 11 - Sujétions et responsabilités

L'entrepreneur est réputé connaître, pour s'en être personnellement rendu compte, la nature des lieux, celles du terrain et du sous-sol, la situation des travaux, ainsi que les risques et sujétions qu'elles peuvent entraîner;

L'entrepreneur n'aura aucun recours contre l'Etat pour tous les dommages qui pourraient survenir du fait des tiers autres que ceux de l'Etat, au personnel et au matériel de son entreprise, sauf ses droits de recours contre l'auteur responsable du dommage.

Au cas où des dommages viendraient à être causés à toute personne à l'occasion de l'exécution du marché, l'entrepreneur s'engage à garantir l'Etat de toutes les condamnations prononcées contre ce dernier, en réparation des dits dommages, et il s'interdit tout recours contre l'Etat.

ARTICLE 12 - Espionnage.-

Conformément aux dispositions de la Loi qui établit des pénalités contre l'espionnage, l'entrepreneur est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui sont remis par l'administration, en vue de l'exécution des travaux ou pour toute autre cause.

ARTICLE 13 - Faux-Frais à la charge de l'Entrepreneur.-

Indépendamment des obligations qui résultent pour lui des clauses et conditions générales, et notamment des articles 18 et 19, l'entrepreneur aura à supporter :

1°/ les frais d'appareils, d'épreuves des matériaux et d'essais de toute nature;

2°/ les frais d'ateliers, de chantiers, de planchers et d'abris pour les mortiers et les bétons ;

3°/ les frais de gardiennage et de balisage de ses chantiers;

...

4°/ dans le cas où il serait autorisé à s'alimenter sur les canalisations de l'Administration, le remboursement des fournitures d'eau et de courant électrique inhérentes au fonctionnement de ses chantiers, y compris l'installation des compteurs spéciaux par ses soins et à ses frais.

ARTICLE 14 - Enlèvement des Appareaux, Matériels, etc....

L'entrepreneur devra, dans un délai de quinze jours à compter de la réception provisoire, enlever à ses frais les appareils, matériaux, débris de toute espèce et matériel de toute nature provenant de son chantier.

En cas de retard, cet enlèvement sera fait à ses frais après mise en demeure par un ordre de service, sans préjudice d'une pénalité de cinquante francs par jour de retard.

ARTICLE 15 - Ordres de Service - Réceptions.

L'ordre de service notifiant l'approbation du marché et les ordres de service concernant les modalités d'exécution seront valablement délivrés par l'Ingénieur chargé de la direction des travaux.

Réserve est faite au profit de cet Ingénieur d'un délai de quinze jours pour procéder aux opérations de réception provisoire et définitive après avoir reçu de l'entrepreneur avis de l'achèvement des ouvrages.

ARTICLE 16 - Montant du marché - Bases du règlement des comptes

Les travaux, objet du présent marché, tels qu'ils sont décrits par les présentes et le devis technique ci-annexé, seront exécutés moyennant le prix global et forfaitaire de Frs: 496.400 (Quatre cent quatre vingt seize mille quatre cents)

Ce prix comprend les frais généraux, faux frais, et bénéfices de l'entrepreneur et, d'une manière générale, toutes les charges et sujétions, quelles qu'elles soient, résultant de l'exécution du marché.

Il est spécifié que le prix fixé au présent marché tient compte des lois en vigueur sur la convention collective de travail, le congé annuel payé, l'institution de la semaine de 40 heures dans les établissements industriels et commerciaux, et des majorations de salaires corrélatives.

Par substitution aux dispositions de l'article 33, des clauses et conditions générales, le montant du marché sera susceptible d'une révision, suivant la formule :

$$P_I = P_0 \left(0,15 + 0,15 \frac{FI}{F_0} + 0,70 \frac{SI}{S_0} \right)$$

dans laquelle les lettres représentent les grandeurs suivantes :

P_I : Prix définitif

P_0 : Prix de base fixé au marché

F_I : Cours des tôles lues dans le 1er numéro de la Revue Générale d'Electricité paru après le 15ème jour suivant la notification du marché.

F₀ : Cours des tôles au 1er Octobre 1936, soit :

S_I : Moyenne des salaires des industries électriques et connexes de la Région Parisienne pendant les 5 derniers mois du délai contractuel et publié par la Revue Générale d'Electricité.

S₀ : Salaire horaire au 1er Octobre 1936.

En vue de l'établissement des acomptes et de l'estimation des modifications que l'Administration aurait été amenée à demander à l'entrepreneur, au cours de l'exécution des travaux, aux différents éléments de l'installation correspondront les prix unitaires suivants :

Plaque livrable en usine.....	150 Frs.
Plaque fournie et installée.....	279,50
Supplément pour flèche d'aérodrome installée.	920,--

Ces prix seraient révisés également suivant la formule précitée, le terme S_I représentant la moyenne des indices de salaires publiés pendant l'exécution du lot de travaux, les indices du premier mois suivant la notification étant exclus du calcul.

ARTICLE 17 - Clauses spéciales.

Il est convenu, avec l'entrepreneur, que la notification à l'entrepreneur de l'approbation du présent marché, entraîne les conséquences suivantes :

1°/ L'application des dispositions du contrat tripartite réglant l'exécution d'une signalisation aérienne dans 6 départements du Nord de la France, aux frais communs de l'Etat et des Collectivités est suspendu.

Seule sera poursuivie l'exécution des contrats établis avec le département du Nord, la Chambre de Commerce de Dunkerque, le département du Pas-de-Calais, la Ville de St-Valéry-en-Caux

L'entrepreneur ne pourra prétendre, de ce fait, à aucune indemnité.

2°/ L'entrepreneur s'engage formellement à n'installer sur les voies ferrées, aucune inscription de signalisation qui n'aurait pas été préalablement autorisée par le Ministère de l'Air, ce dernier faisant d'ailleurs toutes réserves au sujet de l'octroi éventuel de telles autorisations.

ARTICLE II bis -

COPIE

Les installations de signalisation devront pouvoir être enlevées au moment de la fermeture de la frontière aérienne d'un Etat déterminé.

L'autorité chargée d'exécuter cet enlèvement agira en vertu de consignes à mettre en vigueur à ce moment.

L'opération devra être terminée dans un délai de 12 heures après envoi de l'ordre par le Ministère de l'Air.

Toutefois, dans un délai de 4 heures; les inscriptions devront être neutralisées, soit par enlèvement, soit par camouflage et rendues absolument illisibles.

Les consignes prévoiront :

- Le mode d'exécution de l'enlèvement ou de la neutralisation des inscriptions.
- La désignation du personnel chargé de l'enlèvement
- Le local où le matériel sera entreposé.
- L'autorité qui devra assurer la prise en charge de ce matériel.

La remise en état des installations sera exécutée par la suite, d'accord entre l'autorité chargée de l'enlèvement et le Ministère de l'Air.

L'entrepreneur établira le texte des instructions techniques relatives à la manutention, à l'enlèvement, au camouflage et à la remise en place des plaques de signalisation.

Il donnera sa collaboration aux Services compétents ^{de} ~~des~~ *la Société Nationale des* ~~Grands Réseaux de~~ Chemins de Fer pour établissement des consignes correspondantes.

3°) Les installations de signalisation devront pouvoir être enlevées au moment de la fermeture de la frontière aérienne d'un Etat déterminé.

L'autorité chargée d'exécuter cet enlèvement agira en vertu de consignes à mettre en vigueur à ce moment.

L'opération devra être terminée dans un délai de 12 heures après envoi de l'ordre par le Ministère de l'Air.

Toutefois, dans un délai de 4 heures; les inscriptions devront être neutralisées, soit par enlèvement, soit par camouflage et rendues absolument illisibles

Les consignes prévoieront:

- Le mode d'exécution de l'enlèvement ou de la neutralisation des inscriptions.
- La désignation du personnel chargé de ces opérations
- Le local où le matériel sera entreposé
- L'autorité qui devra assurer le prix en charge de ce matériel.

La remise en état des installations sera exécutée par la suite, d'accord entre l'autorité chargée de l'enlèvement et le Ministère de l'Air.

L'entrepreneur établira le texte des instructions techniques relatives à la manutention, à l'enlèvement, au camouflage et à la remise en place des plaques de signalisation.

Il donnera sa collaboration aux Services compétents ^{de la Société} ~~des~~ ^{Nationale des} ~~Grands Réseaux de~~ Chemins de Fer pour établissement des consignes correspondantes.

4°) La Société Air-Signal déclare ne bénéficier d'aucune exclusivité de la part ^{de la Société Nationale des} ~~des Grands Réseaux de~~ Chemins de Fer pour la réalisation d'une telle signalisation et y renoncera d'ailleurs en tant que de besoin.

Elle s'engage à ne soulever aucune contestation vis à vis de l'Administration si cette dernière venait à confier :.....

l'exécution d'installations analogues à d'autres entrepreneurs, sans toutefois renoncer aux droits découlant de son brevet, dans les cas où les installations entreraient dans le cadre dudit brevet.

ARTICLE 18 - Prélèvement en faveur des asiles des
Vincennes et du Vésinet -

Sur le montant des travaux qui seront exécutés dans le département de la Seine, l'entrepreneur subira la retenue de un pour cent (1%) établie par le décret du 8 Mars 1855 en faveur des asiles de Vincennes et du Vésinet.

ARTICLE 19 - Application du décret-loi du 16 Juillet
1935 instituant un impôt spécial sur les bénéfices
des entreprises travaillant pour la défense nationale -

Le présent marché est rangé dans la deuxième catégorie définie à l'article 2 du décret du 15 Septembre 1935, portant règlement d'administration publique pour l'application du décret-loi du 16 Juillet 1935, instituant un impôt spécial sur les bénéfices réalisés par les entreprises travaillant pour la défense nationale.

ARTICLE 20 - Factures -

L'entrepreneur sera tenu, sous peine de déchéance, et conformément à l'article 27 du décret du 18 Novembre 1882, de produire, dans le délai d'un mois après acceptation du décompte définitif établi par les Ingénieurs, une facture sur papier timbré, du format approprié, reproduisant les indications données par ce décompte ou de faire timbrer à ses frais le décompte administratif lui-même.

ARTICLE 21 - Paiement - Bénéfice du Régime spécial
du Financement institué par le décret-loi du 30 Oct-
bre 1935 -

Le titulaire du présent marché sera admis au bénéfice du régime institué par le titre Ier du Décret-loi du 30 Octobre 1935, relatif au financement des marchés de l'Etat et des collectivités publiques (1).

L'Etat se libèrera des sommes dues en exécution de ce marché en en faisant donner crédit au compte de virement ouvert au nom de l'entrepreneur et désigné par celui-ci au présent marché.

L'ordonnateur secondaire chargé du mandatement est le Sous-Directeur Administratif des Services Extérieurs des Constructions Aéronautiques, 4 rue de la Porte d'Issy, à Paris (15^{me}).

Le Comptable public chargé du paiement est le Cais-
sier payeur central du Trésor Public.

Le fonctionnaire chargé de fournir les divers renseignements prévus à l'article 6 du décret-loi du 30 Octobre 1935 est l'Ingénieur en Chef des Travaux Immobiliers de l'Aéronautique, Chef du Service des Etudes et de la Signalisation.

(1) L'exemplaire spécial du marché destiné à servir de titre en cas de nantissement, exemplaire dont la délivrance est prévue par l'article 2 du décret-loi du 30 Octobre 1935 n'est établi que sur demande expresse du titulaire du marché et moyennant paiement préalable par lui des droits de timbre de cet exemplaire spécial.

ARTICLE 22 - Timbre et enregistrement -

Le marché sera timbré et enregistré aux frais de l'entrepreneur.

ARTICLE 23 - Approbation du marché -

Le marché ne sera valable qu'après approbation du Ministre de l'Air ou de son délégué.

Fait à Paris, le

L'Entrepreneur:

SIGNALISATION DES VOIES AERIENNES
DE LA REGION PARISIENNE

DEVIS TECHNIQUE

ARTICLE I - OBJET DE L'ENTREPRISE -

La présente entreprise a pour objet la fourniture et la pose d'inscriptions de signalisation sur les -voies ferrées de la région parisienne.

ARTICLE II- DETAIL DES TRAVAUX ET FOURNITURES -

L'Entrepreneur fournira et installera aux emplacements indiqués sur le tableau annexé des plaques de signalisation permettant de constituer les inscriptions figurant audit tableau.

Ces plaques seront construites de la manière suivante :

Les lettres et chiffres apparaîtront en blanc sur fond noir sauf pour les flèches d'aéroports, ces dernières étant constituées par des plaques blanches sur lesquelles les indications kilométriques apparaîtront en noir sur fond blanc.

Les plaques auront les dimensions indiquées sur la planche jointe, expressément désignée comme pièce du contrat.

La description technique des plaques est donnée sur la planche.

La fixation sur les traverses s'opérera à l'aide de ~~t~~ tire-fond du type employé pour le rail Vignole par serrage de la tête du tire-fond sur le bord de la plaque, les tire-fond étant fixés sur les traverses ou sur des fausses traverses enfouies dans le ballast.

Toutes précautions seront prises pour éviter, lors du serrage, la détérioration de l'émail.

Cet émail, sans soufflure sera parfaitement lisse et devra résister sans s'écailler au choc d'une bille de 130 grammes tombant d'une hauteur de 3 m,50

Types d'inscriptions à réaliser - Suivant le nombre de lettres composant le nom de la localité, les inscriptions seront réalisées de façon différente :

1°- Nombre de lettres égal ou inférieur à 8 (les mots "Le et St" précédant les noms de Villes ou d'aéroports étant comptés pour une lettre seulement): inscriptions à la "chinoise" en grandes lettres, chaque lettre étant composée de 2 plaques juxtaposées. Ecartement entre chaque lettre : 2 mètres environ.

2°- Nombre de lettres supérieur à 8: Inscriptions à la française en petites lettres, chaque lettre étant composée d'une plaque seulement. Ecartement entre chaque lettre : 1 mètre environ.

3°- Flèches: a) - Flèche d'aéroport: cette flèche sera composée de 6 petites plaques sur lesquelles seront indiquées les distances kilométriques en noir sur fond blanc.

b) - Flèches autres que celles d'aéroport : ces flèches blanches sur fond noir seront composées de deux petites plaques juxtaposées.

...

ARTICLE 3- CHOIX DES EMPLACEMENTS - Les emplacements approximatifs sont indiqués sur le tableau annexé.

Ils devront se trouver à une distance maxima de 2 kms de la gare et, en principe, dans une section de voie bien dégagée éloignée d'arbres, obstacles, voies de garage et présenter une visibilité aussi parfaite que possible.

L'Entrepreneur aura à sa charge tous les frais d'installation et démarches futures nécessaires pour fixer dans chaque cas, en accord avec les ~~Compagnies~~ ^{Services} de Chemin de Fer et les particuliers, les conditions d'installation des inscriptions.

ARTICLE 4- CONDITIONS DE RECEPTION -

1er - Réception en Usine : les plaques seront reçues aux ateliers du fournisseur par lots de 400 au minimum. Cette réception consistera à s'assurer de la conformité du matériel avec les spécifications de l'article II, de la bonne exécution de l'émaillage lequel devra être parfaitement uniforme sans éclat et soumis à l'épreuve de la bille.

2 - Réception sur place : Cette réception consistera à s'assurer de la bonne exécution de l'installation, du choix judicieux des emplacements et de l'exactitude de la direction des flèches.

ARTICLE 5- MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX - L'Entrepreneur aura à sa charge les frais d'emballage, transport, gardiennage etc... jusqu'à prise en charge par l'Administration. Il dégage cette dernière, pendant toute la durée de la garantie, de toute responsabilité pour les accidents quels qu'ils soient pouvant survenir du fait de l'existence des plaques, soit au moment de la pose soit par la suite.

ARTICLE 6- CONDITIONS TECHNIQUES GENERALES - Le présent marché est soumis aux clauses et conditions générales des travaux dépendant du service des Ponts et Chaussées.

TABLEAU DES INSCRIPTIONS DE SIGNALISATION AERIENNE

A PLACER SUR LES VOIES FERREES DE LA REGION PARISIENNE

Libellé de l'inscription			Emplacement de l'inscription	Nombre de plaques
Amiens	15 K	→	Ailly	17
Montdidier			Montdidier	10
St Quentin	36 K	→	Roye	22
Beauvais	26 K	→	St Just	22
Beauvais	13 K	→	Bresles	22
Beauvais	24 K	→	Méru	22
Clermont			Clermont	16
Creil			Creil	10
Compiègne	13 K	→	Estrées St Denis	14
Compiègne			Compiègne	9
St Quentin	34 K	→	Noyon	22
Soissons			Soissons	16
Villers Cotterêts			Villers Cotterêts	16
Chantilly	28 K	→	Crépy en Valois	14
Reims	40 K	→	Fère en T.	16
Chateau-Thierry			Chateau-Th.	14
Meaux	24 K	→	Mareuil s./Oise <i>Oise Ouse</i>	15
Meaux	18 K	→	La Ferté s/Jouarre	15
Meaux			Meaux	10
Le Bourget	27 K	→	Plessis Belleville	22
Le Bourget	8 K	→	Sevran	22
Le Bourget	3 K	→	Stains	22
Le Bourget	4 K	→	Gonesse	22
Le Bourget	14 K	→	Montsoult	22
Le Bourget	18 K	→	Luzarches	22
Chantilly			Chantilly	9
Le Bourget	23 K	→	Beaumont	22
Argenteuil			Argenteuil	10
Poix	15 K	→	Monsures	14
Poix	17 K	→	Granvilliers	14
Poix	40 K	→	Forges les Eaux	14
Beauvais	12 K	→	St Omer en Chaussée	22
Beauvais	3 K	→	Beauvais	22
Beauvais	12 K	→	Auneuil	22
Gournay			Gournay	14
Rouen	21 K	→	Charleval	15
Beauvais	28 K	→	Gisors	22
Les Andelys			Les Andelys	10
Louviers			Louviers	16
Evreux			Evreux	12
Mantes	20 K	→	Bueil	17
Vernon			Vernon	12
Mantes			Mantes	12
Mantes	21 K	→	Magny	17
Pontoise	16 K	→	Chars	21
Pontoise			Pontoise	16
Maisons Laffitte			Maisons Laffitte	15
Le Bourget	35 K	→	Meulan	22
Evreux	20 K	→	Damville	17

à reporter.....

821

				Report.....	82I
Etampes	23 K	→		Ferté-Alais	20
Dreux	14 K	→		Nonancourt	15
Dreux				Dreux	10
Chartres	15 K	→		Maintenon	22
Chartres	20 K	→		Courville	22
Chartres				Chartres	16
Chartres	17 K	→		Bailleau	22
Chartres	22 K	→		Voves	22
Chartres	19 K	→		Auneau	22
Chateaudun	16 K	→		Bonneval	16
Chateaudun	27 K	→		Patay	16
Pithiviers	21 K	→		Neuville	15
Etampes	22 K	→		Janville	20
Etampes	9 K	→		Angerville	20
Etampes	14 K	→		Sainville	20
Etampes	8 K	→		Etampes	20
Etampes	17 K	→		Dourdan	20
Buc	15 K	→		Limours	12
Rambouillet				Rambouillet	11
Villacoublay	7 K	→		Palaiseau	18
St Cyr	14 K	→		Neauphle	14
Villacoublay	4 K	→		Versailles	18
St Germain				St Germain	16
Dreux	18 K	→		Houdan	15
Villacoublay	4 K	→		Sèvres	18
Orly	7 K	→		Longjumeau	14
Orly	18 K	→		Arpajon	14
Orly	5 K	→	?	Juvisy	14
Orly	10 K	→	?	Sucy	14
Orly	24 K	→		Gretz	14
Le Bourget	21 K	→		Lagny	22
Meaux	11 K	→		Crécy en Brie	15
Melun				Melun	10
Corbeil				Corbeil	14
Pithiviers				Pithiviers	10
Fontainebleau	28 K	→		Malesherbes	18
Pithiviers	25 K	→		Bellegarde	15
Montargis				Montargis	9
Fontainebleau	18 K	→		Nemours	18
Fontainebleau				Fontainebleau	13
Montereau				Montereau	9
Sens				Sens	8
Nogent s/seine				Nogent s/Seine	14
Provins				Provins	14
Melun	27 K	→		Nangis	15
Coulommiers	29 K	→		Esternay	16
Fontainebleau	10 K	→		Bourron	18
Chateau-Thierry	22 K	→		Montmirail	19
Coulommiers				Coulommiers	11
Chantilly	24 K	→		Longueil	14
Melun	19 K	→		Verneuil l'Etang	15

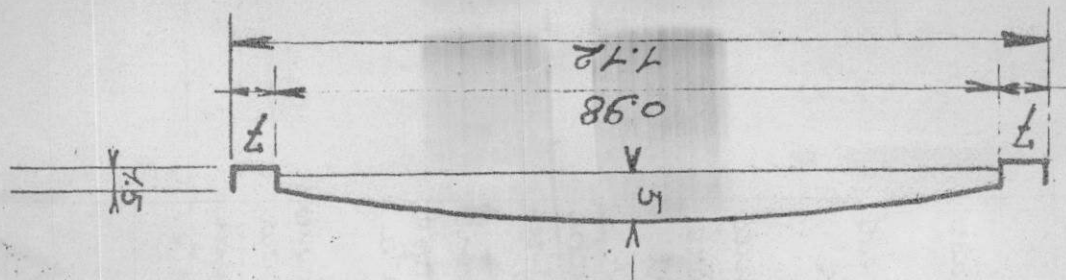
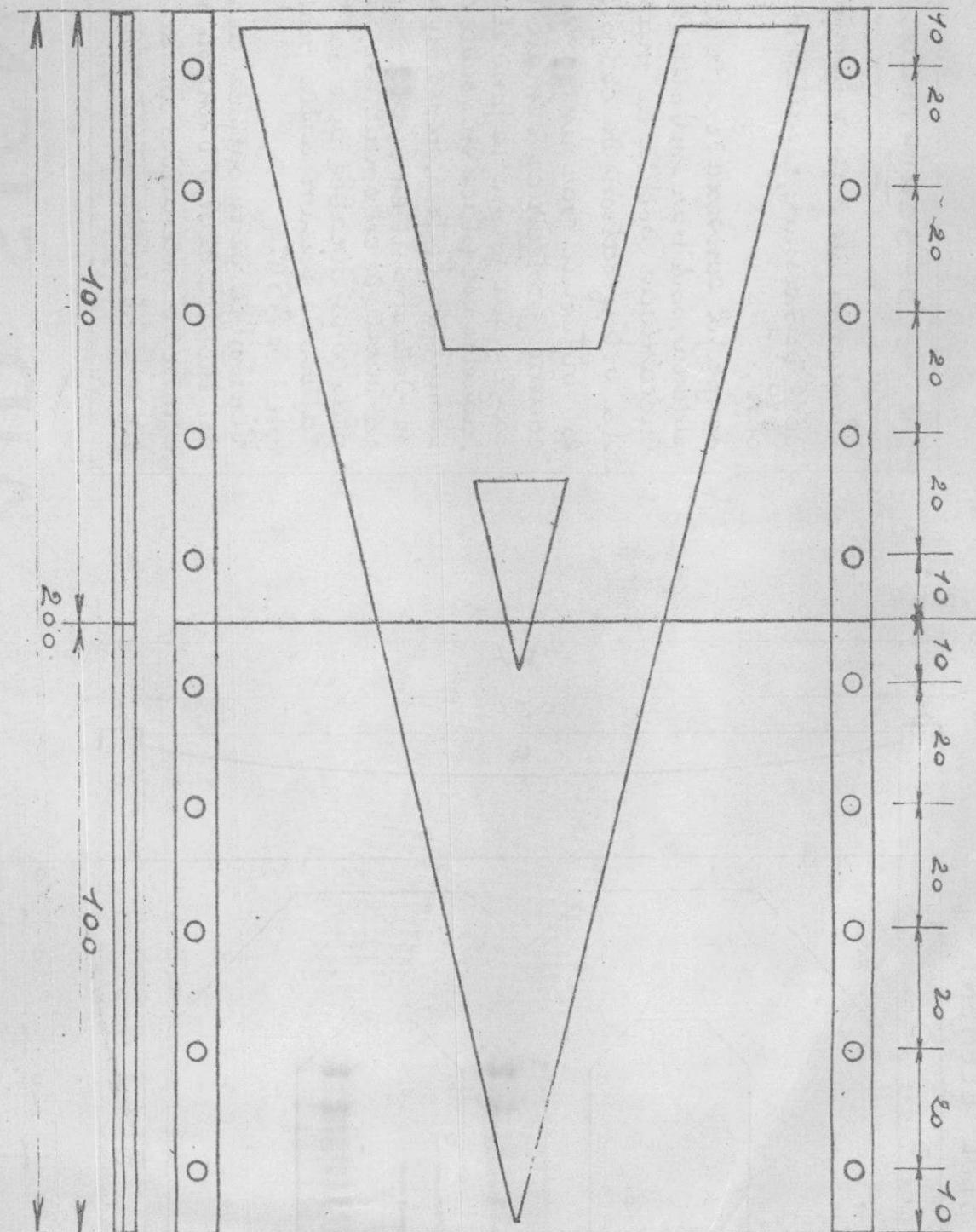
Total des Plagues.....I.628

SIGNALISATION des VOIES FERRÉES

MODELE de PLAQUE VITRIFIÉE

GRAND MODELE

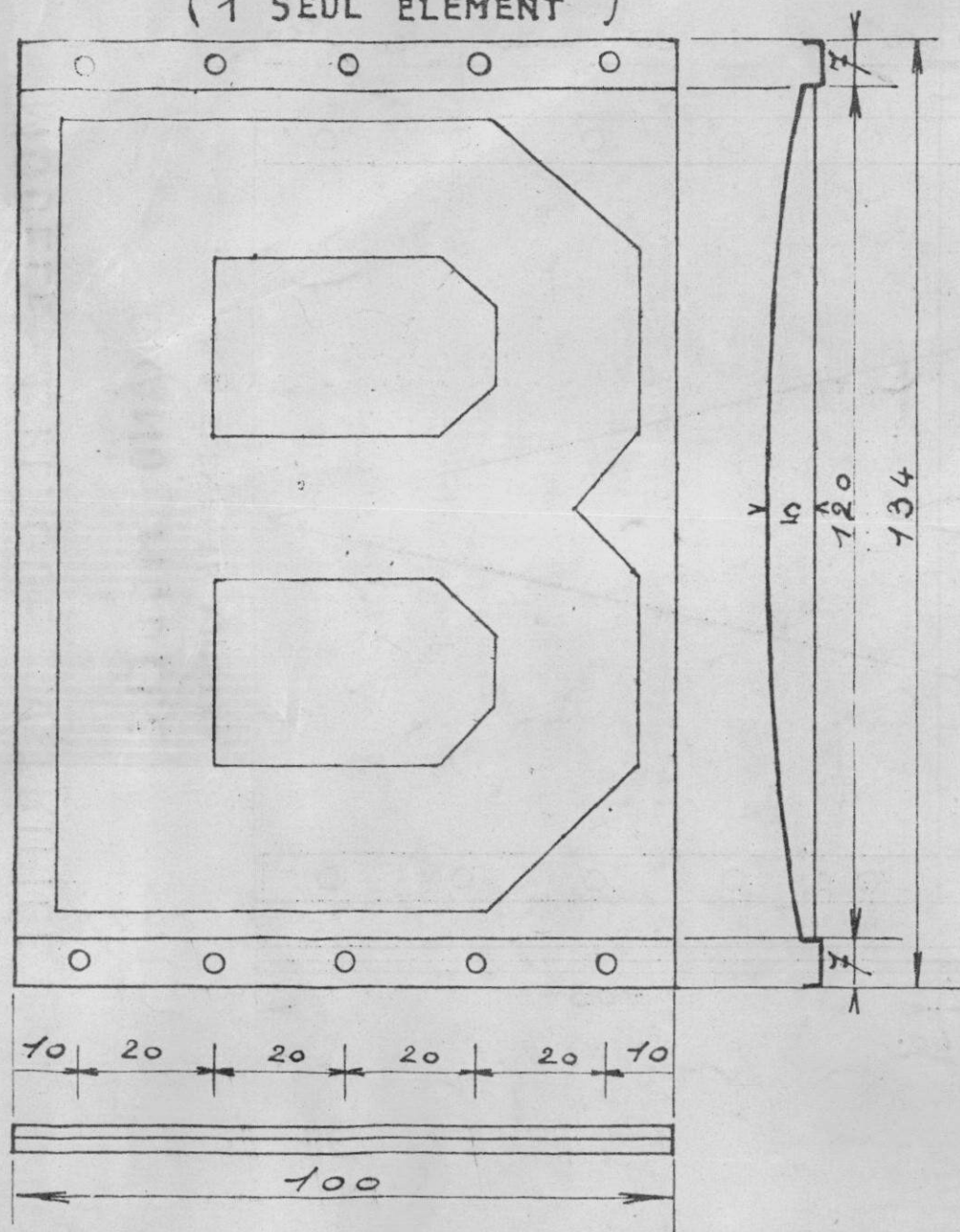
(EN 2 ÉLÉMENTS AJUSTÉS)



MODÈLE de PLAQUE VITRIFIÉE

PETIT MODELE

(1 SEUL ÉLÉMENT)



- DESCRIPTION -

Plaques en tôle d'acier laminé
de $\frac{15}{10}$ d'épaisseur, recuites en vase
clos.

Le profil convexe de cette tôle est
obtenu, soit par emboutissage
mécanique, soit à la main.

La vitrification de ces plaques
est obtenue par une première
couche protectrice d'émail anti-
oxyde qui forme le fond et sur
laquelle est placé en double couche
l'émail des lettres, signes ou chiffres
se détachant en blanc.

La dureté de cet émail est d'autant
plus considérable que sa tempé-
rature de fusion a été portée à
plus de 850°.

L'ensemble de la surface des plaques
est ensuite revêtu d'une ou plusieurs
couches d'anti-acides spéciaux qui
la rendent extrêmement résistante.

AIR-SIGNAL

92 CHAMPS ELYSEES 92
(BREVETÉ S.G.D.G)

MINISTERE DE L'AIR
Service des Etudes et de la Signalisation
24 Boulevard Victor 24
PARIS.15°.

MARCHE DE GRE A GRE

pour la fourniture et l'installation de plaques de
signalisation, sur les voies ferrées de la Région
Parisienne.

En application de l'article 18 paragraphe 5 du Décret
du 18 Novembre 1882, le présent marché a été passé entre:

Le Ministre de l'Air, stipulant au nom de l'Etat,
d'une part

et la Société Air Signal, domiciliée à Paris, 92 Avenue
des Champs-Élysées, inscrite au registre du Commerce de
la Seine sous le numéro 266.571 B. et titulaire du
compte N°10-362 à la Banque Nationale pour le Commerce
et l'Industrie Agence des Champs-Élysées, 37 Avenue
des Champs-Élysées
d'autre part

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1.- Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture et
la pose d'inscriptions de signalisation sur les voies
ferrées de la Région Parisienne.

ARTICLE 2.- Conditions générales.

Le présent marché sera soumis, en tout ce qui
lui sera applicable, et sauf dérogations inscrites aux
présentes ou au devis technique, aux dispositions sui-
vantes :

1°/ Cahier des clauses et conditions générales imposées
aux Entrepreneurs des Ponts et Chaussées par l'arrêté
du Ministre des Travaux Publics du 29 décembre 1910,
modifié par la circulaire du 2 juillet 1913 et les arrê-
tés des 15 Octobre 1923, 20 Mai 1927, 29 Septembre 1931
et 18 Avril 1934, le chef du Service des Etudes et de la
Signalisation étant substitué au Préfet pour l'applica-
tion des articles 2,5,6,7,8,30 et 35;

2°/ Bordereau du taux normal et courant des salaires
applicables dans le département du lieu d'exécution
des travaux;

...

ARTICLE 3.- Délai d'exécution des Travaux

La durée de l'entreprise est fixée à six mois à compter de la date de la notification de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur de commencer les travaux.

ARTICLE 4.- Pénalités pour retards.-

En cas de retard, dans l'achèvement des travaux, et indépendamment des mesures coercitives prévues à l'article 35 des clauses et conditions générales, l'entrepreneur subira sur le décompte définitif, et, au besoin, sur son cautionnement, une retenue de Deux cents francs par jour de retard.

Elle sera appliquée de plein droit à l'expiration du délai fixé, sans qu'il soit nécessaire d'adresser à l'entrepreneur aucune mise en demeure spéciale.

Le montant total de ladite retenue sera limité au dixième (1/10^e) du montant du marché.

Pour éviter toute contestation sur la date d'achèvement des travaux, l'entrepreneur sera tenu d'en aviser par écrit l'Ingénieur chargé de la direction desdits travaux.

ARTICLE 5.- Délai et retenue de garantie.-

Le délai de garantie est fixé à Un an à partir de la réception provisoire des travaux.

La retenue de garantie prévue par l'article 44 des clauses et conditions générales sera limitée au dixième (1/10^e) du montant du marché.

Cette retenue de garantie ne sera pas effectuée, à la condition que l'entrepreneur fournisse dans les conditions fixées par le décret du 12 décembre 1936 une caution personnelle et solidaire, choisie parmi les tiers cautionneurs agréés par le Ministre des Finances.

Ladite caution devra s'engager solidairement avec l'entrepreneur à verser au Trésor, sur ordre de reversement de l'ordonnateur-secondaire et sans pouvoir refuser d'effectuer ce paiement pour quelque motif que ce soit, la somme dont l'Administration jugerait devoir rentrer en possession, dans la limite des sommes qui auront été cautionnées, ainsi qu'il est expliqué ci-après, jusqu'à la date de l'ordre de reversement.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la caution sera constituée par échelons successifs sur invitations adressées à l'Entrepreneur par le service chargé de la

direction des travaux, le total des sommes cautionnées étant, à toute époque, au plus égal à ce que serait, à la même époque, la retenue de garantie si elle avait été effectuée.

Si la caution pour la somme fixée par le service chargé de la direction des travaux n'était pas constituée dans le délai de dix jours par l'entrepreneur, la retenue de garantie serait alors réalisée effectivement par l'Administration pour toute la partie qui n'aurait pas encore été cautionnée.

Dans le cas où, au cours de l'exécution du marché l'Administration viendrait à retirer l'autorisation donnée à la caution, l'entrepreneur, sans pouvoir prétendre de ce chef à aucune indemnité, serait tenu dans les dix jours qui suivront la notification qui lui serait faite du retrait de l'autorisation, de constituer une autre caution parmi les tiers cautionneurs agréés. Faute par lui de ce faire, tout paiement sur le marché serait suspendu jusqu'à reconstitution de la retenue de garantie; au besoin, l'entrepreneur aurait à effectuer les versements nécessaires.

En outre, selon les circonstances, l'Administration pourrait appliquer les dispositions de l'article 35 des clauses et conditions générales.

ARTICLE 6 - CAUTIONNEMENT -

Le montant du cautionnement définitif est fixé au trentième (1/30^e) du montant du marché.

L'entrepreneur aura la faculté de remplacer le dépôt du cautionnement par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues par le décret du 12 Décembre 1936. A cet effet, il devra, dans les vingt jours qui suivront la notification de l'approbation du marché, fournir cette caution choisie parmi les tiers cautionneurs agréés par le Ministre des Finances s'engageant avec le dit entrepreneur à verser au Trésor, jusqu'à concurrence de la valeur ci-dessus indiquée pour le cautionnement, les sommes dont il pourrait être reconnu débiteur envers l'Etat.

Dans le cas, où au cours de l'exécution du marché l'Administration tiendrait à retirer l'autorisation donnée à la caution, l'entrepreneur, sans pouvoir prétendre de ce chef à aucune indemnité, serait tenu, dans les dix jours qui suivront la notification qui lui serait faite du retrait d'autorisation et de la mise en demeure qui l'accompagnerait soit de réaliser le cautionnement prévu ci-dessus, soit de constituer une autre caution choisie parmi les tiers cautionneurs agréés. Faute par lui de ce faire, le montant de la retenue de garantie du marché serait augmenté ipso-facto d'une somme égale au montant dudit cautionnement. En outre, selon les circonstances le Ministre pourrait par application de l'article 35 des clauses et conditions générales, immédiatement ordonner une nouvelle adjudication à la folle enchère de l'entrepreneur ou prononcer la résiliation pure et simple du marché.

En aucun cas, la caution personnelle et solidaire ne sera admise à intervenir, directement ou indirectement, et de quelque manière que ce soit, dans la discussion, les contestations et litiges qui pourraient survenir entre l'Administration et l'entrepreneur à l'occasion de l'exécution et du règlement du marché.

Préalablement à la délivrance d'aucun mandat de paiement, l'entrepreneur devra justifier par écrit de la réalisation du cautionnement auprès de l'ordonnateur secondaire désigné au présent marché.

ARTICLE 7 - DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR -

Faute par l'entrepreneur de faire connaître le domicile élu par lui dans les conditions et, en particulier dans le délai de quinze jours prévus par les clauses et conditions générales, les notifications relatives à son entreprise seront valablement faites à la Mairie du 8^e arrondissement.

ARTICLE 8 - PROVENANCE DES MATERIAUX ET DU MATERIEL -

a) Origine des matériaux, produits, fournitures ou matériels entrant dans la composition des ouvrages.

Les matériaux, produits, fournitures ou matériels entrant dans la composition des ouvrages devront être exclusivement d'origine française.

Sont considérés comme étant d'origine française, les matériaux, produits, fournitures ou matériels originaires des Colonies françaises, ou pays de protectorat ou sous mandat français. Si toutefois, des motifs exceptionnels rendaient indispensable l'emploi de matériaux, produits, fournitures ou matériels étrangers pour la composition des ouvrages, l'entrepreneur devrait adresser une demande dûment justifiée à l'Ingénieur en Chef.

b) Origine du matériel de chantier employé par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux.

Le matériel de chantier employé par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux devra être de construction française ou francisé par l'acquittement des droits de douane.

ARTICLE 9 - CONDITIONS DU TRAVAIL -

a) Déclarations à faire aux offices publics de placement -

Huit jours au moins avant l'ouverture des chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché, l'entrepreneur devra faire connaître, aux offices publics de placement compétents pour les lieux où s'exécuteront les travaux et fabrications, ses besoins en main d'oeuvre par profession, avec toutes indications utiles concernant

les conditions de travail, de salaire, et généralement tous renseignements de nature à intéresser les chômeurs en quête d'emploi. Il devra renouveler ces indications en temps opportun, toutes les fois qu'il se trouvera dans l'obligation de procéder à de nouveaux embauchages, notamment par suite de l'extension des travaux. Il devra accueillir les candidats présentés par l'office public de placement. Toutefois, sa liberté d'embauchage, restera entière et il ne sera pas tenu d'engager des ouvriers qui ne présenteraient pas les aptitudes requises. Il devra, en cas de refus, en indiquer le motif sur la carte de présentation qui est délicate par l'office et qui est renvoyée à l'office soit par le chômeur, soit par l'entrepreneur.

b) Emploi de la main d'oeuvre étrangère -

L'emploi de la main d'oeuvre étrangère est formellement interdit et, autant que possible, l'entrepreneur devra recourir à la main d'oeuvre locale.

Toutefois l'entrepreneur pourra demander à l'Ingénieur chargé de la direction des travaux, l'autorisation d'employer dans les ateliers et chantiers des ouvriers spécialistes de nationalité étrangère, si les circonstances l'y conduisent.

Cette demande, dûment justifiée, sera transmise au Chef du Service des Etudes et de la Signalisation, qui recueillera l'avis du Chef de l'aérodrome ou de l'établissement et fixera ensuite la proportion maximum des ouvriers étrangers qui pourront être employés dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché. Pour la fixation de cette proportion, il sera tenu compte tant des circonstances locales que des tableaux arrêtés par le Ministre du Travail et notifiés au Préfet du département du lieu d'exécution des travaux conformément à l'article 4 du décret du 19 Octobre 1932.

c) Obligation d'appliquer le contrat collectif -

L'entrepreneur est tenu d'appliquer le contrat collectif de travail de sa profession et de sa région, si celui-ci existe.

d) Taux des salaires -

L'entrepreneur devra se conformer aux bordereaux des taux normaux et courants des salaires arrêtés par les préfets des départements de la situation des lieux où s'exécuteront les travaux et fabrications, dans les conditions prévues par le décret du 10 Avril 1937, portant révision du décret du 10 Août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'Etat, bordereaux applicables aux marchés des administrations publiques et joints au cahier des charges.

...

L'obligation de se conformer aux bordereaux arrêtés ainsi qu'il est dit ci-dessus pour la localité ou la région où le marché sera exécuté, est expressément imposée à l'entrepreneur, lorsqu'il n'est pas possible de connaître les lieux d'exécution des travaux et fabrications au moment de l'établissement du cahier des charges.

Les bordereaux susvisés devront être affichés dans les chantiers et ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché.

Pour chaque profession, et dans chaque profession, pour chaque catégorie d'ouvriers, les salaires normaux payés aux ouvriers ne devront pas être inférieurs au taux couramment appliqué dans la localité ou la région où le travail est exécuté.

e) Majoration de salaire applicable aux heures de travail faites en dehors des horaires normaux.

La majoration de salaire à payer aux ouvriers, pour les heures de travail faites au-delà de la journée normale ou un jour non ouvrable, dans les limites fixées par les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur sera de douze pour cent pour le travail de jour et de vingt pour cent pour le travail de nuit.

Sera considéré comme travail de nuit le travail exécuté de 17 heures à 7 heures, du 1er Novembre au 31 Janvier, de 18 heures à 6 heures, du 1er Février au 15 Mars et du 16 Septembre au 31 Octobre.
de 19 heures à 5 heures, du 16 Mars au 15 Septembre (temps indiqués en heures d'hiver).

Les dispositions contraires ou légales des conventions collectives de travail se substituent automatiquement à la présente clause.

f) Paieement des ouvriers -

Conformément à l'article 4 du décret du 10 Avril 1937, un agent de l'administration pourra assister au paiement des ouvriers toutes les fois que celle-ci le jugera utile.

g) Ouvriers d'aptitudes restreintes -

Lorsqu'il sera employé aux travaux des ouvriers que leurs aptitudes mettent en état d'infériorité notoire sur les ouvriers de capacité moyenne de même catégorie, il pourra leur être appliqué, exceptionnellement, un salaire horaire inférieur au salaire normal susvisé. La proportion maxima de ces ouvriers par rapport au total des ouvriers de la catégorie en cause, ne devra pas dépasser la proportion de quinze pour cent en ce qui concerne les compagnons et de vingt pour cent en ce qui concerne les manoeuvres; le maximum de la réduction possible pour leurs salaires ne devra pas dépasser vingt cinq pour cent.

...

h) Allocations familiales.-

L'entrepreneur sera tenu de se conformer aux dispositions des lois et règlements lui faisant obligation de servir des allocations familiales à son personnel.

Le taux des allocations familiales, fixé par arrêté ministériel pour le département, devra être affiché sur les chantiers.

Après la réception provisoire, ou, s'il n'est pas prévu au contrat, après la réception définitive, l'ordonnement des sommes dues pour solde ne pourra intervenir que sur justification par l'entrepreneur qu'il est en règle avec la caisse de compensation ou l'institution agréée à laquelle il est affilié.

Dans le cas de marché dont l'exécution s'étend sur plusieurs exercices, cette justification sera faite pendant le dernier mois de chaque exercice ou, à défaut, au moment du premier paiement effectué sur l'exercice suivant.

L'Administration pourra également exiger de l'entrepreneur la justification prévue au présent paragraphe avant d'effectuer tout autre paiement que ceux visés aux deux alinéas précédents.

i) Sous-traitants.-

L'entrepreneur principal, au moment où il demande l'agrément de sous-traitants à l'administration, devra justifier que ces derniers sont affiliés à une caisse de compensation ou à toute autre institution agréée et qu'ils sont en règle avec cet organisme.

j) Assurances sociales.-

Avant d'effectuer tout paiement, l'administration pourra exiger de l'entrepreneur la justification qu'il est en règle en ce qui concerne l'application de la législation sur les assurances sociales aux travailleurs occupés à l'exécution du marché.

k) Mesures d'hygiène et de sécurité - Frais communs -

L'entrepreneur doit se conformer strictement aux prescriptions des lois, décrets, arrêtés et ordonnances de police relatifs à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, et spécialement à celles du décret du 10 juillet 1913 et du décret du 9 Août 1925 modifié par le décret du 26 Novembre 1934.

Sont à la charge de tous les entrepreneurs d'un même chantier, les frais à faire en commun, pour l'établissement l'entretien et la vidange des W-C. provisoires, et pour l'observation des prescriptions des articles 4 (alinéa 4, 5 (alinéa

final), 8 (alinéas 3 et 5) du décret du 10 juillet 1913 et des articles 46, 48, 57 et 58 du décret du 9 Août 1925.

L'Ingénieur chargé de la direction des travaux assure l'exécution de ces prescriptions et arbitre, le cas échéant, les difficultés de règlement.

ARTICLE 10 - Droits d'Octroi.

Les matériaux entrant dans la composition des ouvrages sont affranchis de tous droits d'octroi par le décret du 4 Septembre 1934, au moyen de l'entrepôt, dans les conditions prévues par l'article 13 du décret du 12 Février 1870, et il appartiendra à l'entrepreneur de remplir les formalités requises pour obtenir l'exonération de ces droits.

ARTICLE 11 - Sujétions et responsabilités

L'entrepreneur est réputé connaître, pour s'en être personnellement rendu compte, la nature des lieux, celles du terrain et du sous-sol, la situation des travaux, ainsi que les risques et sujétions qu'elles peuvent entraîner;

L'entrepreneur n'aura aucun recours contre l'Etat pour tous les dommages qui pourraient survenir du fait des tiers autres que ceux de l'Etat, au personnel et au matériel de son entreprise, sauf ses droits de recours contre l'auteur responsable du dommage.

Au cas où des dommages viendraient à être causés à toute personne à l'occasion de l'exécution du marché, l'entrepreneur s'engage à garantir l'Etat de toutes les condamnations prononcées contre ce dernier, en réparation des dits dommages, et il s'interdit tout recours contre l'Etat.

ARTICLE 12 - Espionnage.-

Conformément aux dispositions de la Loi qui établit des pénalités contre l'espionnage, l'entrepreneur est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui sont remis par l'administration, en vue de l'exécution des travaux ou pour toute autre cause.

ARTICLE 13 - Faux-Frais à la charge de l'Entrepreneur.-

Indépendamment des obligations qui résultent pour lui des clauses et conditions générales, et notamment des articles 18 et 19, l'entrepreneur aura à supporter :

- 1°/ les frais d'appareils, d'épreuves des matériaux et d'essais de toute nature;
- 2°/ les frais d'ateliers, de chantiers, de planchers et d'abris pour les mortiers et les bétons ;
- 3°/ les frais de gardiennage et de balisage de ses chantiers;

...

4°/ dans le cas où il serait autorisé à s'alimenter sur les canalisations de l'Administration, le remboursement des fournitures d'eau et de courant électrique inhérentes au fonctionnement de ses chantiers, y compris l'installation des compteurs spéciaux par ses soins et à ses frais.

ARTICLE I4 - Enlèvement des Appareaux, Matériels, etc....

L'entrepreneur devra, dans un délai de quinze jours à compter de la réception provisoire, enlever à ses frais les appareils, matériaux, débris de toute espèce et matériel de toute nature provenant de son chantier.

En cas de retard, cet enlèvement sera fait à ses frais après mise en demeure par un ordre de service, sans préjudice d'une pénalité de cinquante francs par jour de retard.

ARTICLE I5 - Ordres de Service - Réceptions.

L'ordre de service notifiant l'approbation du marché et les ordres de service concernant les modalités d'exécution seront valablement délivrés par l'Ingénieur chargé de la direction des travaux.

Réserve est faite au profit de cet Ingénieur d'un délai de quinze jours pour procéder aux opérations de réception provisoire et définitive après avoir reçu de l'entrepreneur avis de l'achèvement des ouvrages.

ARTICLE I6 - Montant du marché - Bases du règlement des comptes

Les travaux, objet du présent marché, tels qu'ils sont décrits par les présentes et le devis technique ci-annexé, seront exécutés moyennant le prix global et forfaitaire de Frs: 496.400 (Quatre cent quatre vingt seize mille quatre cents)

Ce prix comprend les frais généraux, faux frais, et bénéfices de l'entrepreneur et, d'une manière générale, toutes les charges et sujétions, quelles qu'elles soient, résultant de l'exécution du marché.

Il est spécifié que le prix fixé au présent marché tient compte des lois en vigueur sur la convention collective de travail, le congé annuel payé, l'institution de la semaine de 40 heures dans les établissements industriels et commerciaux, et des majorations de salaires corrélatives.

Par substitution aux dispositions de l'article 33, des clauses et conditions générales, le montant du marché sera susceptible d'une révision, suivant la formule :

$$P_I = P_0 \left(0,15 + 0,15 \frac{FI}{F_0} + 0,70 \frac{SI}{S_0} \right)$$

dans laquelle les lettres représentent les grandeurs suivantes :

P_I : Prix définitif

P_0 : Prix de base fixé au marché

F_I : Cours des tôles lues dans le 1er numéro de la Revue Générale d'Electricité paru après le 15ème jour suivant la notification du marché.

F₀ : Cours des tôles au 1er Octobre 1936, soit :

S_I : Moyenne des salaires des industries électriques et connexes de la Région Parisienne pendant les 5 derniers mois du délai contractuel et publié par la Revue Générale d'Electricité.

S₀ : Salaire horaire au 1er Octobre 1936.

En vue de l'établissement des acomptes et de l'estimation des modifications que l'Administration aurait été amenée à demander à l'entrepreneur, au cours de l'exécution des travaux, aux différents éléments de l'installation correspondront les prix unitaires suivants :

Plaque livrable en usine.....	150 Frs.
Plaque fournie et installée.....	279,50
Supplément pour flèche d'aérodrome installée.	920,--

Ces prix seraient révisés également suivant la formule précitée, le terme S_I représentant la moyenne des indices de salaires publiés pendant l'exécution du lot de travaux, les indices du premier mois suivant la notification étant exclus du calcul.

ARTICLE 17 - Clauses spéciales.

Il est convenu, avec l'entrepreneur, que la notification à l'entrepreneur de l'approbation du présent marché, entraîne les conséquences suivantes :

1°/ L'application des dispositions du contrat tripartite réglant l'exécution d'une signalisation aérienne dans 6 départements du Nord de la France, aux frais communs de l'Etat et des Collectivités est suspendu.

Seule sera poursuivie l'exécution des contrats établis avec le département du Nord, la Chambre de Commerce de Dunkerque, le département du Pas-de-Calais, la Ville de St-Valéry-en-Caux

L'entrepreneur ne pourra prétendre, de ce fait, à aucune indemnité.

2°/ L'entrepreneur s'engage formellement à n'installer sur les voies ferrées, aucune inscription de signalisation qui n'aurait pas été préalablement autorisée par le Ministère de l'Air, ce dernier faisant d'ailleurs toutes réserves au sujet de l'octroi éventuel de telles autorisations.

ARTICLE 18 - Factures.

L'entrepreneur sera tenu, sous peine de déchéance, et conformément à l'article 27 du décret du 18 Novembre 1882, de produire, dans le délai d'un mois après acceptation du décompte définitif établi par les Ingénieurs, une facture sur papier timbré, du format approprié, reproduisant les indications données par ce décompte ou de faire timbrer à ses frais le décompte administratif lui-même.

ARTICLE 19 - Paiement - Bénéfice du Régime spécial du Financement institué par le décret-Loi du 30 Octobre 1935

Le titulaire du présent marché sera admis au bénéfice du régime institué par le titre Ier du Décret-Loi du 30 Octobre 1935, relatif au financement des marchés de l'Etat et des collectivités publiques (1).

L'Etat se libérera des sommes dues en exécution de ce marché en en faisant donner crédit au compte de virement ouvert au nom de l'entrepreneur et désigné par celui-ci au présent marché.

L'ordonnateur-secondaire chargé du mandatement est le Sous-Directeur Administratif des Services Techniques de l'Aéronautique, 4 rue de la Porte d'Issy, à Paris (15°).

Le comptable public chargé du paiement est le Caissier payeur central du Trésor Public.

Le fonctionnaire chargé de fournir les divers renseignements prévus à l'article 6 du décret-loi du 30 Octobre 1935 est l'Ingénieur en Chef des Travaux Immobiliers de l'Aéronautique, Chef du Service des Etudes et de la Signalisation.

ARTICLE 20 - Timbre et enregistrement .

Le marché sera timbré et enregistré aux frais de l'entrepreneur.

ARTICLE 21 - Approbation du Marché.

Le marché ne sera valable qu'après approbation du Ministre de l'Air ou de son délégué.

Fait à Paris, le

(1). L'exemplaire spécial du marché destiné à servir de titre en cas de nantissement, exemplaire dont la délivrance est prévue par l'article 2 du décret-Loi du 30 Octobre 1935 n'est établi que sur demande expresse du titulaire du marché et moyennant paiement préalable par lui des droits de timbre de cet exemplaire spécial.

MINISTERE DE L'AIR

SERVICE DES ETUDES ET
de la SIGNALISATION

N° ES 5696

Paris le 13 décembre 1937

Objet:
Signalisation aérienne
des voies ferrées

Loire
L'ingénieur en Chef des Travaux
Immobiliers de l'Aéronautique
Chef du Service des Etudes et de
la signalisation

à Monsieur le Directeur de la Société
" AIR SIGNAL"
92 Avenue des Champs-Élysées
PARIS

Monsieur le Directeur

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du
2 Décembre 1937, dans laquelle vous attirez mon attention sur un certain
nombre d'affaires relatives à la signalisation des voies ferrées.

Je réponds aux divers paragraphes de votre memorandum.

Frais de nettoyage

Ainsi que mon service vous l'a déjà indiqué, la Direction du
Contrôle du Ministère de l'Air estime que le texte relatif à l'entretien,
et figurant dans le texte du marché N° 143/34 exclut la possibilité pour
l'Etat de vous payer les frais supplémentaires faisant l'objet de vos
factures.

Je me mets en rapport direct avec le Réseau du Nord afin d'obtenir
un arrangement pour l'entretien des plaques, applicable à partir du jour
de l'expiration des deux années de garanties pendant lesquelles cet en-
retien vous incombait, et pour régler dans un sens favorable le règle-
ment des frais antérieurs.

De toutes manières, l'entretien des plaques depuis le 15 juillet
dernier n'ayant fait l'objet d'aucune entente ferme ne peut donner lieu
à facture de votre part.

Avenant au marché du Pas de Calais

Cet avenant, que vous annoncez comme approuvé par le Préfet du
Pas de Calais, n'est pas encore parvenu à mon service.

Nouvelles conventions

Ainsi que vous le savez, le texte du projet de marché pour la si-
gnalisation de la Région Parisienne suspendait le jeu du contrat tripar-
tite, en ne laissant subsister que les 4 contrats déjà passés ou en cours
de passation.

.....

Ce projet de marché ne m'étant pas encore retourné, approuvé par M. le MINISTRE DE L'AIR, je signale la situation dans laquelle vous vous trouvez présentement et sollicite des instructions rapides.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Ingénieur en Chef
Chef du Service Electrique et des Signaux

Signé: Illisible

PARIS, le 14/ Janvier 1938.

SIGNALISATION AERIEENNE des VOIES FERREES

ENTRETIEN des PANNEAUX "A" de SIGNALISATION

N O T E

Mise au point des conditions financières d'entretien.
(Entretien téléphonique de M. DUPUY à M. POUNET du 13 Janvier 1938)

---:---:---:---:---:---:---:---

L'entretien des panneaux "A" de signalisation aérienne est régi de la façon suivante:

1°) Tous les panneaux installés en vertu du marché primitif passé entre la Société Air Signal et le Ministère de l'Air (marché N° 143/34) doivent être entretenus par la Société et à ses frais pendant une période de deux ans.

Pour tous les panneaux installés en vertu de ce marché, le délai de 2 ans précité expire le 15 Juillet 1937.

2°) Les panneaux, installés en vertu du marché tripartite, en date du 20 Décembre 1935, relatif aux régions des Départements du Nord, du Pas-de-Calais, pour la Chambre de Commerce de Dunkerque, du Départ^t de l'Aisne et pour la Chambre de Commerce de St-Quentin, sont entretenus par la Société "Air Signal" aux frais: pour 1/4 de l'Etat, pour 3/4 de la collectivité intéressée.

En fait, en vertu de la convention passée le 12 Juillet 1934, entre la Société "Air Signal" et la Cie du Nord, l'entretien des

.....

faisant l'objet de ces 2 chap

panneaux est effectué par la ^{Région} ~~ci~~ moyennant une redevance forfaitaire
annuelle de 12^f 50 par panneau de 1m² et de 25^f par panneau de 2m²

3°) Pour les panneaux qui seront installés en vertu du marché

tripartite pour la Région Parisienne, la question des frais d'entretien
est actuellement réservée.

23 Février 1938

MINUTE

5 Annexes

Signalisation aérienne
des garesD.R/N
VB

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
12 JUIN 1938	
Rap. G	Pièces
N° 2104	239

Le DIRECTEUR de l'EXPLOITATION

à MONSIEUR le CHEF du SERVICE CENTRAL
des INSTALLATIONS FIXES

Comme suite à votre transmission du 9 Février 1938, d'une copie de la lettre adressée, le 31 Janvier 1938, au Président de la S.N.C.F. par l'Ingénieur en Chef des Travaux Immobiliers de l'Aéronautique, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un projet de réponse à cette lettre.

Il convient, d'autre part, de noter que le projet de convention à passer entre le Ministre de l'Air et la S.N.C.F. ne vise que le nettoyage des plaques. Il y aurait lieu, semble-t-il, de passer en outre avec le Ministre de l'Air la convention habituelle réglant l'occupation du Domaine Public du chemin de fer par les dites plaques.

7

C. SER

ANNEXE

MINUTE

PROJET de CONVENTION

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
12 JUIL 1938	
Rép. G	Pièces
N° 2104	2396

ENTRE :

La Société Nationale des Chemins de Fer Français, dont le siège est
à PARIS représentée par M^r

d'une part

et le Ministre de l'Air, représenté par

d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit:

Le Ministre de l'Air a demandé à la Société Nationale des Chemins
de Fer Français:

- de maintenir dans les voies ferrées de cette Société des inscrip-
tions qui y ont été installées antérieurement à la présente convention,
- d'installer de nouvelles inscriptions

consistant à baliser les itinéraires suivis en temps de brouillard par
les aviateurs, au moyen de panneaux de signalisation indiquant les noms
des localités.

La Société Nationale des Chemins de Fer Français accède à cette
demande aux conditions et sous les réserves ci-après:

ARTICLE 1^{er}

Les inscriptions seront composées de panneaux de superficie diverse
constitués eux-mêmes par des lettres sur plaque de tôle émaillée ou
conformes à un autre type admis par la S.N.C.F. et seront fixés par des
tirefonds sur les traverses de la voie ou sur de fausses traverses

*fourge
ville de la voie*

.....

Ils seront installés de manière à pouvoir être enlevés rapidement s'il y a lieu.

ARTICLE 2

Tous les travaux et fournitures que nécessitera l'installation des panneaux ou leur dépose seront effectués par les soins de la S.N.C.F., aux frais de l'entrepreneur habilité à cet effet par le Ministre de l'Air.

A l'exception de certaines d'entre elles qui seront désignées par le Ministre de l'Air, le petit entretien ainsi que le nettoyage périodique des inscriptions seront assurés par la S.N.C.F., y compris fourniture des matières et produits.

La liste détaillée des inscriptions dont la S.N.C.F. assurera le nettoyage sera transmise par le Ministre de l'Air à la S.N.C.F. en temps opportun et tenue à jour par les soins du Ministère de l'Air qui fixera également pour chaque inscription la date du point de départ de l'entretien à effectuer par la S.N.C.F.

ARTICLE 3

Le Ministre de l'Air devra adresser, pour chaque inscription de signalisation aérienne, au moins 15 jours à l'avance, une demande indiquant la désignation de l'inscription et de la localité au Chef du Service de la Voie et des Bâtiments de la Région intéressée, qui décidera de la suite à donner à la dite demande.

Le Ministre de l'Air devra soumettre à la S.N.C.F., avant toute exécution, le texte et les attributs divers de panneaux, la dite Société se réservant la faculté de refuser ce qui ne serait pas à sa convenance, pour quelque cause que ce soit.

Le représentant es-qualités de la S.N.C.F. devra être prévenu, au moins 8 jours à l'avance, de la date prévue pour la pose de la ou des inscriptions dont l'installation aura été autorisée. Il fixera la date et l'heure auxquelles s'effectuera cette opération.

ARTICLE 4

Le Ministre de l'Air s'engage à ne formuler aucune réclamation au cas où la S.N.C.F. pour l'exécution de réparations à ses voies ou de travaux du chemin de fer déciderait l'enlèvement de ces inscriptions.

Il s'engage également à ne formuler aucune réclamation en cas d'avaries aux installations autorisées qu'elle qu'en soit la cause, et à demeurer directement responsable des dégâts, dommages ou accidents de toute nature que les dites installations pourraient occasionner directement ou indirectement.

ARTICLE 5

Le Ministre de l'Air s'engage à assumer la responsabilité directe des accidents qui pourraient être occasionnés aux personnes et aux choses ou qui arriveraient à ses représentants, employés ou ouvriers, ou à tout autre, notamment au personnel de la S.N.C.F., au cours des travaux d'installation, d'entretien ou de suppression des inscriptions, pour autant que la victime de l'accident puisse rechercher une responsabilité autre que la sienne.

Il s'engage dans les mêmes conditions à garantir la S.N.C.F., au besoin comme assureur de la dite Société, contre toutes réclamations ou actions qui seraient élevées contre cette dernière, en raison des accidents ou de leurs suites, et dont il fera son affaire personnelle.

ARTICLE 6

Le Ministre de l'Air rémunérera la S.N.C.F. pour le petit entretien et le nettoyage des inscriptions dont elle aura la charge, aux conditions ci-après:

Par plaque de et par nettoyage:.....

Par plaque de et par nettoyage:.....

Ces prix seront révisables semestriellement pour tenir compte, le cas échéant, des variations des taux de la main-d'oeuvre, du personnel, de la S.N.C.F., au cas où ces taux feraient apparaître une différence en plus ou en moins de 5 %.

ARTICLE 7

La présente Convention est faite pour une durée de un an à partir du 1^{er} Janvier 1938.

Nonobstant la durée ci-dessus fixée, la S.N.C.F. se réserve la faculté d'obliger le Ministre de l'Air à déplacer, modifier ou supprimer ses installations, en tout ou en partie, comme aussi de faire cesser l'effet des présentes, à quelque époque que ce soit, sans avoir à payer aucune espèce d'indemnité, si les besoins ou l'intérêt du Service du Chemin de Fer viennent à l'exiger ou encore en cas d'injonction de l'Administration Supérieure. Il lui suffira de prévenir le Ministre de l'Air par simple lettre.

A défaut par l'une ou par l'autre des parties d'avoir fait connaître par lettre recommandée, trois mois avant l'expiration du présent traité, son intention de ne pas le renouveler, il se continuera d'année en année aux mêmes clauses et conditions et avec la même faculté de résiliation.

ARTICLE 8

Le Ministre de l'Air ne pourra, ni céder, ni transporter à autrui ses droits au présent traité, sans le consentement exprès et par écrit de la S.N.C.F., la présente clause étant de condition expresse et devant recevoir sa pleine et entière exécution sous peine de résiliation immédiate du présent traité.

ARTICLE 9

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10

La S.N.C.F. signalera, dès que le fait aura été constaté, tout incident pouvant survenir aux inscriptions de signalisation, au Ministre de l'Air qui prendra alors les mesures nécessaires pour remédier à la situation ainsi créée.

ARTICLE 11

En cas de tension politique, la S.N.C.F. devra, sur demande du Ministre de l'Air ou d'un autre organisme de Défense nationale, procéder dans les plus courts délais à l'enlèvement des inscriptions;

Au cas où l'enlèvement ne pourrait, pour une cause quelconque être effectué immédiatement, les inscriptions devront être neutralisées sans retard par un camouflage et rendues absolument illisibles.

ARTICLE 12

Le Ministre de l'Air versera à la S.N.C.F., pour compenser les sujétions résultant de l'installation des inscriptions, une redevance fixe et annuelle de 1^{fr} (un franc) par inscription complète, payable d'avance à la Caisse Générale de la dite Société, le de chaque année, sur quittances dressées par

ARTICLE 13

S'il y a lieu, les frais de timbre et d'enregistrement du présent traité et de toutes pièces pouvant en résulter, seront à la charge du Ministre de l'Air qui sera tenu, en outre, d'acquitter tous les impôts, taxes, droits de timbre et autres, présents ou à venir, relatifs aux inscriptions prévues dans le présent traité, et toutes taxes dont il peut être redevable, sa responsabilité vis-à-vis du fisc étant entière.

ARTICLE 14

A l'expiration du présent traité ou en cas de résiliation, comme il est prévu ci-dessus, les panneaux, attributs divers, etc.. resteront acquis à la S.N.C.F. sans indemnité ou devront être enlevés sans que les frais de dépose ne puissent en aucun cas être imputés à la S.N.C.F.

ARTICLE 15

Toutes contestations entre la S.N.C.F. et le Ministre de l'Air seront soumises à la juridiction du Tribunal de Commerce de la Seine.

ARTICLE 16

Le présent traité ne sera valable et définitif qu'après approbation par M. le Ministre des Travaux Publics.

Fait en exemplaires, dont un pour l'enregistrement à PARIS, le

Pour le Ministre de l'Air, Pour la S.N.C.F.,

ARTICLE 13

La présente Convention sera exonérée des droits de timbre et d'enregistrement.

ARTICLE 14

A l'expiration du présent traité ou en cas de résiliation, comme il est prévu ci-dessus, les panneaux, attributs divers, etc... resteront acquis à la S.N.C.F. sans indemnité ou devront être enlevés sans que les frais de dépose ne puissent en aucun cas être imputés à la S.N.C.F.

ARTICLE 15

Le présent traité ne sera valable et définitif qu'après approbation par M. le Ministre des Travaux Publics.

Fait en exemplaires, dont un pour l'enregistrement, à PARIS, le

Pour le Ministre de l'Air, Pour la S.N.C.F.

Copie à MM. WAGNON - BAZIN -

18/2/38
FL

MINUTE

CONFIDENTIEL

21/2/38
ANNEXE

PARIS, le 17/2/38

Structure, Service
à la P. S. (le chef)
et l'ingénieur en chef des Travaux
de l'Aéronautique
Chef de Service des Etudes et de la Signalisation

LE DIRECTEUR de L'EXPLOITATION

à MONSIEUR le CHEF du SERVICE CENTRAL des INSTALLATIONS FIRES.

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
12 Mars 1938	
Rép. G	Pièces
N° 2104	239/2

D.R.N.
V.B./N vr

Vr. V st 24100-1

2

Suite à votre transmission du 9 février courant de la copie de
la lettre E.S. 495 du 31 Janvier 1938 de l'ingénieur en chef des
Travaux immobiliers de l'Aéronautique, Chef du Service des Etudes

et de la Signalisation au Ministère de l'Air, à M. le Président de
la S.N.C.F. communiquant pour avis, d'une part, le projet ^{d'un} marché
de gré à gré ^{intervenu} entre le Ministre de l'Air et la Société "Air-Signal"
pour ^{la} fourniture et ^{la} pose de plaques de signalisation aérienne dans
les voies ferrées de la région ^{Paris} parisienne, d'autre part, le projet

NOTE
D'une convention ^{entre} le Ministre de l'Air et la S.N.C.F. pour l'entre-
tien des ^{inscriptions} inscriptions réalisées ou à exécuter, j'ai l'honneur de vous
K. ^{adresser} adresser ci-joint ^{avec} avec note ^{de} de ^{mes} mes observations.

1°) Projet de marché ^{pour la fourniture et la pose de plaques et signalisation}

a/L'An 9 - "Général et Travail". Ce document est ^{révisé} conçu dans l'hypothèse ^{que} la pose des ^{inscriptions} inscriptions ^{effectuées} réalisées par la Société "Air-Signal". ^{plaques} plaques dans
les voies ferrées.

Il envisage à cet effet le recrutement, d'un personnel tout à
fait étranger au Chemin de fer, et effectué par l'intermédiaire
(d'offices de placement.)

Pour la note de sécurité qui veut de la, cette fois doit être
Je ne suis pas d'avis qu'on puisse opérer ainsi et j'estime, au
contraire indispensable que l'installation des inscriptions soit faite
uniquement par le personnel du chemin de fer, aux frais bien entendu de
la Société "Air-Signal", comme cela a d'ailleurs été pratiqué jusqu'ici
à la Région du Nord.

À cet effet, et sans ^{qui ne implique} demander la suppression des articles qui con-
cernent l'emploi d'une telle main-d'oeuvre étrangère au chemin de fer, je
propose de rédiger l'article 9 "Conditions du travail" comme suit:
"A moins que la S.N.C.F. ne se réserve l'exécution aux frais de la
Société "Air-Signal" des travaux d'installation des inscriptions de
signalisation aérienne, les conditions du travail sont fixées comme suit:
(Le reste sans changement)."

En dehors de cette réserve, le projet de marché destiné à régler
les conditions de fourniture et de pose des plaques imposées par le Minis-
tère de l'Air, à la Société "Air-Signal" considérée par le premier comme
"entrepreneur" n'appelle aucune observation particulière.

Jusqu'à présent, les inscriptions de signalisation installées dans
les voies, l'étaient en vertu d'une convention passée entre le Réseau et
la Sté Air-Signal, ^{qui restait} considérée comme propriétaire des dites inscriptions.

La situation à ce point de vue serait complètement changée, puisque
Air-Signal n'interviendrait plus que, tout à fait momentanément, pour
fournir et ^{assurer l'installation} des inscriptions, tandis que le Ministre de l'Air en
serait le propriétaire.

La convention à passer avec lui doit donc, non seulement viser le
nettoyage des plaques, mais en outre ^{l'occupation par les inscriptions, de} comporter les clauses habituelles
concernant les installations faites sur le D.P. du Chemin de Fer par
des Administrations étrangères au Réseau.

Projet de convention entre le Ministre de l'Air et la S.N.C.F.

Ainsi que vous pourrez le remarquer, ^{à la 2^e phrase} en fin de premier alinéa

chapitre B du projet de convention que j'ai fait établir pour remplacer
celui communiqué, j'ai précisé que l'entretien des inscriptions

par la S.N.C.F. ^{seulement} s'applique à toutes les inscriptions "à l'exception
"toutefois de certaines inscriptions qui seront désignées par le Ministre
"de l'Air".

Ceci pour répondre au 1^o) de l'article 17 du projet de Marché dont
il est question ci-avant, qui envisage l'application ^{d'un} contrat tripartite
pour des installations à réaliser pour le compte de certaines collecti-
vités; car

à ma connaissance, ce contrat tripartite prévoit explicitement
que l'entretien des inscriptions posées sera assuré par Air-Signal, qui
recevra pour ce fait une contribution de l'Etat et des collectivités
intéressées.

L'entretien de ces inscriptions serait, en fait, effectué par le
Réseau comme pour les autres inscriptions, mais aux frais de la Société
Air-Signal au lieu de l'être aux frais du Ministre de l'Air.- Cela serait
régularisé par une entente avec Air-Signal.

Par ailleurs, le projet communiqué donne lieu aux remarques
suivantes:

a) les prix unitaires envisagés pour rémunérer le Chemin de Fer du
travail d'entretien qui lui est demandé sont insuffisants.

De l'expérience acquise sur la Région du Nord, il résulte que le
nettoyage d'une inscription d'une superficie moyenne de 28 m² ^(la moyenne) exige 2^h 1/2
de main-d'oeuvre et environ 4^{fr} de matières de nettoyage.

Le taux à appliquer par heure d'agent de la voie s'établit lui-même
comme suit:

Prix de revient moyen de 1'heure ^(appliqué au 1^{er} trimestre 1939)
Majoration pour risques d'accidents : 7,5 %

10f 80
0f 80
11f 60
=====

soit:

Le nettoyage d'une inscription de 28 m² revient donc à:

Main-d'œuvre 2h 1/2 à 11f 60 = 27f 00
Matières 4f

27f 00
4f

Majoration pour frais généraux: 20 % ...
-d°- pour taxe à la production: 2 %

32f 25
6f 45
0f 60

TOTAL :

40f 26
34f 35
=====

soit au m²: $\frac{34.35}{28} = 1f 45$

alors que la convention prévoyant 1f 25 par plaque de 1^m 30 x 1^m,
le m² ressort à $\frac{1.25}{1.3} = 1f$ en chiffre rond

b) La convention comporte une erreur quant aux dimensions des grandes plaques.

Il est en effet indiqué pour ces plaques: 1^m 30 x 2^m 00.

Or, la planche annexe au devis technique montre que ces plaques sont constituées de deux éléments 1^m 12 x 1^m accolés pour former chaque lettre.

c) Il est prévu qu'en cas de tension politique, l'enlèvement immédiat des inscriptions devra être réalisé dans un délai de 12^h après envoi de l'ordre ou tout au moins leur neutralisation dans un délai de 4^h.

Je ne suis pas d'avis de préciser impérativement des délais aussi réduits. Il serait bien difficile, en effet, d'assurer notamment le camouflage aussi rapidement, compte tenu des transmissions d'avis et déplacements d'ouvriers. Les Services Locaux de la Région du Nord sont d'ailleurs déjà

en possession d'une consigne qui, ^{sans prévoir} ~~ne prévoit pas~~ le camouflage, lequel ne ^{l'enlèvement} ~~est~~ ^{serait certainement pas plus rapide que la dépose} ~~qu'il~~ impose celle-ci

"par les moyens les plus rapides".
Je suis d'avis ~~de s'en tenir~~ ^{qu'on s'en tienne} à cette formule.

M. Defay

ANNEXE

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
12	1928
Rég. G	
N° 2104	Pièces 239 ^{te}

a/ Il y a bien à faire des faire valoir au rayon que vous avez fait des commodes

b/ Il y a bien à corriger l'écrit de quelques inexactitudes concernant la Chén. S. p. l'air cochi, en particulier la page 2 et des troupes.

c/ En ce qui concerne la Commission de nettoyage, il paraît difficile de demander des avances à présent pour un installateur militaire. Il ne faut pas que les emblemes militaires fassent une telle révérence de précieuse. En tout cas, il paraît extrêmement difficile d'exiger aujourd'hui de l'air, ce que vous ne pouvez pas demander à l'air. Signez !!

Je suis donc d'avis de vous en tenir strictement à un contact de nettoyage son localité en la question de pose, en la question de précieuse, sans doute l'air d'avis. Posez et m'en ai d'autre pour vous en ai, vous ferez allusion de ce point de réponse pour la signature du Président

M. Cambouren

Ce point doit de réponse à la Roche

22/2

ANNEXE

6/ L'article 17, paragraphe 3° contient les dispositions relatives au commandement et à l'envoi en place de flagons sur ordre du Ministre de l'Air.

MONTAIGNE TRAVAUX	
Service Central	
12 JUIN 1938	
Rep. G	Pièces
N° 2104	239 ^{tes}

Ces stipulations qui devaient faire l'objet d'un accord spécial entre le Ministre de l'Air et le SACT se sont imposées dans le projet de traité qui en ce qu'il concerne, demande à l'entrepreneur d'établir le type de instructions techniques relatives à l'entretien, à l'entretien, au commandement et à l'envoi en place de flagons de qualité et de durée de collaboration aux services compétents du SACT pour l'établissement des courges courantes.

Etant donné que l'on fait que le matériel dont il s'agit et son mode de fonctionnement sont essentiellement simples - d'autre part que le personnel de l'Armée de l'Air est précisément chargé de faire les flagons, il semble tout à fait inutile de prévoir l'intervention d'un entrepreneur pour l'établissement des courges futures.

Le g. une loi a été promulguée le 17 mai 1938 par le SACT.

~~Le g. une loi a été promulguée le 17 mai 1938 par le SACT.~~

Les questions qui y sont soulevées font l'objet d'un examen spécial entre le Ministre de l'Air et le SACT.

ANNEXE

NORD TRAVAUX
Service Central
12 JUL 1938

Résumé N° 2104	Pièces 239gtes
-------------------	-------------------

1st & 2nd 4th serial - Complete done with by father

Le plus indigne il est IV Lat en suff. tous.

Am 1^{er} Januar 1938, bei freier unger. Öhrtem, leicht schmerzhaft, dann
etw. weniger, am 10^{ten} 50, 5^{ten} 60, 5^{ten} 70, 5^{ten} 80 freie unger. Öhrtem.

des für infirmen ~~für~~ durch wachen durch durch durch:

Le fort vicieux, se trouve, à priori qu'on fait ^{seul} ~~un~~ de ses effets
en ce de modifier le taux d'intérêt & personnel fait, ^{laquelle} ~~en~~
~~on ne modifiera pas~~ ~~modifiera~~ ~~pour le~~ ~~en~~, et
modifiera pour venir de plus à 5% en plus ou en moins le détail de l'état
du canton de la voie ~~en premier lieu, de la~~.

DY
C à S

23/10/38
gare

Stations
haltes, P.A.
Sub N.
1.
123

signalisation aérienne
des gares.

VB/N-v a 3

signalisation aérienne

VALENCIENNES, le 24 FEVRIER 1938.

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
10 MAI 1938	
Rép. G	Pièces
N 2104	210

Monsieur SAINT-AUBIN,
Chef de la Subdivision des Etudes de
la Voie,
à PARIS.

Comme suite à la note T.R.V. du 13 MAI 1937, je vous prie de trouver, ci-joints, 6 croquis de postes et inscriptions de signalisation aérienne, réalisés dans le 3ème Arrondissement et compris dans la liste annexée à la note précitée:

- Ligne de CAMBRAI à DOUR - Km. 261.700 - Inscription: "BELGIQUE"
- -----do----- - Km. 257.500 - Flèche indiquant terrain d'aviation de LA BRIQUETTE;
- Ligne de MAUBEUGE à FOURMIES. - - Km. 97.600 - Inscription: MAUBEUGE - 13km.
- Ligne d'HAUTMONT à MONS - Km. 227.100 - Inscription: MONS - 20km.
- -----do----- - Km. 232.112 - Inscription: "BELGIQUE"
- Ligne de VALENCIENNES à DOUZIES. - - Km. 80.496 - Inscription: VALENCIENNES - 34 Km.

pour la
région
9/8/38

L'INGENIEUR DE LA VOIE,

Ullrich

-6 annexes-
S.O.C. 25 FEV 1938 178
P. P. P.

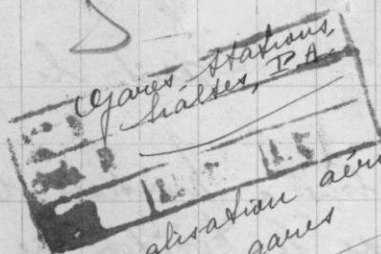
M. Wain
classé
CLASSER

Transmis à H. Dupuy (Ch. Delaunay)
que l'affaire concerne
le 10 mai 1938
Ingénieur des Etudes de la Voie
Paris

139

2104

VB/N.
K.A.O.



Paris, le 25 Février 1938

Signalisation aérienne
des voies ferrées

Monsieur le chef de la Direction
de l'Enlèvement

TRAVAUX	
Service Central	
28 FEV 1938	
G	P1300
N° 2104	CH1

Fret P.N. 45

Je vous transmets, ci-joint, une lettre
de la Comp^{ie} Air-Signal, reçue par le
Chef de District de M^{re}. Bouvenil.

P.S. = 2 lettres
1 enveloppe timbrée

Je vous demanderais de vouloir bien
me faire savoir si je puis répondre direc-
tement à cette Société en lui donnant
les renseignements demandés.

A / Je n'ai reçu aucune instruction relative
à cette affaire

SER. CENTRAL
28. FEV 1938
VOIE

M. Wagnon - à priori par obligation
~~immédiate~~

/L'Ingénieur en Chef de la Voie

1/3/38

M^{re} Bazin

M^{re} Bucher

V.B.N. - K.O.

Signalisation aérienne

A / Vous pouvez répondre à la Société
Air-Signal en donnant les renseignements
demandés.

B / Bien entendu vous aurez à me faire
savoir si la Société désirait passer à exécution sans
que nous ayiez reçu les instructions nécessaires

1/3/38

D

V.B./M. r. a. o

Signalisation aérienne
des voies ferrées

Tris P. N. 45
Grande Ceinture

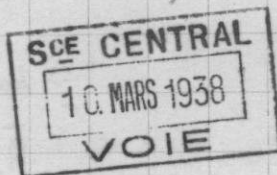
G 2104/240

Lait. le 9 mars 1938

En retour à Monsieur le chef
de la Division de l'Entretien

A - Necessaire fait
B - Tris note

L'Ingénieur Paul de la Voie



clatter
w/s/38
[Signature]

CLASSEUR

25 FEV 1938

Minute pour la Direction

Service de la Voie
Signalisation aérienne
des gares

S.N.C.F.	
RÉGION NORD	
SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION	
28 FEV 1938	
Dossier N° 660/1	Pièce N° 3

COPIE CONFIRMÉE
A L'ORIGINAL

Le DIRECTEUR de l'EXPLOITATION

À MONSIEUR le CHEF du SERVICE CENTRAL
des INSTALLATIONS FIXES

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
31 MAI 1938	
Rép ^m G	Pièces
N° 2104	CHL

D.R/N
VB

N. 660

Comme suite à votre transmission du 9 Février 1938, d'une copie de la lettre adressée, le 31 Janvier 1938, au Président de la S.N.C.F. par l'Ingénieur en Chef des Travaux Immobiliers de l'Aéronautique, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un projet de réponse à cette lettre.

Il convient, d'autre part, de noter que le projet de convention à passer entre le Ministre de l'Air et la S.N.C.F. ne vise que le nettoyage des plaques. Il y aurait lieu, semble t-il, de passer en outre avec le Ministre de l'Air la convention habituelle réglant l'occupation du Domaine Public du chemin de fer par les dites plaques.

Signé: CAMBOURNAC

CLASSER

Copie à M.M. WAGNON - BAZIN.

MINUTE

25.2 rulan noir
PARIS, le 28.2.1938 h + 2
J. Leheric

CONFIDENTIEL

CEP
D.R/N
Signalisation
des gares
aérienne

3 Annexes

Le DIRECTEUR GENERAL de la S.N.C.F.

à Monsieur l'Ingénieur en Chef des Travaux Immobiliers de l'Aéronautique, Chef du Service des Etudes et de la Signalisation.

TRAVAUX	
31 MAI 1938	
Rép ^m G	Pièces
N° 2104	CHB

Lettre refaite à la
Direction Générale le 19/5/38

- 1 -

Par lettre E.S. 495 du 31 Janvier 1938, adressée à M. le Président de la S.N.C.F., vous avez bien voulu nous soumettre, pour avoir notre accord ou nos observations - d'une part, le projet d'un marché de gré à gré à intervenir entre le Ministre de l'Air et la Société " Air-Signal" pour la fourniture et la pose de plaques de signalisation aérienne dans les voies ferrées de la Région SUD de PARIS - d'autre part le projet d'une convention à passer entre le Ministre de l'Air et la S.N.C.F. pour l'entretien courant des plaques par cette dernière.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint une note résumant mes observations.

Pour la mise au point définitive des textes, je vous serais obligé de vouloir bien vous rapprocher de M. PORCHEZ, Chef du Service Central des Installations Fixes à la S.N.C.F., 42 rue de Chateaudun à PARIS.

CLASSE

Handwritten signature

PARIS, le

Mars 1938 17 MARS 38

17 MARS 1938

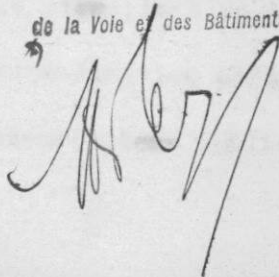
Signalisation aérienne
des gares

Installation de plaques
de signalisation sur
les voies ferrées

Monsieur le DIRECTEUR,

Ci-joint projet de lettre à Monsieur le
CHEF du SERVICE CENTRAL des INSTALLATIONS
FIXES.

Le Chef du Service
de la Voie et des Bâtiments



*avisé
Service de la Voie*
21 MARS 1938

RL.

COPIE CONFORME
A L'ORIGINAL

S. E.	
RÉGIE	
SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION	
22 MARS 1938	
Dossier	
N°	660 / 1

Monsieur le CHEF du SERVICE CENTRAL
des INSTALLATIONS FIXES,

Signalisation aérienne
des gares

Installation de plaques
de signalisation sur
les voies ferrées

V.R.: V.st n° 24100 - 1
8

N° 660/1

Par lettre du 28 Février 1938, vous avez bien voulu me demander de vous adresser une copie du contrat passé le 12 Juillet 1934 entre la Compagnie du Chemin de Fer du Nord et la Société Air-Signal pour la pose de plaques de signalisation sur les voies ferrées.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le contrat du 12 Juillet 1934 qui se rapporte à l'installation de deux catégories d'inscriptions: inscriptions de signalisation aérienne et inscriptions publicitaires n'a pas été établi initialement entre la Cie du Nord et la Société "Air-Signal", mais avec les Sociétés intéressées par chacune de ces deux catégories d'inscriptions, à savoir: la "Société d'Etudes pour la signalisation des voies aériennes" pour les inscriptions de signalisation aérienne et "la Standard Touristique" pour les inscriptions publicitaires.

.....

C'est ultérieurement que la Société "Air-Signal" s'est substituée de fait et de droit à ces deux Sociétés; un avenant a été établi en conséquence.

Je vous adresse la copie du contrat du 12 Juillet 1934 et de l'avenant en date du 20 Novembre 1935.

Le DIRECTEUR de l'EXPLOITATION,

Signé: CAMBOURNAC

1^{er} prix - prix
demande mis
2.50 3.15 2.75
1.25 1.80 1.50

On a légèr
relevé le prix
mais par la
la même somme

la voie est, dans cette Région, de 10^f50, à majorer de 7,5 %
pour assurance Accident.

Sur ces bases et compte tenu d'une majoration de 20 %
pour frais généraux (Surveillance, Comptabilisation, démontage
et remontage éventuels, sujétions corrélatives dans l'entretien
des voies, privation de jouissance du domaine public) et de la
taxe à la production (2%), un nettoyage de l'inscription de
28^m2 ressort à 39^f35, soit, par mètre carré, 1^f40.

Les prix à prévoir dans le marché seraient/les suivants :

plaque de 1^m12 x 2^m00 : 3^f15
- de 1^m00 x 1^m30 : 1^f80.

Il paraît nécessaire, au surplus, de prévoir que ces prix
seront revisables en cas de modification du taux de rémunération
du personnel S.N.C.F., lorsque ces modifications feront varier
de plus de 5 % en plus ou en moins le salaire de début du
cantonnier de la voie.

ferme
cunys

ANNEXE

NORD - TRAVAUX	
Service Centre I	
31 MAI 1938	
Rép ^e G	Pièces
N° 2104	CHB

NOTE

1°- Projet de marché pour la fourniture et la pose des plaques
de signalisation -

a) L'article 9 - " Conditions de Travail " est rédigé dans l'hypothèse
où la Société " Air-Signal" effectuerait elle-même la pose des pla-
ques dans les voies ferrées.

Pour des motifs de sécurité qui vont de soi, cette pose doit
être effectuée par le personnel du chemin de fer, comme cela a d'ail-
leurs été pratiqué jusqu'ici à la Région du NORD.

Il convient donc de préciser, dans le marché, que les conditions
de Travail stipulées à l'Article 9 ne sont pas applicables en ce
qui concerne la pose des plaques, laquelle doit être effectuée par
le chemin de fer aux frais de la Société "Air-Signal"

b) L'Article 17, § 3° contient un certain nombre de stipulations
relatives au camouflage, à l'enlèvement et à la remise en place des
plaques sur ordre du Ministère de l'Air.

Ces stipulations, qui devront faire l'objet d'un accord spécial
entre le Ministère de l'Air et la S.N.C.F. , ne sont introduites
dans le projet de marché qu'en ce qu'elles conduisent à demander à
l'Entrepreneur d'établir le texte des instructions techniques relatives

à la manutention, à l'enlèvement, au camouflage et à la remise en place des plaques de signalisation, et à donner sa collaboration aux Services compétents de la S.N.C.F. pour l'établissement des consignes correspondantes.

Etant donné, d'une part, que le matériel dont il s'agit et son mode de fixation sont excessivement simples, d'autre part, que le personnel de chemin de fer sera précisément chargé de poser les plaques, il semble tout à fait inutile de prévoir l'intervention de l'entrepreneur pour l'établissement des consignes prévues.

Il y a donc lieu de supprimer le paragraphe 3° de l'Article 17 : Les questions qui y sont soulevées devront faire l'objet d'un examen séparé entre le Ministère de l'Air et la S.N.C.F.

2° - Projet de convention entre le Ministre de l'Air et la S.N.C.F. pour l'entretien courant des plaques.

a) L'Article I pourrait laisser supposer que le marché s'appliquera non seulement aux plaques nouvelles à poser, mais aussi à des plaques déjà posées " dont l'entretien courant serait à la charge de l'ETAT".

Pour ces dernières, leur entretien a fait l'objet d'un contrat antérieur entre les Réseaux (dont la S.N.C.F. a repris les engagements) et la Société " Air-Signal".

La S.N.C.F. ne peut s'engager, vis-à-vis du Ministère de l'Air, à assurer l'entretien de ces plaques anciennes qu'après s'être dégagée vis-à-vis de " Air-Signal". La question semble donc

devoir faire l'objet d'un examen entre le Ministère de l'Air, la Société " Air-Signal " et la S.N.C.F.

b) Le 3^e alinéa de l'Article II indique, pour les grandes plaques, une superficie de 1^m30 x 2^m00. D'après la planche annexée au dessin technique, cette superficie serait seulement de 1^m12 x 2^m00

c) Dans l'avant-dernier alinéa de l'Article II, le projet prévoit le cas de travaux d'entretien des voies obligeant à déposer et à reposer les plaques.

Il faut envisager l'hypothèse de modification de voies obligeant à démonter les inscriptions d'une manière définitive. La S.N.C.F. doit être dégagée de toute obligation quant à la réinstallation éventuelle des plaques à un nouvel emplacement.

L'Article II serait à compléter dans cette hypothèse.

d) En ce qui concerne l'Article III et pour les motifs de sécurité auxquels j'ai fait précédemment allusion, la S.N.C.F. ne peut admettre qu'un personnel autre que les propres agents de chemin de fer soit chargé de l'entretien courant des plaques. Le libellé de cet article serait à revoir pour avoir égard à cette condition sine qua non.

e) Les prix indiqués à l'Article IV sont insuffisants.

L'expérience de la Région du NORD permet d'indiquer qu'il faut compter, pour le nettoyage d'une inscription d'une surface de 28^m2, deux heures et demie de main-d'oeuvre et 4^f de matière.

Au 1^{er} Janvier 1938, le prix moyen d'heure d'agent de

en projet

Minute pour la Direction
Lettre présentée au Visa de Monsieur le Directeur Général pour la signature de Monsieur le Président du Conseil d'Administration

CONFIDENTIEL

ANNEXE

S. N. C. F.	
RÉGION NORD	
SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION	
28 FEV 1938	
Dossier	Pièce
N° 660 / 1	

D.R/N

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
31 MAI 1938	
Rap° G	Pièces
N° 2104	CHB

8 7129
7

Par lettre E.S. 495 du 31 Janvier 1938, adressée à M. le Président de la S.N.C.F., vous avez bien voulu nous soumettre, pour avoir notre accord ou nos observations - d'une part, le projet d'un marché de gré à gré à intervenir entre le Ministre de l'Air et la Société "Air-Signal" pour la fourniture et la pose de plaques de signalisation aérienne dans les voies ferrées de la Région SUD de PARIS - d'autre part le projet d'une convention à passer entre le Ministre de l'Air et la S.N.C.F. pour l'entretien courant des plaques par cette dernière.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint une note résumant mes observations.

Pour la mise au point définitive des textes, je vous serais obligé de vouloir bien vous rapprocher de M. PORCHEZ, Chef du Service Central des Installations Fixes à la S.N.C.F., 42, rue de Chateaudun à PARIS.

CONFIDENTIEL

NOTE

-1-1-1-

ANNEXE

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
31 Mai 1938	
Rép. G	Pièces
N° 2104	CHB

1°- Projet de marché pour la fourniture et la pose des plaques de signalisation -

a) L'Article 9 - "Conditions de Travail" est rédigé dans l'hypothèse où la Société "Air-Signal" effectuerait elle-même la pose des plaques dans les voies ferrées.

Pour des motifs de sécurité qui vont de soi, cette pose doit être effectuée par le personnel du chemin de fer, comme cela a d'ailleurs été pratiqué jusqu'ici à la Région du Nord.

Il convient donc de préciser, dans le marché, que les conditions de Travail stipulées à l'Article 9 ne sont pas applicables en ce qui concerne la pose des plaques, laquelle doit être effectuée par le chemin de fer aux frais de la Société "Air-Signal".

b) L'Article 17, § 3° contient un certain nombre de stipulations relatives au camouflage, à l'enlèvement et à la remise en place des plaques sur ordre du Ministère de l'Air.

Ces stipulations, qui devraient faire l'objet d'un accord spécial entre le Ministère de l'Air et la S.N.C.F., ne sont introduites dans le projet de marché qu'en ce qu'elles conduisent à demander à l'Entrepreneur d'établir le texte des instructions techniques relatives à la maintenance, à l'enlèvement, au camouflage et à la remise en place des plaques de signalisation, et à donner sa collaboration aux Services compétents de la

.....

c) Dans l'avant-dernier alinéa de l'Article II, le projet prévoit le cas de travaux d'entretien des voies obligeant à déposer et à reposer les plaques.

fait
Il faut envisager l'hypothèse de modification de voies obligeant à démonter les inscriptions d'une manière définitive. La S.N.C.F. doit être dégagée de toute obligation quant à la réinstallation éventuelle des plaques à un nouvel emplacement.

L'Article II serait à compléter dans cette hypothèse.

d) En ce qui concerne l'Article III et pour les motifs de sécurité auxquels j'ai fait précédemment allusion, la S.N.C.F. ne peut admettre qu'un personnel autre que les propres agents de chemin de fer soit chargé de l'entretien courant des plaques. Le libellé de cet article serait à revoir pour avoir égard à cette condition sine qua non.

e) Les prix indiqués à l'Article IV sont insuffisants.

L'expérience de la Région du NORD permet d'indiquer qu'il faut compter, pour le nettoyage d'une inscription d'une surface de 26^{m^2} deux heures et demi de main-d'oeuvre et 4^f de matière.

Au 1^{er} Janvier 1936, le prix moyen d'heure d'agent de la voie est, dans cette Région, de 10^f 50, à majorer de 7,5 % pour assurance Accident.

Sur ces bases et compte tenu d'une majoration de 20 % pour frais généraux (Surveillance, Comptabilisation, démontage et remontage éventuels, sujétions corrélatives dans l'entretien des voies, privation de jouissance du domaine public) et de la taxe à la production (2 %), un nettoyage de l'inscription de $26 m^2$ ressort à 39^f 35, soit, par mètre carré, 1^f 40.

.....

Les prix à prévoir dans le marché seraient donc les suivants :

plaque de 1^m 12 x 2^m 00 : 3^f 15

plaque de 1^m 00 x 1^m 30 : 1^f 80

Il parait nécessaire, en surplus, de prévoir que ces prix seront révisibles en cas de modification du taux de rémunération du personnel S.N.C.F., lorsque ces modifications feront varier de plus de 5 % en plus ou en moins le salaire de début du cantonnier de la voie.

CONFIDENTIEL

LE DIRECTEUR GENERAL de la S.N.C.F.

A MONSIEUR L'INGENIEUR en CHEF
des TRAVAUX IMMOBILIERS de l'ARONAUTIQUE,
CHEF du SERVICE des ETUDES et de la SIGNALISATION.

D.R/B

Par lettre E.S. 495 du 31 Janvier 1938, adressée à M. le
Président de la S.N.C.F., vous avez bien voulu nous soumettre, pour
avoir notre accord ou nos observations - d'une part, le projet d'un
marché de gré à gré à intervenir entre le Ministre de l'Air et la
Société "Air-Signal" pour la fourniture et la pose de plaques de
signalisation aérienne dans les voies ferrées de la Région SUD de
PARIS - d'autre part le projet d'une convention à passer entre le
Ministre de l'Air et la S.N.C.F. pour l'entretien courant des plaques
par cette dernière.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint une note résumant mes
observations.

Pour la mise au point définitive des textes, je vous serais
obligé de vouloir bien vous rapprocher de M. PORCHEZ, Chef du Service
Central des Installations Fixes à la S.N.C.F., 42, rue de Chateaudun
à PARIS.

CONFIDENTIEL

NOTE

-3-1-1-

1^o- Projet de marché pour la fourniture et la pose des plaques de signalisation -

a) L'Article 9 - "Conditions de Travail" est rédigé dans l'hypothèse où la Société "Air-Signal" effectuerait elle-même la pose des plaques dans les voies ferrées.

Pour des motifs de sécurité qui vont de soi, cette pose doit être effectuée par le personnel du chemin de fer, comme cela a d'ailleurs été pratiqué jusqu'ici à la Région du Nord.

Il convient donc de préciser, dans le marché, que les conditions de Travail stipulées à l'Article 9 ne sont pas applicables en ce qui concerne la pose des plaques, laquelle doit être effectuée par le chemin de fer aux frais de la Société "Air-Signal".

b) L'Article 17, § 3^o contient un certain nombre de stipulations relatives au camouflage, à l'enlèvement et à la remise en place des plaques sur ordre du Ministère de l'Air.

Ces stipulations, qui devraient faire l'objet d'un accord spécial entre le Ministère de l'Air et la S.N.C.F., ne sont introduites dans le projet de marché qu'en ce qu'elles conduisent à demander à l'Entrepreneur d'établir le texte des instructions techniques relatives à la maintenance, à l'enlèvement, au camouflage et à la remise en place des plaques de signalisation, et à donner sa collaboration aux Services compétents de la

S.N.C.F. pour l'établissement des consignes correspondantes.

Etant donné, d'une part, que le matériel dont il s'agit et son mode de fixation sont excessivement simples, d'autre part, que le personnel de chemin de fer sera précisément chargé de poser les plaques, il semble tout à fait inutile de prévoir l'intervention de l'entrepreneur pour l'établissement des consignes prévues.

Il y a donc lieu de supprimer le paragraphe 3° de l'Article 17: Les questions qui y sont soulevées devront faire l'objet d'un examen séparé entre le Ministère de l'Air et la S.N.C.F.

2°- ~~Projet de convention entre le Ministère de l'Air et la S.N.C.F.~~
~~leur l'entretien courant des plaques.~~

a) l'Article I pourrait laisser supposer que le marché s'appliquerait non seulement aux plaques nouvelles à poser, mais aussi à des plaques déjà posées "dont l'entretien courant serait à la charge de l'ETAT".

Pour ces dernières, leur entretien a fait l'objet d'un contrat antérieur entre les Réseaux (dont la S.N.C.F. a repris les engagements) et la Société "Air-Signal".

La S.N.C.F. ne peut s'engager, vis-à-vis du Ministère de l'Air, à assurer l'entretien de ces plaques anciennes qu'après s'être déchargée vis-à-vis de "Air-Signal". La question semble donc devoir faire l'objet d'un examen entre le Ministère de l'Air, la Société "Air-Signal" et la S.N.C.F.

b) le 3^{ème} alinéa de l'Article II indique, pour les grandes plaques, une superficie de 1^m 30 x 2^m 00. D'après la planche annexée au dessin technique, cette superficie serait seulement de 1^m 12 x 2^m 00.

c) Dans l'avant-dernier alinéa de l'Article II, le projet prévoit le cas de travaux d'entretien des voies obligeant à déposer et à reposer les plaques.

Il faut envisager l'hypothèse de modification de voies obligeant à démonter les inscriptions d'une manière définitive. Le S.N.C.F. doit être dégagé de toute obligation quant à la réinstallation éventuelle des plaques à un nouvel emplacement.

L'Article II serait à compléter dans cette hypothèse.

d) En ce qui concerne l'Article III et pour les motifs de sécurité auxquels j'ai fait précédemment allusion, le S.N.C.F. ne peut admettre qu'un personnel autre que les propres agents de chemin de fer soit chargé de l'entretien courant des plaques. Le libellé de cet article serait à revoir pour avoir égard à cette condition ainsi que non.

e) Les prix indiqués à l'Article IV sont insuffisants.

L'expérience de la Région du NORD permet d'indiquer qu'il faut compter pour le nettoyage d'une inscription d'une surface de 28 m^2 deux heures et demie de main-d'œuvre et 4^{f} de matière.

En 1^{er} Janvier 1938, le prix moyen d'heure d'agent de la voie est, dans cette Région, de $10^{\text{f}} 50$, à majorer de 7,5 % pour assurance Accident.

Sur ces bases et compte tenu d'une majoration de 20 % pour frais généraux (Surveillance, Comptabilisation, démontage et remontage éventuels, sujétions corrélatives dans l'entretien des voies, privation de jouissance du domaine public) et de la taxe à la production (2 %), un nettoyage de l'inscription de 28 m^2 ressort à $39^{\text{f}} 35$, soit, par être carré, $1^{\text{f}} 40$.

.....

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL
DES INSTALLATIONS FIXES

V/st

n° 24.100-1

Signalisation aérienne des gares

Installations de plaques de
signalisation sur les
voies ferrées.

PARIS, le 28 FEV 1938

S. N. C. F.
RÉGION NORD
SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION
42, Rue de Châteaudun
- 1 MARS 1938
Téléphone TRINITE 29-94 & 29-97

Dossier
1.660 / 1
Pièce N°
4

NO 1 TRAVAUX	
Service central	
2 MARS 1938	
Rég. G	Pièces
N° 2104	CHH

Mr Flament

Mon cher Camarade,

- 3 MAR 1938

M. Dupuy
M. Wagner

Je vous prie de bien vouloir m'adresser une copie
du contrat que vous avez passé le 12 juillet 1934 avec
la Société Air-Signal et aux clauses et conditions duquel
cette Société se déclare, vis à vis de la S.N.C.F., prête
à exécuter les travaux relatifs à l'installation des pla-
ques de signalisation sur les voies ferrées.

4/3/38

M. Bazin

km

4/3

M. Pohn

9/3

*à faire profit
de réponse*

1 pièce 246

Votre tout dévoué,

CLASSEUR

12700

Monsieur le Directeur de l'Exploitation de la Région NORD.

gares, stations, haltes, P.A.

signalisation aérienne des gares.

VB/N va2

SECRET

Annexe
Amiens, le 14 Mars 1938

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
22 AVR. 1938	
Reg G	Pièces
N° 2104	245

Enlèvement rapide
des dispositifs de si-
gnalisation aérienne
des voies ferrées.

Monsieur le Chef de la Division
d'Entretien,

Suite au dernier alinéa de la Note TRV/DAT à M.M.
les Chefs d'Arrondissement en date du 19 Janvier 1937,
relative à l'affaire mentionnée en marge.

Le 2 Avril 1937, je vous ai adressé la liste des
Etablissements ou la Consigne Spéciale, réglant les me-
sures à prendre pour l'enlèvement dont il s'agit, avait
été déposée.

Or, ~~xxx~~ du fait de la réorganisation des Districts
"Voie" dans le 2e Arrondissement, la Consigne spéciale
précitée est à remettre à un certain nombre de gares
non reprises à la liste visée ci-dessus.

Afin de me permettre d'adresser cette Consigne aux
fonctionnaires intéressés, je vous serais obligé de
bien vouloir m'en faire parvenir 24 exemplaires avec
ses annexes.

Je vous adresserai ensuite une nouvelle liste an-
nulante et remplaçant celle annexée à ma lettre du
2 Avril 1937.

Le Chef d'Arrondissement
de la Voie,

SECRET

VB/N.v.2

En retour à Monsieur le Chef
de la Division d'Entretien, avec
la liste visée en A ci-dessus.

Amiens le 5-4-1938
L'Ingénieur Principal
de la Voie

SECRET

Secret

22/3/38

M. Puech

Ci-joint les 24 exemplaires
demandés et leurs annexes

Mr. Dupuy
10/3
Mr. Bazin
21/3

ANNEXE

2e Arrondissement

LISTE des Etablissements où la Consigne spéciale réglant les mesures à prendre pour l'enlèvement des dispositifs de Signalisation aérienne des voies ferrées a été déposée avec l'indication des Postes de Signalisation correspondants.
(Suite à la Note T.R.V./D.A.T. à M.M. les Chefs d'Arrondissement, en date du 19 Janvier 1937 de M. l'Ingénieur en Chef CAMBOURNAC)

Gares et Bureaux de Chefs de District	Panneaux intéressés			N° 2104 2105
	Lignes	Emplacement	Libellé	
SAINT-JUST-en-Chée	Creil à Amiens	Km. 81.100	Saint-Just	
-do-	-do-	km. 95.400	Breteuil	
AILLY-S/-NOYE	-do-	km. 112.000	Ailly-S/-Noye	
-do-	-do-	km. 121.100	Boves	
LONGUEAU	-do-	km. 127.400	Amiens	
-do-	Longueau-Lille	km. 138.150	Corbie	
PICQUIGNY	Amiens-Boulogne	km. 135.100	Amiens	
-do-	-do-	km. 145.700	Picquigny	
LONGPRE	-do-	km. 159.250	Longpré	
ABBEVILLE	Béthune-Abbeville	km. 123.050	Saint-Riquier	
-do-	Amiens-Boulogne	km. 166.682	Dunlop 11 K	
-do-	-do-	km. 177.400	Abbeville	
RUE	-do-	km. 188.500	Noyelles	
-do-	-do-	km. 199.900	Rue	
ETAPLES	-do-	km. 216.100	Rang-du-Fliers	
-do-	-do-	km. 227.950	Etaples	
-do-	Arras-Etaples	km. 123.328	Dunlop 13 K	
-do-	-do-	km. 123.824	Montreuil	
HESDIGNEUL	Amiens-Boulogne	km. 240.200	Neufchâtel	
BOULOGNE	-do-	km. 248.700	Boulogne	
-do-	Boulogne-Calais	km. 258.050	Boulogne	
-do-	St-Omer-Boulogne	km. 112.400	Samer	
SAINT-ROCH	Amiens-Rouen	km. 13.100	Bacouël	
-do-	-do-	km. 5.200	Amiens	
POIX	-do-	km. 31.200	Poix	
SERQUEUX	-do-	km. 57.930	Formerie	
-do-	-do-	km. 72.560	Serqueux	
MONTEROLLIER-BUCHY	-do-	km. 90.100	Buchy	
ROUEN	-do-	km. 101.600	Morgny	
-do-	-do-	km. 113.450	Darnetal	
ABANCOURT	St-Omer-en-Chée			
-do-	à Abancourt	km. 112.600	Grandvilliers	
-do-	Abancourt-Tréport	km. 127.900	Abancourt	
-do-	-do-			
AUMALE	-do-	km. 37.800	Aumale	
-do-	-do-	km. 150.150	Sénarpont	
MONTDIDIER	St-Just-Cambrai	km. 87.150	Maignelay	
-do-	-do-	km. 101.650	Montdidier	
ROYE	-do-	km. 119.950	Roye	
CHAULNES	-do-	km. 133.600	Chaulnes	
-do-	-do-	km. 151.650	Péronne	
VILLERS-BRETONNEUX	Amiens-Tergnier	km. 31.700	Rosières	
-do-	-do-	km. 18.600	Villers-Bret ^x	
LE TREPORT	Abancourt-Tréport	km. 167.300	Gamaches	
-do-	-do-	km. 180.300	Eu	
-do-	-do-	km. 180.800	Mers	
WOINCOURT	Abbeville Tréport	km. 187.980	Quesnoy	
-do-	-do-	km. 201.758	Woincourt	

Copie à M.M. WAGNON (BAZIN)

REQU 14 MARS 1938 M

V.B/N vt

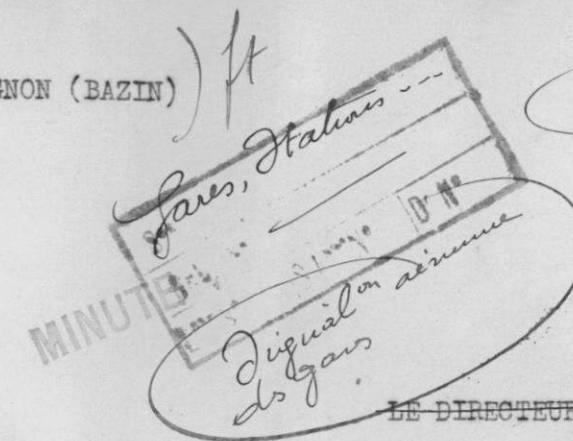
Signalisation aérienne
des gares

Installation de plaques
de signalisation sur
les voies ferrées

V.R.: V.st n° 24.100 - 1
8

- 2 -

CLASSER



Annexe

21 Mars 1938

PARIS, le

NORD TRAVAUX	
Service Central	
17 MARS 1938	
Rep° 5	Pièce
N° 2104	246

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION

À MONSIEUR le CHEF du SERVICE CENTRAL
des INSTALLATIONS FIXES

Par lettre du 28/2/38 vous avez bien voulu me demander de vous adresser une copie du contrat passé le 12 Juillet 1934 entre la Compagnie du Chemin de fer du Nord et la Société Air-Signal pour la pose de plaques de signalisation sur les voies ferrées.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le contrat du 12 Juillet 1934 qui se rapporte à l'installation de deux catégories d'inscriptions : inscriptions de signalisation aérienne et inscriptions publicitaires n'a pas été établi initialement entre la Cie du Nord et la Société "Air-Signal", mais avec les Sociétés intéressées par chacune de ces deux catégories d'inscriptions, à savoir: la "Société d'Etudes pour la signalisation des voies aériennes" pour les inscriptions de signalisation aérienne et "la Standard Touristique" pour les inscriptions publicitaires. ^{C'est} ~~ce n'est qu'~~ ultérieurement que la Société "Air-Signal" s'est substituée de fait et de droit à ces deux Sociétés; un avenant ^{en conséquence} ~~à~~ été établi ~~à~~ cet effet.

Je vous adresse, ~~en conséquence~~, la copie du contrat du 12 Juillet 1934 et de l'avenant en date du 20 Novembre 1935.

Signé: Cambourne

Exemplaire supplémentaire à retourner
au Service de la Voie et des Bâtiments,
après signature et, s'il y a lieu, en
indiquant à l'encre rouge les modifica-
tions, additions et suppressions qui
auraient été apportées.

PARIS, le 17 MARS 1938

:Pièce destinée à M.HERON, Chef de bureau:
: Service de la Voie et des Bâtiments :

ANNEXE

2 1 MARS 1938

RL.

N° 1 - TRAVAUX	
Service Central	
2 4 MARS 1938	
Rép. G	Plans
N° 2104	LH

Monsieur le CHEF du SERVICE CENTRAL
des INSTALLATIONS FIXES,

Signalisation aérienne
des gares

Installation de plaques
de signalisation sur
les voies ferrées

V.R.: V.st n° 24100 - 1
8

N 660 / 1

Par lettre du 28 Février 1938, vous avez bien voulu me
demander de vous adresser une copie du contrat passé le 12
Juillet 1934 entre la Compagnie du Chemin de Fer du Nord et
la Société Air-Signal pour la pose de plaques de signalisation
sur les voies ferrées.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le contrat
du 12 Juillet 1934 qui se rapporte à l'installation de deux
catégories d'inscriptions: inscriptions de signalisation
aérienne et inscriptions publicitaires n'a pas été établi
initialement entre la Cie du Nord et la Société "Air-Signal",
mais avec les Sociétés intéressées par chacune de ces deux
catégories d'inscriptions, à savoir: la "Société d'Etudes pour
la signalisation des voies aériennes" pour les inscriptions de
signalisation aérienne et "la Standard Touristique" pour les
inscriptions publicitaires.

.....

C'est ultérieurement que la Société "Air-Signal" s'est substituée de fait et de droit à ces deux Sociétés; un avenant a été établi en conséquence.

Je vous adresse la copie du contrat du 12 Juillet 1934 et de l'avenant en date du 20 Novembre 1935.

Le DIRECTEUR de l'EXPLOITATION,

Signé : CAMBOURNAC

ANNEXE

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
13 JUIL 1938	
Rep. G	Pièces
N° 2104	249
19 MAI 1938	

COPIE

V/st - 24.100-1

21

Installation de plaques
de signalisation sur les
voies ferrées.

S. N. C. F.	
RÉGION NORD	
SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION	
23 MAI 1938	
Dossier	Pièce N°
N° 660 / 1	8

Monsieur,

Comme suite à votre lettre MP.GD du 15 Février 1938, adressée à M. le Chef du Service Central des Installations Fixes et relative à l'installation de plaques de signalisation sur les voies ferrées de la région parisienne, j'ai l'honneur de vous informer que je donne, ce jour, par lettre à M. l'Ingénieur en Chef des Travaux Immobiliers de l'Aéronautique, accord de principe sur le projet de marché que le Ministère de l'Air doit passer avec votre Société pour la fourniture et la pose de ces plaques, ainsi que sur le projet de convention à passer entre le Ministère de l'Air et la S.N.C.F. pour leur entretien.

Par suite de la nouvelle convention "Ministère de l'Air" - "S.N.C.F." pour l'entretien des plaques déjà posées ou à poser et appartenant à l'Etat, vous voudrez bien nous dégager à partir du 31 Juillet 1937 ou de la date à laquelle entrera en vigueur la nouvelle Convention, des clauses d'entretien des contrats que vous avez passés avec les Réseaux en ce qui concerne les installations faisant l'objet de cette Convention "Ministère de l'Air" - "S.N.C.F.".

Notre accord à M. l'Ingénieur en Chef des Travaux Immobiliers de l'Aéronautique reste bien entendu subordonné à votre acceptation de cette condition.

Les anciens contrats resteront toutefois en vigueur pour tout ce qui n'est pas contraire à cette nouvelle convention, sauf que l'entretien bi-mensuel des plaques pourra être ramené, dans l'ensemble, en moyenne, à un entretien mensuel.

Monsieur le Directeur Général
de la Société "AIR - SIGNAL",
78, Avenue des Champs-Élysées,
PARIS. (VIIIème)

.....

Je vous prierais de bien vouloir me confirmer ces nouvelles dispositions par lettre. Dès votre accord et signature de la convention par le Ministère de l'Air, ^{et la S.N.C.F.} je donnerai des instructions, aux différentes Régions de la S.N.C.F. en vue de la pose immédiate de plaques de signalisation faisant partie de la lère tranche de travaux et figurant sur l'état annexé à votre lettre précitée; les agents locaux auront à s'entendre directement avec votre Société pour l'exécution de ces travaux.

D'autre part, en ce qui concerne le remboursement des sommes dues par votre Société aux Réseaux pour la publicité inter-rails et la signalisation aérienne, qui a fait l'objet de la lettre du 15 Juin 1937 du Réseau du NORD, vous proposez que votre Société remette des délégations sur les encaissements qu'elle aura à effectuer tant auprès du Ministère de l'Air pour les travaux de la Région Parisienne, qu'auprès des départements du NORD et du PAS-de-CALAIS pour les travaux actuellement en cours, en vue de renforcer la garantie de la "S.N.C.F.". Je prends acte de cette proposition, et je vous ferai connaître ultérieurement si elle est acceptée.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Signé : LE BESNERAIS

Copie à

16

H. Wagner

/ Annexe

f 2104

LUN 23 MAI 38

Copie à Monsieur le Directeur de l'Exploitation
de la Région du N O R D.

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
Rép. G	Pieces
N° 2104	2109

Vto 24100-1

Dès signature de la convention, ce dont je vous
aviseraï, vous aurez à vous mettre en rapport, sans
retard, avec la Société "AIR-SIGNAL" en vue de la pose
immédiate des plaques de signalisation à installer :

à LONGUEIL (14 plaques) .

J'attire votre attention sur le fait que les frais
de surveillance pourront être réclamés à part (paragra-
phe 5 de l'Article 13 du Marché de gré à gré entre le
Ministère de l'AIR et la Société "AIR-SIGNAL".

Le Directeur du Service Central des
Installations Fixes

S. N. C. F.	
RÉGION NORD	
SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION	
23 MAI 1938	
Dossier	Pièce N°
N° 660 / 1	9

25. MAI 1938

M. Guillaumes.

M. Dupuy

Une exam rapité et

révisés

H. Wagner

Reçu le 5/7/1938

CLASSER

Gares, Haltes, P.A.

349. 8

L-1

*Signalisation
aérienne des gares*

M. Hauvent

*est-ce pour vous qui
alors pour les plaques ?*

21 MAI 1938

Copie à M. Wagnon.

MINUTE

Confidentiel

22 juin 1938
M. Gostang

Paris, le 22 juin 1938
Copie à Monsieur M. I. V.

Copie à Monsieur (IVE 0 à 6)

VB. N. V.

A). Prière de faire recherche si, dans votre
trou : il existe des inscriptions susceptibles
- les inscriptions sur pierre ou de briques notamment
d'être aperçues par l'aviation ennemie ; dans
l'affirmative, vous voudrez bien m'en adresser
le relevé et ~~la~~ nature.

B). Vous voudrez bien examiner si, pour supprimer
ces inscriptions ou tout au moins les rendre
inefficaces, il pourrait être procédé comme
prima à l'égard des plaques de signalisation
aérienne. La consigne qui a été établie à
cet effet pourrait être complétée en conséquence.

Je vous prie de me renseigner le plus
rapidement possible.

CLASSÉ

Wagnon

SOCIÉTÉ ANONYME
DE
CHEMINS DE FER
du Nord
RÉGION DU NORD

Registre du Commerce Seine 52.298

EXPLOITATION

BUREAU MILITAIRE

N. N. m. N° B. M. 76 / D. P.

Annexes

ADRESSE TÉLEGRAPHIQUE

" NORFER-PARIS-26 "

Objet :

- 7. JUIN 1938

M. Guillaume.
M. Joassart
M. Dupuy
M. Wagner 9/6/38
M. Bazin
M. Carlini 10/6

Gare Station
halles P.A.
Signalisation aérienne
Secret

7 JUIN 1938

193

18, Rue de Dunkerque

NORD TRAVAUX	
Service Central	
- 9 JUIN 1938	
Rep: G	Place
N: 210/4	249

Service de la Voie et des Bâtiments.

---:---:---:---:---:---

Parmi les mesures de Défense Passive envisagées, le démon-
tage des postes de signalisation aérienne a été prévu afin d'éviter
que des observateurs ennemis puissent en tirer une indication utile
à leur repérage au sol.

D'autres inscriptions, telles que celles figurant sur les
panneaux décoratifs à l'entrée de certaines gares me paraissent égale-
ment susceptibles d'être aperçues par l'aviation ennemie.

Voudriez-vous me donner votre avis à ce sujet et me proposer
le cas échéant, les mesures qu'il conviendrait de prendre à la première
alerte pour supprimer ces inscriptions.

Le Chef du Service de l'Exploitation
Commissaire Technique Adj. de la Région du Nord

Coefanoy

Copie à M. Wagnon

Paris, le

11 JUIN 1938

19 38

Tél.: TRUDAINE 99 40 et la suite
97 90 et la suiteSOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

R. C. S. SEINE 275 448 B

SERVICE DE LA VOIE ET DES BATIMENTS

18, Rue de Dunkerque Paris

Réponse à la lettre

N°

Référence à rappeler

V.B./N. vr

Gares stations
et haltes
Signalisation aérienne
des garesNORD - TRAVAUX
Service Central

12 JUIN 1938

Rép. G

N° 2104

Pièces

210

Monsieur le Directeur,

Suite à votre annotation sur la copie de la lettre du 19 Mai de Monsieur le Directeur Général de la Société Nationale des Chemins de Fer Français à Monsieur le Directeur de la Société Air-Signal.

Ainsi que vous le verrez par ma note d'autre part, il n'est pas prévu de conditions imposant à la Société Air-Signal de nous charger exclusivement de la pose des plaques de signalisation. En outre, il est fait état au § 5 de l'article 13 du remboursement des frais de surveillance et de sécurité de son personnel dus à la Société Nationale des Chemins de Fer Français.

Par conséquent, si ces clauses sont maintenues, nous devrions laisser les ouvriers de cette Société placer eux-mêmes les plaques, percer les traverses de la voie, circuler au milieu de nos installations de sécurité, pénétrer et se déplacer le long des voies pour se rendre aux chantiers, en un mot, agir pour leur compte comme nos propres agents. Jamais encore, à ma connaissance, nous n'avions admis pareille façon de procéder pour des travaux qui n'intéressent pas directement le Chemin de fer. Bien au contraire, pour tous les

Monsieur le Directeur de l'Exploitation.

CLASSER

REQU le 10 JUIN 1938

travaux effectués à l'intérieur de nos emprises, nous avons toujours exigé des administrations intéressées: Services routiers, communes, particuliers, etc..., d'en être exclusivement chargés, alors que dans bien des cas (construction d'un P.S. par exemple) ils ne touchent en fait en rien à nos installations.

d'inviter vous que

Je ne puis que vous demander de ~~faire plus encore pour les travaux~~

à l'égard des ^{travaux} prévus à la charge de la Société Air-Signal ~~de demander à ce que ce~~
Ce principe soit rigoureusement respecté.

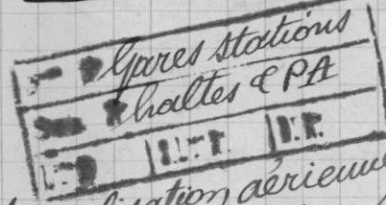
Je demande également que les taux qui avaient été indiqués pour l'entretien des plaques, comme se montant à 3^f 15 et 1^f 80 soient maintenant aux lieu et place des chiffres de 2^f 75 et 1^f 50 qui ont été indiqués au marché.

Votre bien dévoué,

Le Chef du Service
de la Voie et des Bâtiments



Copie à M. Magnan.



Signalisation aérienne des gares

V.B.N. / v. n.

Installation de plaques de signalisation sur les rails ferrés.

Projet de convention.

11 juin 1938.

Annexe Rappel

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
12 JUIL 1938	
Rép. G	Pièces
N° 2104	251

Note pour Monsieur le Directeur de l'Exploitation de la Région du Nord.

I - Projet de marché de gré à gré entre le Ministère de l'air et air-signal.

M. Le Directeur Général a donné son accord sur le projet de marché sans y apporter aucune modification. Il n'a pas été tenu compte de l'observation présentée par la Région du Nord quant aux conditions de travail, objet de l'art. 5.

Le projet est toujours conçu dans l'hypothèse où la pose des inscriptions serait effectivement effectuée par "air-signal" et à savoir nous ne pouvons pas nous opposer en outre des règles qui ont déjà été observées à la Région Nord. Il ne prévoit pas, pour cette société, la possibilité de sous-traiter la pose des plaques.

II - Projet de convention Ministère de l'air - S.N.C.F.

La convention sur laquelle l'accord s'est réalisé entre le Ministère de l'air et la S.N.C.F. est à peu près la même que celle qui avait été soumise en projet.

Elle tient compte, en général, de l'observation présentée par la Région du Nord, sauf sur le

CLASSER

point relatif aux prix d'entretien, objet
de l'article IV.

Les prix indiqués dans ce projet sont différents
de ceux que nous avions demandés :

Plaque de 1" 12 x 2" : 2.75 au lieu de 3.15.

Si nous devons être remboursés de frais, ~~il faut~~ ~~que~~ ~~les~~ ~~chiffres~~ ~~proposés~~ ~~devant~~ ~~être~~ ~~intéressés~~
~~nos~~ ~~deux~~ ~~autres~~ ~~et~~ ~~de~~ ~~ceux~~ ~~qui~~ ~~ont~~ ~~été~~ ~~insérés~~ ~~dans~~ ~~le~~ ~~texte~~ ~~des~~ ~~marchés~~
~~de~~ ~~de~~ ~~frais~~ ~~d'entretien~~ ~~qui~~ ~~seront~~ ~~à~~ ~~amortir~~ ~~les~~
Plaque de 1" x 1.12 : 1.50 au lieu de 1.80.
de ceux qui ont été insérés dans le texte des marchés
le chef de S. à la V. et des Bâtiments

MS

11 ⁷ Juin

38

CONFIDENTIEL

DUPLICATA
DE LA
MINUTE

ANNEXE

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
13 JUIN 1938	
Ré ^{re} G	Pièces
N° 2104	2/1

V.B./N. vr

Note pour Monsieur le Directeur de l'Exploitation
de la Région du NordInstallation de plaques de
signalisation sur les voies
ferrées

Projet de Convention.

I - Projet de marché de gré à gré entre le Ministère de
l'Air et Air-Signal.

Monsieur le Directeur Général a donné son accord sur le projet de marché sans y apporter aucune modification. Il n'a pas été tenu compte de l'observation présentée par la Région du Nord quant aux conditions de travail, objet de l'article 9.

Le projet est toujours conçu dans l'hypothèse où la pose des inscriptions serait effectivement effectuée par "Air-Signal" ce à quoi nous ne pouvons que nous opposer en vertu des règles qui ont toujours été observées à la Région Nord.

Il ne prévoit pas, pour cette Société, la possibilité de sous-traiter la pose des plaques.

II - Projet de convention Ministère de l'air-Société Nationale des Chemins de fer Français.

La Convention sur laquelle l'accord s'est réalisé entre le Ministère de l'Air et la Société Nationale des Chemins de Fer Français est à peu près la même que celle qui avait été soumise en projet.

Elle tient compte, en général, des observations présentées

.....

par la Région du Nord, sauf sur le point relatif aux prix d'entretien, objet de l'article IV.

Les prix indiqués dans ce projet sont différents de ceux que nous avions demandés:

Plaque de 1 m 12 x 2 m. : 2 Frs 75 au lieu de 3 Frs 15

Plaque de 1 m 12 x 1 m : 1 FF 50 au lieu de 1 Fr 80

Si nous devons être remboursés des frais et des dépenses d'entretien que nous aurons à assurer, les chiffres proposés devraient être substitués à ceux qui ont été indiqués dans le texte du marché.

Le Chef du Service
de la Voie et des Bâtiments

Signé : FLAVENT

82104

13 JUIN 1938

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

R. C. Seine **R. C. SEINE 270448 B**

Paris, le **11 Juin 1938**

Tél. : TRUDAINE 99 40 et la suite
97 90 et la suite

SERVICE DE LA VOIE ET DES BATIMENTS

18, Rue de Dunkerque Paris (X^e)

Réponse à la lettre

N^o _____

Référence à rappeler

V.B./N. vr

*Gares, Stations,
halles, P.A.*

*signalisation aérienne
des gares...*

Annexe

S.N.C.F. RÉGION NORD	
SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION	
13 JUIN 1938	
Dossier N ^o 660 / 1	Proc ^o 11

NORD TRAVAUX Service Central	
17 JUIN 1938	
G	P1300
2104	52

Monsieur le Directeur,

Suite à votre annotation sur la copie de la lettre du 19 Mai
de Monsieur le Directeur Général de la Société Nationale des
Chemins de Fer Français à Monsieur le Directeur de la Société
Air-Signal.

Ainsi que vous le verrez par ma note d'autre part, il n'est
pas prévu de conditions imposant à la Société Air-Signal de nous
charger exclusivement de la pose des plaques de signalisation. En
outre, il est fait état au § 5 de l'article 13 du remboursement
des frais de surveillance et de sécurité de son personnel dus à la
Société Nationale des Chemins de Fer Français.

Par conséquent, si ces clauses sont maintenues, nous devons
laisser les ouvriers de cette Société placer eux-mêmes les plaques,
percer les traverses de la voie, circuler au milieu de nos installa-
tions de sécurité, pénétrer et se déplacer le long des voies pour
se rendre aux chantiers, en un mot, agir pour leur compte comme nos
propres agents. Jamais encore, à ma connaissance, nous n'avions
admis pareille façon de procéder pour des travaux qui n'intéressent

16. JUIN 1938

Monsieur le Directeur de l'Exploitation.

M. Guilhem
M. Dupuy
M. Wagner
20/6
de Senneville

U-dimons 15/6
la Flamant
Fait une circ - le Forbey
17 qu'il repette qu'il
et vient le fin
propos
20/ qu'il s'oppose
in par un simple
qu'il qu'Air Signal
seulement pour savoir fin
de même la pose de plaques
il ne s'agit pas de
de tous ces
qu'il se fait
travaux de fin
20/6
de Senneville

32 667 S.C.F.P. - Paris - S-176 (3-38 6 000)

pas directement le Chemin de fer. Bien au contraire, pour tous les travaux effectués à l'intérieur de nos emprises, nous avons toujours exigé des administrations intéressées: Services routiers, communes, particuliers, etc ..., d'en être exclusivement chargés, alors que dans bien des cas, (construction d'un P.S. par exemple) ils ne touchent en fait en rien à nos installations.

Je ne puis que vous demander d'insister pour que ce principe soit rigoureusement respecté à l'égard des travaux prévus à la charge de la Société Air-Signal.

Je demande également que les taux qui avaient été indiqués pour l'entretien des plaques, comme se montant à 3 Frs 15 et 1 Fr 80 soient maintenus aux lieu et place des chiffres de 2 Frs 75 et 1 Fr 50 qui ont été indiqués au marché.

Votre bien dévoué,

Le Chef du Service
de la Voie et des Bâtiments



CLASSER

19

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS
RÉGION DU NORD

R.C. SEINE 278.448 B
R.C. Seine

SERVICE DE LA VOIE ET DES BATIMENTS

18, Rue de Dunkerque Paris (X^e)

Réponse à la lettre

N°

Référence à rappeler

V.B./N. vr

Installation de plaques de
signalisation sur les voies
ferrées

Projet de Convention.

ANNEXE

CONFIDENTIEL

Tél. : TRUDAINE 99-40 et la suite
97-90 et la suite

11 JUIN 1938 19 38

RÉGION NORD

SECRÉTARIAT

13 JUIN 1938

Dossier N° 660 / 1

Pièce N° 10

NORD TRAVAUX

12 JUIN 1938

Rép. G

N° 2104

Pièces 292

Note pour Monsieur le Directeur de l'Exploitation
de la Région du Nord

I - Projet de marché de gré à gré entre le Ministère de l'Air et Air-Signal.

Monsieur le Directeur Général a donné son accord sur le projet de marché sans y apporter aucune modification. Il n'a pas été tenu compte de l'observation présentée par la Région du Nord quant aux conditions de travail, objet de l'article 9.

Le projet est toujours conçu dans l'hypothèse où la pose des inscriptions serait effectivement effectuée par "Air-Signal", ce à quoi nous ne pouvons que nous opposer en vertu des règles qui ont toujours été observées à la Région Nord.

Il ne prévoit pas, pour cette Société, la possibilité de sous-traiter la pose des plaques.

II - Projet de convention Ministère de l'air-Société Nationale des Chemins de fer Français.

La Convention sur laquelle l'accord s'est réalisé entre le Ministère de l'Air et la Société Nationale des Chemins de Fer Français est à peu près la même que celle qui avait été soumise en projet.

Elle tient compte, en général, des observations présentées

.....

par la Région du Nord, sauf sur le point relatif aux prix d'entretien,
objet de l'article IV.


Les prix indiqués dans ce projet sont différents de ceux que nous
avons demandés:

Plaque de 1 m 12 x 2 m. : 2 Frs 75 au lieu de 3 Frs 15

Plaque de 1 m 12 x 1 m : 1 Fr 50 au lieu de 1 Fr 80

Si nous devons être remboursés des frais et des dépenses d'entretien
que nous aurons à assurer, les chiffres proposés devraient être substi-
tués à ceux qui ont été indiqués dans le texte du marché.

Le Chef du Service
de la Voie et des Bâtiments



"LA SIGNALISATION DES ROUTES TERRESTRES EST UNE COMMODITÉ"
"LA SIGNALISATION DES ROUTES AÉRIENNES EST UNE PROTECTION"

CONCESSIONNAIRE DE LA SIGNALISATION
INTERRAIL SUR LES GRANDS RÉSEAUX
SUIVANT LE PROCÉDÉ CLASSÉ PREMIER
AU CONCOURS INSTITUÉ PAR LE
MINISTÈRE DE L'AIR EN 1934
SYSTÈME BREVETÉ (FRANCE & ÉTRANGER)

TÉLÉPHONE
BALZAC 27-42 & 27-43

AIR SIGNAL

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 500.000 FRANCS
R.C. SEINE 266.571 B. 125.000 FRANCS

BALISAGE DES VOIES AÉRIENNES
ÉQUIPEMENT D'AÉROPORTS, DE TERRAINS, ETC.
ÉTUDES SUR PLACE
PROJETS & DEVIS SUR DEMANDE

BUREAUX
78 92 CHAMPS ÉLYSÉES
PARIS

SIGNALISATION DIURNE & NOCTURNE SOUS TOUTES SES FORMES

N/RÉF.

V/RÉF.

15. JUIN 1938

le 14 Juin 1938

NORD DATAUX	
Service Central	
15 JUIN 1938	
Rep G	Pièce
N° 2104	253

Monsieur l'Ingénieur en chef du service
de la voie

S.N.C.F.
Région Nord

18 rue de Dunkerque

PARIS 10ème

Monsieur l'Ingénieur en chef,

En accord avec le Ministère de l'Air nous avons
reçu du département de l'Aisne et de la Chambre de Commerce
de St Quentin un marché de signalisation réalisable dans le dé-
partement de l'Aisne.

En conséquence nous vous serions reconnaissants
de bien vouloir nous donner votre accord pour l'installation
des inscriptions faisant l'objet de la liste ci-jointe.

Comme nous avons déjà fait une étude très serrée
de l'application de ces commandes, nous connaissons dès mainte-
nant les services locaux de votre région auxquels nous devons
nous adresser pour la pose de ces inscriptions et vos services
peuvent, en ce cas, se dispenser de faire ce travail que nous
avons fait nous-mêmes.

En vous remerciant à l'avance, nous vous prions
d'agréer, Monsieur l'Ingénieur en chef, l'expression de nos sen-
timents distingués.

SOCIÉTÉ AIR-SIGNAL

Le Directeur Général,

P.J- une liste

CLASSER

Reçu le 4/7/38

Places stations
haltes et P.A.
L.E. H.T. J.R.
Signalisation aérienne
des gares

24

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
12 JUIN 1938	
Rap. G	Pièces
N° 2104	214

(Projet de réponse)

REÇU le 27 JUIN 1938

Les 2 demandes ci-jointes d'Air-Signal pour l'installation de plaques de signalisation ne semblent pas faire partie des contrats qui, d'après l'article 22 du projet de marché avec le Ministère de l'air, sont à poursuivre en exécution.

En effet, la Municipalité de Roubaix et celle de St Quentin, ne sont pas reprises dans la liste des collectivités ou administrations visées à l'art 22 précité.

Dans ces conditions je ne puis pas vous donner mon accord pour la pose de ces plaques jusqu'à plus ample informé.

RW

AK

CLASSER

28 JUIN 1938

✓

Les demandes ci-jointes d'Air-Signal pour l'installation de plaques de signalisation ne semblent pas faire partie des contrats qui, d'après l'article 22 du projet de marché avec le Ministère de l'air, sont à poursuivre en exécution.

En effet, la Municipalité de ROUBAIX et celle de SAINT-QUENTIN ne sont pas reprises dans la liste des collectivités ou administrations visées à l'article 22 précité.

Dans ces conditions, je ne puis pas vous donner mon accord pour la pose de ces plaques jusqu'à plus ample informé.

Signé : FLAMENT

*Gares stations
halles et PA
Signalisation aérienne
des gares*

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
12 JUIN 1938	
Rép. G	Pièces
N° 2104	2/4

28 JUIN 1938

Les 2 demandes ci-jointes d'Air-Signal pour l'installation de plaques de signalisation ne semblent pas faire partie des contrats qui, d'après l'article 22 du projet de marché avec le Ministère de l'Air, sont à poursuivre en exécution.

En effet, la Municipalité de ROUBAIX et celle de St-QUENTIN ne sont pas reprises dans la liste des collectivités ou administrations visées à l'article 22 précité.

Dans ces conditions, je ne puis pas pouvoir donner mon accord pour la pose de ces plaques jusqu'à plus ample informé.

Signé : FLAMENT

*Gares Stations
Châlles, P.A.*

Amiens, le 28 Juin 1938

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
29 JUIN 1938	
Rép ^{re} G	Pièces
N° 2104	254 bis

*Signalisation aérienne
des gares. -SECRET-*

VB/N-va2

Signalisation aérienne
des voies ferrées

Monsieur le Chef de la Division
de l'Entretien,

Suite à votre annotation sur la copie de la
lettre T.R.V. du 13 Mai 1937 de M. CAMBOURNAC à M.
le Directeur de la Société "AIR SIGNAL", autorisant
l'installation sur le Réseau d'un certain nombre
de postes de signalisation aérienne.

Je vous adresse ci-joint, pour chacun des postes
installés dans l'étendue du 2e Arrondissement de la
Voie, la fiche de renseignements habituels.

Ces postes ne donnent pas lieu à l'établissement
de nouvelles consignes pour leur enlèvement.

La liste, que je vous ai adressée le 5 Avril 1938,
des Etablissements où ces Consignes ont été déposées,
est à compléter par les postes de signalisation visés
aux fiches annexées.

L'Ingénieur Principal
de la Voie,

Guely

CLASSER

29 JUIN 1938
VOIE

M. Wagner

*fiche
classée
au
général.*

M. Bazin

km

*30/6
M. Gerbault*

a' classer

Copie à M^r Fayolle
M^r Merck
M^r Deanez

avec 1 exemplaire de la liste ^{en prenant note de B} en la présentant
donner les instructions utiles pour A en ce qui le concerne,
de m'arriver s'il se présentait un inconvénient quelconque pour
la pose de plaques - de m'adresser, après exécution, un croquis
précisant la position exacte et la fiche de renseignements habituelle
pour chacune des installations réalisées et de faire établir le consigne
à appliquer, le cas échéant, pour l'entretien de ces postes de signalisation.

Application de la minute à
M^r Magan, avec 1 exemplaire de la liste
pour avoir et suivre

Copie à M^r Leclercq

V.B.N./V.R.

Signalisation aérienne
du rail ferré

Expos Stations
haltes et PA
Signalisation aérienne
des gares

MINUTE
FIS D'ANALYSE

M^r Deanez
à M^r le Directeur de la Société "air signal"

78 avenue de Champs Elysées

NORD 2 ^e TRAVAIL	
Service Central	
12 JUIN 1938	
Rép. G	Pièces
N° 2104	255

Monsieur le Directeur

Par lettre du 14 juin 1938, vous m'avez
demandé de vous donner mon accord pour installer
différents postes de signalisation aérienne repris sur
une liste jointe à votre lettre ^{précise} et relevant ^{de contacts après} de l'avis
de la Chambre de Commerce de Paris.

faisant l'objet du Marché
conclu avec la Chambre de Commerce
de Paris et le Département
de la Seine, marchés privés A
à exécuter d'après le projet
de convention avec la SNCF,

j'ai l'honneur de vous informer que j'ai
pas d'objection à l'installation de ces plaques, sous
réserve que les emplacements soient déterminés
exactement sur place, d'accord avec les services
locaux de la voirie auxquels vous devrez vous adresser.

B { Pourriez-vous me confirmer que la pose
de ces plaques sera effectuée par vos soins aux
frais de la Société "air signal" dans les conditions
fixées par ma lettre JRV du 16 janvier 1936
Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance
de ma considération distinguée.

CLASSER

Monsieur le Directeur de la Société "air signal".
78 avenue de Champs Elysées - Paris.

ANNEXE

NORD - TRAVAUX	
12 mai 1938	
Ré: G	pièces
N° 2104	255

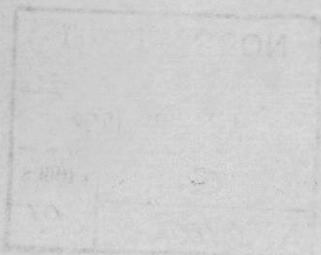
DEPARTEMENT DE L'AISE

- Inscription E 02 Flèche du terrain d'aviation de St Quentin à poser sur la ligne d'Amiens à La Fère au Km 62,550
- " " E 033 Flèche indiquant le terrain d'aviation de St Quentin à poser sur la ligne du Cateau à St Quentin au Km 173,200
- " " E 034 Flèche indiquant le terrain d'aviation de Soissons, à poser sur la ligne de Soissons à Laon au Km 120,400
- " " E 054 Flèche indiquant le terrain d'aviation de Soissons, à poser sur la ligne de Villers Cotterêts à Soissons, au Km 88,400
- " " E 053 Flèche indiquant le terrain d'aviation de Soissons, à poser sur la ligne de Compiègne à Soissons au Km 83,100
- " " E 02 Flèche du terrain d'aviation de St Quentin à poser sur la ligne de St Quentin à la Fère au Km 140,100
-

CHAMBRE DE COMMERCE DE ST QUENTIN

- Inscription 3II F Hirson 57 k à poser sur la ligne de Laon à Hirson au Km 144
- " " 33I F Soissons 35 k à poser sur la ligne de Laon à Soissons au Km 127,700
- " " 102 F Paris 154 k à poser sur la ligne de Paris à Maubeuge au Km 153,900
- " " 103 F Maubeuge 75 k à poser sur la ligne de Paris à Maubeuge au km 156,600
- " " C 40I Amiens 87 k à poser sur la ligne de La Fère à Amiens au Km 72,500
- " " 5II F Paris 105 k à poser sur la ligne de Paris à Hirson au Km 102,900
- " " C 25 Cambrai 41 k à poser sur la ligne de Busigny à Hirson au Km 192,350
- " " C 28 Cambrai 81 k à poser sur la ligne de Busigny à Hirson au km 229,500
- " " C 28I Laon 85 k à poser sur la ligne d'Hirson à Laon au Km 31,730.

T.S.V.P.



Inscription 294 F Valenciennes 76 k à poser sur la ligne d'Hirson
à Valenciennes au Km 197,900.

24 juin 1938

— Note pour M^r l'Ingénieur en Chef. Flament.

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
12 IIII, 1938	
Rép ^m G	Pièces
N ^o 2104	255

Le dossier "air signal" ci-joint a été
scindé en 3 dossiers :

1^{er} dossier. Projet de lettre de M^r le Directeur à M^r le Directeur
du Service Central des Installations Fixes concernant le
projet de marché entre le Ministère de l'air et la Société
air signal et le projet de convention entre le Ministère de
l'air et la S.N.C.F. relative à la pose de plaques de
signalisation sur les voies ferrées de la région parisienne.

Cette lettre reprend les observations soulevées ^{au sujet} à propos
de la pose de plaques ^(dans notre esprit) qui doit être faite par nos agents,
ainsi que ~~sur~~ des ^{propositions} ^{préliminaires pour l'installation des plaques} que nous avons proposées et
qui n'ont pas été maintenues.

2^e dossier. Lettre à la Société air signal en réponse à la
demande d'autorisation ^{qui vous a été} faite par cette Société en vue
d'installer des plaques de signalisation dans le département
de l'Aisne.

3^e dossier Réponse à M^r le Directeur du Service Central des Installa-
tions fixes ~~en réponse~~ à sa note du 10 juin nous demandant
si nous avions des objections à formuler concernant la pose
des plaques à Roubaix et à 2^e Quentin.

~~J'en propose de n'envoyer ces deux dernières lettres
qu'après la signature de la lettre à M^r Forchey par M^r le Directeur.~~

J.S.V.P. →

Le 1^{er} dossier vise en effet le nouveau projet de convention
à passer entre Air Signal et les Administrations intéressées

Le 2^e ~~dossier~~ ^{me} ~~visant~~ des marchés déjà passés et
en cours d'exécution qui, d'après les nouveaux projets (1^{er})
sont poursuivis. (Chambre de Commerce de St Quentin)

Quant au 3^e dossier il vise des Commanditaires ^{paris}
la Ville de Roubaix et la Ville de St Quentin, collectivités
non reprises dans la liste des contrats à poursuivre ..

Je vous propose de ne donner suite à ces deux
derniers dossiers qui après signature de la lettre de
M. Cambournac à M. Pordeus (1^{er} dossier -)

AW7

copie à M. Waguon

MG

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

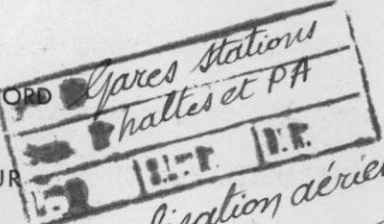
RÉGION DU NORD

LE DIRECTEUR
DE
L'EXPLOITATION

18, Rue de Dunkerque
PARIS - X^e

Tél. : TRUDAINE
99-40, 99-41, 99-42, 99-43
Inter 33

Adresse Télégraphique
SONAFERNOR



*Signalisation aérienne
des gares*

MINUTE
PAS D'ANALYSE

Le *E. Guillet* 1938

NORD - TRAVAUX Service Central	
12 JUIN 1938	
Rép. G	Pièces
N° 2104	<i>256</i>

Monsieur le Directeur du Service Central
des Installations Fixes,

Signalisation aérienne

N° 660/1

Sous le n° v.s.t. 24.100 - 1 du 21 Mai 1938; vous m'avez
23
adressé, avec une copie du projet de marché entre le Ministère
de l'Air et la Société Air-Signal et du projet de convention
entre le Ministère de l'Air et la S.N.C.F., copie de la lettre
v.s.t. 24.100 - 1 de M. le Directeur Général à M. l'Ingénieur
22
en Chef du Service des Etudes et de la Signalisation au
Ministère de l'Air, relative à l'installation des plaques de
signalisation sur les voies ferrées de la région parisienne.

Or, je remarque que malgré les observations que j'avais
soulevées lorsque ces projets m'ont été soumis, notamment,
quant aux conditions de travail, objet de l'art. 9 du projet
de gré à gré, le projet de marché est toujours conçu dans
l'hypothèse où la pose des inscriptions serait effectuée par
"Air-Signal". D'autre part, le projet de convention comporte
des prix de base inférieurs à ceux que j'avais proposés.

En ce qui concerne les conditions d'installations des
plaques, je suppose que c'est par une simple clause de style

CLASSER

que la Société Air-Signal est considérée comme devant faire elle-même la pose des plaques, mais que vous êtes bien d'accord avec elle pour que dans tous les cas, ce travail de pose soit sous-traité à la Société Nationale des Chemins de fer Français. Il devrait donc rester bien entendu et il serait peut être utile de le préciser, qu'il en sera toujours ainsi.

Ainsi que je l'avais exposé ~~dans mes premiers renseignements~~, cette pose doit, en effet, ~~et~~ pour des raisons de sécurité qui vont de soi, être toujours effectuée par le personnel du chemin de fer comme cela a d'ailleurs été pratiqué jusqu'ici ^{dans} la Région du Nord. Cette mesure, qui est de règle à l'égard de tous les tiers, y compris les grandes Administrations, telles que les Ponts et Chaussées, les Municipalités, etc..., s'impose absolument surtout si l'on tient compte du développement des installations de sécurité dont le fonctionnement pourrait être troublé ou modifié au cours de l'exécution de travaux effectués dans les voies par du personnel étranger au chemin de fer.

Je ne puis, en tous cas, accepter de laisser la Société "Air-Signal" faire elle-même la pose des inscriptions à l'intérieur des voies par son personnel, même sous la surveillance d'agents de la S.N.C.F. et j'insiste très vivement pour que ce travail soit exclusivement réservé au chemin de fer, aux frais bien entendu de la dite Société.

Quant aux prix d'entretien figurant à la convention Ministère de l'Air - Société Nationale des Chemins de fer Français, je ne puis que regretter que les prix que j'avais proposés n'aient pas été retenus car ils avaient été calculés au plus juste pour que

la Société Nationale des Chemins de fer Français soit effectivement remboursée de tous ses frais.

substantiel
A dire à propos des dépenses les points précis
~~J'avais proposé 3f15 et 1f80 et il a été indiqué 2f75 et~~
~~il conviendrait aussi le premier occasion à venir dans les~~
~~4f50. Je ne puis que demander que les premiers chiffres soient~~
~~trouvés qui sont les mêmes~~
~~effectivement maintenus dans le projet de convention.~~

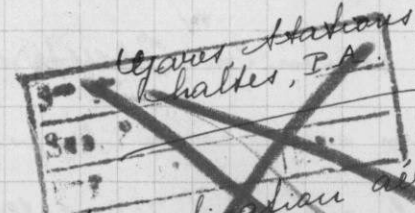
Le Directeur de l'Exploitation,



Copie à M. Wagnon.) *fact*

Paris, le 27 juin 1938

REÇU le 27 JUIN 1938



Minute

ANNEXE

Legation

28-6-38

V.B.N. / V.R.

Signalisation aérienne

Le Directeur de l'Exploitation à
Monsieur le Directeur du Service Central des
Installations Fiocel.

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
29 JUIN 1938	
Rép. G	Pièces
N° 2104	350

Sous le N° V.S.C. 4.100-1 du
28
21 Mai 1938, vous m'avez adressé, avec une copie
du projet de marché entre le Ministère de l'air et la
Société air-signal et du projet de convention entre le
Ministère de l'air et la S.N.C.F., copie de la lettre
V.S.C. 4.100-1 de M. le Directeur Général à M.
22
l'ingénieur en chef du Service des Etudes et de la
Signalisation au Ministère de l'air relative à l'installation
des plaques de signalisation sur les voies ferrées de la
région Parisienne.

Or, je remarque que *Malgré les*
observations que j'avais soulevées lorsque ce projet
m'ont été soumis, *Malgré*, quant aux conditions
de travail, objet de l'art. 9 du projet de gré à gré,
~~l'autre part en ce qui concerne l'prix d'entretien,~~
~~objet de l'art. IV du projet de convention,~~ le
projet de marché est toujours conçu dans l'hypothèse

où la pose des inscriptions serait effectuée par
"air-signal" ^{d'autre part} de la part de convention ~~compromis~~ de
de base
leur ~~inférieurs~~ inférieurs à ceux que j'avais proposés.

En ce qui concerne les conditions d'installation
des plaques, je suppose que c'est par une simple clause
de style que la Société air-signal est considérée
comme devant faire elle-même la pose des plaques mais
que vous êtes bien d'accord avec elle pour que dans
tous les cas, ce travail de pose soit sous-traité à

la S.N.C.F. Il demanderait deux lettres ~~autres~~ très entendues
et il me paraît être utile de le préciser, car il en sera toujours ainsi.
ainsi que je l'avais exposé dans mes

premiers renseignements, cette pose doit être effectuée
et par des raisons de sécurité qui vont de soi, être effectuée
par le personnel du chemin de fer comme cela a d'ail.

leurs été pratiqués jusqu'ici par la Région du Nord.

qui est de règle à l'égard de tous les lieux, y compris les
Cette mesure ~~serait~~ ~~seulement~~ ~~en plus~~ ~~pour~~ ~~la~~ ~~même~~ ~~raison~~
Il n'y a absolument rien de tel. C'est tout simplement
des développements des installations de ~~travaux~~ ~~travaux~~ ~~travaux~~
récentes

dont le fonctionnement pourrait être troublé.

Modèle ~~Repetit~~
cours de travaux effectués dans les voiries par le personnel étranger
au chemin de fer. ~~présentant l'importance de la tâche à accomplir~~

Il en serait ainsi d'ailleurs, comme de tous

les travaux effectués à l'intérieur de nos emprises, pour
lesquels nous avons toujours exigé des administrations
intéressées : Services routiers, Communes, particuliers etc.
d'être exclusivement chargés.

Je ne puis ~~pas~~ ^{en l'état} accepter de laisser la Société

"air-signal" faire elle-même la pose des inscriptions
à l'intérieur de voiries par son personnel, même sous la
surveillance d'agents de la S.N.C.F. et j'insiste
très vivement pour que ce travail soit exclusivement
réservé au Chemin de fer, aux fins bien entendues
de la dite Société.

Quant aux prix d'entretien figurant à la
Convention Ministère de l'Air - S.N.C.F., je ne puis
que regretter que les prix que j'avais proposés n'aient
pas été retenus car ils avaient été calculés au plus
juste pour que la S.N.C.F. soit effectivement remboursée
de tous ses frais.

J'avais proposé 3'15 et 1'80 et il a été indiqué :
2'75 et 1'50. Je ne puis que constater que
les premiers chiffres sont effectivement maintenus
dans le projet de convention.

Les grands axes
littéraires, les routes et chemins
les principales etc.

ANNEXE

DC

-5 JUIL 1938

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
12 JUIL 1938	
Rep. G	Pièces
N° 2104	250

2/6

Signalisation aérienne

N 660/1

Monsieur le Directeur du Service Central
des Installations Fixes,

Sous le n° v.s.t. 24.100 - 1 du 21 Mai 1938, vous m'avez adressé,
23
avec une copie du projet de marché entre le Ministère de l'Air et la
Société Air-Signal et du projet de convention entre le Ministère de
l'Air et la Société Nationale des Chemins de Fer Français, copie de la
lettre v.s.t. 24.100 - 1 de M. le Directeur Général à M. l'Ingénieur
22
en Chef du Service des Etudes et de la Signalisation au Ministère de
l'Air, relative à l'installation des plaques de signalisation sur les
voies ferrées de la région parisienne.

Or, je remarque que malgré les observations que j'avais soulevées
lorsque ces projets m'ont été soumis, notamment, quant aux conditions
de travail, objet de l'art. 9 du projet de gré à gré, le projet de
marché est toujours conçu dans l'hypothèse où la pose des inscriptions
serait effectuée par "Air-Signal". D'autre part, le projet de conven-
tion comporte des prix de base inférieurs à ceux que j'avais proposés.

En ce qui concerne les conditions d'installation des plaques, je
suppose que c'est par une simple clause de style que la Société

.....

Air-Signal est considérée comme devant faire elle-même la pose des plaques, mais que vous êtes bien d'accord avec elle pour que dans tous les cas, ce travail de pose soit sous-traité à la Société Nationale des Chemins de fer Français. Il devrait donc rester bien entendu et il serait peut être utile de le préciser, qu'il en sera toujours ainsi.

Ainsi que je l'avais exposé, cette pose doit, en effet, pour des raisons de sécurité qui vont de soi, être toujours effectuée par le personnel du chemin de fer comme cela a d'ailleurs été pratiqué jusqu'ici dans la Région du Nord. Cette mesure, qui est de règle à l'égard de tous les tiers, y compris les grandes Administrations, telles que les Ponts et Chaussées, les Municipalités, etc..., s'impose absolument surtout si l'on tient compte du développement des installations de sécurité dont le fonctionnement pourrait être troublé ou modifié au cours de l'exécution de travaux effectués dans les voies par du personnel étranger au chemin de fer.

Je ne puis, en tous cas, accepter de laisser la Société "Air-Signal" faire elle-même la pose des inscriptions à l'intérieur des voies par son personnel, même sous la surveillance d'agents de la Société Nationale des Chemins de fer Français et j'insiste très vivement pour que ce travail soit exclusivement réservé au chemin de fer, aux frais bien entendu de la dite Société.

Quant aux prix d'entretien figurant à la convention Ministère de l'Air - Société Nationale des Chemins de fer Français, je ne puis que regretter que les prix que j'avais proposés n'aient pas été retenus car ils avaient été calculés au plus juste pour que la Société Nationale des Chemins de fer Français soit effectivement remboursée de tous ses frais.

.....

A défaut de pouvoir modifier actuellement les positions prises,
j'estime qu'il conviendra de saisir la première occasion de revenir sur
les prix trop bas qui ont été admis.

Le Directeur de l'Exploitation,

Signé : CAMBOURNAC

Copie à M. Wagnon Jft

DC

DUPLICATA
DE LA
MINUTE

la minute rectifiée
par M. Cambouze
est remise à la
Direction avec la lettre

9 juillet 1938

Rapelle

Signalisation aérienne

Monsieur le Directeur du Service Central
des Installations Fixes,

Sous le n° v.s.t. 24.100 - 1 du 21 Mai 1938, vous m'avez adressé,
23
avec une copie du projet de marché entre le Ministère de l'Air et la
Société Air-Signal et du projet de convention entre le Ministère de
l'Air et la Société Nationale des Chemins de Fer Français, copie de la
lettre v.s.t. 24.100 - 1 de M. le Directeur Général à M. l'Ingénieur
22
en Chef du Service des Etudes et de la Signalisation au Ministère de
l'Air, relative à l'installation des plaques de signalisation sur les
voies ferrées de la région parisienne.

Or, je remarque que malgré les observations que j'avais soulevées
lorsque ces projets m'ont été soumis, notamment, quant aux conditions
de travail, objet de l'art. 9 du projet de gré à gré, le projet de
marché est toujours conçu dans l'hypothèse où la pose des inscriptions
serait effectuée par "Air-Signal". D'autre part, le projet de conven-
tion comporte des prix de base inférieurs à ceux que j'avais proposés.

En ce qui concerne les conditions d'installation des plaques, je
suppose que c'est par une simple clause de style que la Société

.....

Air-Signal est considérée comme devant faire elle-même la pose des plaques, mais que vous êtes bien d'accord avec elle pour que dans tous les cas, ce travail de pose soit sous-traité à la Société Nationale des Chemins de fer Français. Il devrait donc rester bien entendu et il serait peut être utile de le préciser, qu'il en sera toujours ainsi.

Ainsi que je l'avais exposé, cette pose doit, en effet, pour des raisons de sécurité qui vont de soi, être toujours effectuée par le personnel du chemin de fer comme cela a d'ailleurs été pratiqué jusqu'ici dans la Région du Nord. Cette mesure, qui est de règle à l'égard de tous les tiers, y compris les grandes Administrations, telles que les Ponts et Chaussées, les Municipalités, etc..., s'impose absolument surtout si l'on tient compte du développement des installations de sécurité dont le fonctionnement pourrait être troublé ou modifié au cours de l'exécution de travaux effectués dans les voies par du personnel étranger au chemin de fer.

Je ne puis, en tous cas, accepter de laisser la Société "Air-Signal" faire elle-même la pose des inscriptions à l'intérieur des voies par son personnel, même sous la surveillance d'agents de la Société Nationale des Chemins de fer Français et j'insiste très vivement pour que ce travail soit exclusivement réservé au chemin de fer, aux frais bien entendu de la dite Société.

Quant aux prix d'entretien figurant à la convention Ministère de l'Air - Société Nationale des Chemins de fer Français, je ne puis que regretter que les prix que j'avais proposés n'aient pas été retenus car ils avaient été calculés au plus juste pour que la Société Nationale des Chemins de fer Français soit effectivement remboursée de tous ses frais.

.....

A défaut de pouvoir modifier actuellement les positions prises,
j'estime qu'il conviendra de saisir la première occasion de revenir sur
les prix trop bas qui ont été admis.

Le Directeur de l'Exploitation,

Signé: Cambouunac

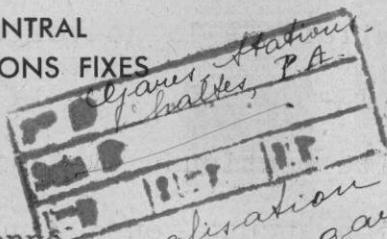
SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL
DES INSTALLATIONS FIXES

Vst. 24.100-1

Signalisation aérienne

des gares.



Signalisation
aérienne des gares.

PARIS, le - 6 JUIL. 1938 19

42, Rue de Châteaudun

Téléphone TRINITÉ 29-94 et 29-97

NORD TRAVAUX	
Service Central	
12 JUIL 1938	
Rep. G	M. 2104

Le Directeur du Service

- 7. JUIL. 1938

à Monsieur le Chef du Service de la Voie
et des Bâtiments de la Région du NORD.

M. Guillaume

M. Jans

M. Wagner

M. Bazin

En me retournant les 2 lettres ci-jointes de la Société "AIR-SIGNAL", relatives à la pose des nouvelles inscriptions demandées par les Villes de ROUBAIX et de St-QUENTIN, vous m'avez indiqué que vous estimiez ne pouvoir donner votre accord pour l'installation des plaques, du fait que les contrats intéressant ces Municipalités ne figurent pas au nombre de ceux dont l'exécution doit être poursuivie aux termes de l'article 22 du projet de marché "Ministère de l'Air - Société Air-Signal".

Le contrat tripartite visé par le dit article, passé entre le Ministère de l'Air, diverses collectivités et la Société "AIR-SIGNAL", était entièrement indépendant des contrats passés entre cette Société et les anciens Réseaux fixant seuls les conditions de pose, dépose et entretien des plaques de signalisation.



Or, ces contrats restent en vigueur pour tout ce qui n'est pas contraire à la nouvelle Convention "Ministère de l'AIR-S.N.C.F.", et la suspension de l'accord tripartite mentionné ci-dessus ne peut avoir pour leur exécution aucune conséquence.

Je vous prie donc de bien vouloir examiner de nouveau la question et me faire connaître dès que possible votre avis sur les deux demandes présentées par la Société "AIR-SIGNAL".

*Répondre
le 28/7/38*

CLASSER

A handwritten signature, possibly "V. V. V.", written in dark ink and underlined with two parallel lines.

" LA SIGNALISATION DES ROUTES TERRESTRES EST UNE COMMODITÉ "
" LA SIGNALISATION DES ROUTES AÉRIENNES EST UNE PROTECTION "

CONCESSIONNAIRE DE LA SIGNALISATION
INTERRAIL SUR LES GRANDS RÉSEAUX
SUIVANT LE PROCÉDÉ CLASSE PREMIER
AU CONCOURS INSTITUÉ PAR LE
MINISTÈRE DE L'AIR EN 1934
SYSTÈME BREVETÉ (FRANCE & ÉTRANGER)

TÉLÉPHONE
BALZAC 27-42 & 27-43

AIR SIGNAL

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 500 000 FRANCS
R.C. SEINE 266.571.3 125.000 FRANCS

BALISAGE DES VOIES AÉRIENNES
ÉQUIPEMENT D'AÉROPORTS, DE TERRAINS, ETC.
ÉTUDES SUR PLACE
PROJETS & DEVIS SUR DEMANDE

BUREAUX
78 92 CHAMPS ÉLYSÉES
PARIS

SIGNALISATION DIURNE & NOCTURNE SOUS TOUTES SES FORMES

N/RÉF.

GD

V/RÉF.

- 8. JUIL. 1938

M. Guillaume

M. Jann

M. Wagner
Que veut dire A ?

Monsieur l'Ingénieur en chef,

Nous avons l'avantage de vous accuser réception de votre ho-
norée du 4 ct V.B./N vr nous donnant votre accord pour l'instal-
lation de postes de signalisation aérienne faisant l'objet des
marchés du département de l'Aisne et de la Chambre de Commerce
de St Quentin et vous en remercions.

Vous nous demandez de vous confirmer que la pose de ces pla-
ques sera effectuée par vos soins aux frais de la Société Air-
Signal dans les conditions fixées par votre lettre T.R.V. du 16
Janvier 1936.

Nous ne trouvons pas trace de cette lettre du 16 Janvier et
nous pensons qu'il s'agit de votre lettre T.R.V. du 7 Décembre
1935 établissant les tarifs de pose.

Dans l'affirmative nous vous donnons notre accord pour que
la pose des inscriptions faisant l'objet de la liste que nous
vous avons adressée soit effectuée dans les conditions de cette
lettre.

Dans le cas contraire, nous vous serions reconnaissants de
bien vouloir nous faire parvenir une copie de votre lettre du 16
Janvier 1936.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur l'Ingénieur en chef,
l'assurance de nos sentiments distingués. SOCIÉTÉ AIR-SIGNAL

NORD - TRAVAUX

Service Central

11 JUIL 1938
DATE

Rép. G

Pièces

N° 104

1/8

le 7 Juillet 1938

Monsieur le chef du service de la voie
et des bâtiments
S.N.C.F.
18 rue de Dunkerque
PARIS 10ème

Répondre
M-8-38

IMPRIMERIE D'ANGLETERRE

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL
DES INSTALLATIONS FIXES

*Signalisation d'arrière
des gares*

V.st 24 100-1

Installation de plaques
de signalisation
sur les voies ferrées

- 8. JUIL. 1938

....1. Annexe

PARIS, le - 7 JUIL. 1938

42, Rue de Châteaudun

Téléphone : TRINITÉ 29-94 à 29-97

Adr. Télégraph. : SONAFERVOI PARIS

NORD - TRAVAUX

Service Central

22 JUIL 1938

R. G.

N° 2104

Pièces

259

S.N.C.F.	
RÉGION NORD	
SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION	
- 8 JUIL 1938	
Dossier	Pièce N°
N° 660 / 1	18

Mon cher Camarade,

Dans ma transmission V.st 24 100-1 du 21 mai 1938,

je vous ai indiqué que les contrats passés par les anciens Réseaux avec la Société "AIR SIGNAL" resteront en vigueur pour tout ce qui n'est pas contraire à la nouvelle convention "Ministère de l'Air- S.N.C.F.".

Mon attention vient d'être attirée par le Service des APPROVISIONNEMENTS sur le fait que, par application de l'article 11 du Décret du 31 août 1937, ces contrats doivent passer devant la Commission des Marchés, s'ils n'ont pas encore été soumis à son approbation.

Je vous prie, en conséquence, d'adresser, s'il y a lieu, au Service des APPROVISIONNEMENTS, COMMANDES et MARCHES, le dossier de présentation à la Commission des Marchés du contrat intéressant votre Région, aux fins de régularisation.

Votre tout dévoué,

CLASSEUR

Monsieur le Directeur de l'Exploitation
de la Région du NORD.

Wonne

M. Flament
hm

M. Guillaume
M. Jammal
M. Jean
M. Wagner

M. Bazin

13/7

M. Zurluck
M. in part

13/7

Article 11 du Décret du 31 août 1937

Tous les marchés et traités en cours conclus par les concessionnaires, antérieurement au 1^{er} janvier 1938 qui, en raison de leur importance, seraient de la compétence de la Commission des marchés et qui n'auraient pas fait avant cette date l'objet d'une présentation à la dite Commission, lui seront soumis avant le 1^{er} juillet 1938 -

En cas d'avis défavorable et sous réserve des droits du Ministère des Travaux Publics, ces marchés et traités seront, dans un délai de six mois à dater de l'insertion de l'avis, susceptibles de révision par les soins du Collège arbitral, dont la création est prévue à l'art. 44 de la convention approuvée par le présent décret et dans les conditions fixées par cet article.

Ceux des marchés et traités en cours qui, par leur montant, étaient exclus de la compétence de la Commission des marchés, seront soumis à la même procédure lorsqu'ils auront été conclus par les Compagnies du Nord et de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi, avec des entreprises ou sociétés dans lesquelles elles possèdent des intérêts au titre de leurs domaines privés.

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
Compagnies	
31 Dec 1938	
Après leur	Pièces
N° 1104	259

V.B.N. va 4

Sille, le 13 juillet 1938

Signalisation aéroportuaire
des rails

Signalisation aéroportuaire
des gares.

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
15 JUL 1938	
Rép. G	Pièces
N° 2104	260

Je vous adresse ci-jointes 4 fiches
de renseignements pour les postes de signa-
lisation aéroportuaire installés dernièrement

SER. CENTRAL
15. JUL 1938
VOIE

M. Wagner

Dans mon service

L'Ingénieur de la Voie

[Signature]

M. Bégin

19/7
M. Berthelot

à l'arm.

CLASSE

V.B.N. 26

Arras, le 25 juillet 1938

Signalisation aérienne
des voies ferrées

Gares, Halles, P.A.

NORD - TRAVAUX
Service Central

JUL 1938

Rég. G

Pièces

N° 210 H

261

19 - signalisation aérienne
des gares -classé
au fichier

Unite aux instructions de la note T.R.V.
du 10 septembre 1937 et précédentes concernant
le projet visé en marge, je vous adresse
ci-joint 19 fiches relatives à l'installation,
réalisée récemment, de postes de signalisation
dans l'étendue de mon Arrondissement

L'Agent de la Voie,

S-E CENTRAL

26 JUL 1938

VOIE

Lambert

25/7

M. Lambert

à classer

CLASSER

RECU le 21 JUIL. 1938 14

Copie à M. Wagnon.)

Chaque halte, P.A.
signalisation aérienne

V.B.N / V.R

MINUTE

signalisation aérienne

Paris, le 19 juillet 1938

28

Ch. G. Nord - TRAVAUX
Service Central

1 AOÛT 1938	
Rap. G	Pièces
N° 2104	262

Le Chef du Service de la voirie et
des Bâtiments à Monsieur le Directeur du
Service Central de l'Installation Fixée.

- 2 -

Comme suite à votre lettre V.S.E. 24 100³⁵
relative à l'installation par la Société "air-signal"
de nouvelles plaques de signalisation aérienne demandées
par les municipalités de Roubaix et de St Quentin,
j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'après
un nouvel examen de la question, je n'ai pas d'ob-
jection à présenter en ce qui concerne la pose de
ces dispositifs, sous réserve que les emplacements
seront déterminés sur place, d'accord avec les services
locaux de la voirie.

En retour des 2 lettres de la Société air-signal.

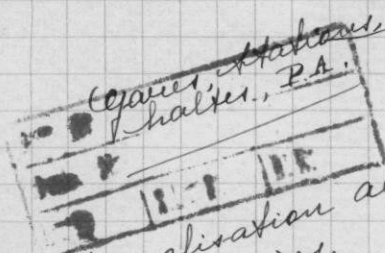
CLAUDE

Ch. G.

Copie à M. Wagner (M. Bazin) ff

Paris, le 20 juillet 1938

O. Genard



signalisation aérienne
des gares.

MINUTE

Monsieur le Directeur,

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
3 AOÛT 1938	
Rq ^r G	Pièces
N° 2104	263

- 2 -

En réponse à votre lettre du 7 juillet 1938, par laquelle vous me demandez de vous adresser une copie de ma lettre du 16 janvier 1936, fixant les conditions de prise de pose des plaques de signalisation aérienne et dont vous ne trouvez pas trace, j'ai l'honneur de vous faire connaître que cette lettre faisait suite à votre lettre du 31 décembre 1935, ^{laquelle} ~~qui~~ répondait à la mienne du 7 décembre 1935.

Vous trouverez ci-jointe une copie de ^{cette} la lettre du 16 janvier 1936 à laquelle j'annexe une copie de la votre du 31 décembre 1935.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chef du Service
de la Voie et des Bâtiments

Monsieur le Directeur de la Société "Air-Signal"
78. Avenue des Champs-Élysées - Paris.

LUN - 1 AOUT 38

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS L.F.

SERVICE CENTRAL
DES INSTALLATIONS FIXES

V.st 24.100-1

45

Signalisation
aérienne

PARIS, le 29 JUIL 1938

42, Rue de Châteaudun - 5 AOUT 1938

Téléphone TRINITÉ 29-94 & 29-97

NORD T. V. X

Service 19

G

N° 2104

264

S.N.C.F.
RÉGION NORD

SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION

Mon Cher Camarade, - 1 AOUT 1938

Dossier

N°

660

1

Pièce N°

14

- 3. AOUT 1938

M. Guillaume.
M. Jann

M. Wagner 1/8/38

J. G. 8/1/38

v. Clusa

17/8

Par lettre N° 660/1 du 5 Juillet 1938, vous me signalez que, malgré les observations que vous avez préalablement soulevées, l'art. 9 du projet de Convention - Ministère de l'Air - Air-Signal, vous paraît indiquer que la pose des plaques de signalisation doit être effectuée par la Société Air-Signal, alors qu'à votre avis, cette pose doit, pour d'évidentes raisons de sécurité, être effectuée par le personnel du Chemin de fer.

Par ailleurs, vous estimez que les redevances d'entretien des plaques prévues à la Convention Ministère de l'Air - S.N.C.F. ont été fixées à un taux trop faible.

Pour ce qui concerne la pose des plaques, rien n'est changé aux dispositions des anciens contrats passés entre les Réseaux et la Société " Air-Signal ". Je ne fais ici que vous confirmer ma transmission du 21 Mai 1938 dans laquelle je vous ai précisé que les anciens contrats passés avec cette Société resteront en vigueur pour tout ce qui n'est pas contraire à la nouvelle Convention " Ministère de l'Air - S.N.C.F. " laquelle ne vise pas les conditions de pose. Quant au marché de gré à gré passé avec le

Monsieur le Directeur de l'Exploitation de la Région du NORD.

CLASSER

Ministère de l'Air, il fait obligation, à la Société Air-Signal de fournir des plaques " posées ", aux emplacements choisis, mais ne saurait nous être opposé pour l'exécution de travaux sur nos emprises par des ouvriers étrangers au Chemin de fer, contrairement à nos propres contrats avec Air-Signal . J'ajoute enfin que, comme vous en avez fait la supposition, je suis bien d'accord à ce sujet avec la Société " Air-Signal ".

En ce qui concerne les redevances d'entretien que vous jugez trop faibles, il convient de remarquer, que si elles ont été fixées à des taux inférieurs (plaques de 1m 12 x 2m : 2, 75 Frs par nettoyage - plaques de 1m x 1m 12 : 1, 50 Fr par nettoyage) à ceux que vous avez proposés (3, 15 F et 1, 80 Fr), elles sont nettement supérieures aux redevances antérieures (taux anciens : plaques de 2m2 : 1, 05 Frs par nettoyage (1) - Ancien Réseau de l'EST : 1, 45 Fr (2)), et sont de l'ordre de celles qu'admettaient les autres Régions . Ce taux me paraît raisonnable , d'autant plus que l'entretien ayant été simplifié par la nouvelle Convention, se trouve réduit en fait à un simple nettoyage .

Votre tout dévoué,

$$(1) \quad 1,05 = \frac{25f}{24}$$

25 Frs redevance annuelle
24 nombre de nettoyages annuels

$$(2) \quad 1,45 = \frac{35f}{24}$$

35 Frs redevance annuelle
24 nombre de nettoyages annuels

SAM 13 AOUT 38

Nous transmettons à Monsieur l'Ingénieur en Chef du Service des Etudes et de la signalisation copie de la présente lettre à toutes fins utiles.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de nos sentiments distingués.

SOCIETE AIR-SIGNAL

Le Directeur Général

Signé :

NORD TRAVAUX
Service Central

17 AOUT 1938

Rep: G

N° 2104

Mme

26

S. N. C. F.
RÉGION NORD

SECRETARIAT DE LA DIRECTION

13 AOUT 1938

Dossier

N° 660 / 1

Pièce N°

16

SERVICE CENTRAL
DES
INSTALLATIONS FIXES

Vst. 24.100-1

56

Signalisation aérienne
des gares

Copie transmise à Monsieur le Directeur de
l'Exploitation de la Région du NORD,

en le priant de bien vouloir donner des instructions pour qu'aucun travail de nettoyage ne soit effectué sur les nouvelles plaques posées dans le département du Pas-de-Calais, tant que le Ministère de l'Air n'aura pas fourni de précisions sur les périodicités de ce nettoyage et sur le remboursement des frais.

Ci-joint, à titre de renseignement, copie de la lettre du 18 Juillet de la Société "AIR-SIGNAL" et de notre réponse en date du 29 Juillet.

12 AOUT 1938

LE DIRECTEUR

3
PIÈCES
JOINTES

16. AOUT 1938

M. Guillaume.
M. Joris

M. Wagner. 27/8

N. Bazin
18/8/38

M. Verluck
B

CLASSER

Sur note du 26-8-38
à m^{rs} Bouché, Delbrouze et Querebecq

A I R S I G N A L

COPIE

BUREAUX
78, Champs Elysées
PARIS

SIGNALISATION DIURNE & NOCTURNE SOUS TOUTES SES FORMES

M.P.GD

le 1er Août 1938

Monsieur le Directeur
du Service Central des Installations Fixes
42, Rue de Chateaudun
PARIS

Monsieur le Directeur,

Nous avons l'honneur de vous accuser réception de votre lettre en date du 29 Juillet sous le timbre V.st/ 24.100-1 au ⁴⁴ sujet de l'entretien des plaques de signalisation aérienne posées dans le département du Pas-de-Calais.

Nous transmettons copie de cette lettre au Ministère de l'Air en l'invitant, comme vous le désirez, à donner à la Société Nationale des Chemins de Fer Français des indications relatives à l'entretien des dites plaques du département du Pas-de-Calais.

Nous vous confirmons qu'en ce qui concerne le marché passé par le Ministère de l'Air et le département du Pas-de-Calais à nous-mêmes les frais de nettoyage des plaques ne nous incombent pas.

Nous avons déjà informé dernièrement le Ministère de l'Air -suivant les clauses du dit marché - qu'il appartenait à ses services de prendre des mesures nécessaires pour assurer l'entretien de ces plaques et nous vous avons mis au courant par notre lettre en date du 18 Juillet .

Nous venons donc vous confirmer qu'en ce qui concerne ce marché du Pas-de-Calais notre Société considère son rôle comme terminé puisqu'elle a exécuté entièrement les clauses de ce marché et que les frais de nettoyage ne lui incombent pas.

En conséquence nous vous serions très obligé de bien vouloir n'exécuter aucun travail de nettoyage sur les 30 inscriptions du Pas-de-Calais avant d'avoir reçu du Ministère de l'Air des précisions, d'une part sur les périodicités de ce nettoyage et, d'autre part sur le remboursement des frais.

COPIE

V.st 24100.1
44

Entretien des plaques de
signalisation aérienne
posées dans le Départe-
ment du PAS-DE-CALAIS

ANNEXE

Monsieur,

S. N. C. F. L.F.	
RÉGION NORD	
29 JUL 1938	
SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION	
13 AOUT 1938	
Dossier	Pièce
N° 660 / 1	163

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
30 AOUT 1938	
Rq. G	Pièces
N° 2104	262

Par lettre du 18 courant, vous m'avez informé qu'il appartient au Ministère de l'Air de prendre avec la S.N.C.F. les dispositions nécessaires à l'entretien des nouvelles plaques qui viennent d'être réceptionnées dans le département du PAS-DE-CALAIS .

Je crois devoir observer que la S.N.C.F. n'a aucune initiative à prendre en la circonstance, et que sauf décision contraire, que le Ministère de l'Air aura lui même à nous faire connaître, nous considérons que l'entretien doit être assuré aux frais de l'organisme qui a demandé l'autorisation de poser ces plaques, en l'occurrence la Société Air - Signal .

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée .

LE DIRECTEUR

Signé : PORCHEZ

Monsieur le Directeur du Service
de la signalisation aérienne
de la Société "Air-Signal"
78, Avenue des Champs Elysées, 78
PARIS

COPIE

AIR SIGNAL

ANNEXE

S. N. C. F.	
RÉGION NORD	
SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION	
13 AOUT 1938	
Dossier N° 660 / 1	Pièce N° 16

SC

SIGNALISATION DIURNE & NOCTURNE SOUS TOUTES SES FORMES

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
30 AOUT 1938	
le 18 Juillet 1938	
Ré G	Pièces
N° 2104	26

Monsieur l'Ingénieur Principal
du Service Central des Installations
Fixes de la S.N.C.F.
42, Rue de Châteaudun
PARIS 9e

A l'attention
de M. COMMELIN

Monsieur l'Ingénieur principal,

Nous avons l'honneur de vous transmettre une copie de la lettre que nous adressons ce jour au service des Etudes et de la signalisation du Ministère de l'Air.

Les dépenses d'entretien des inscriptions du marché du Pas-de-Calais n'étant pas prévues dans ce marché, nous vous signalons qu'en ce qui concerne les inscriptions de ce marché qui viennent d'être réceptionnées et dont nous avons communiqué la liste en son temps au service intéressé de la Région NORD, il appartient au Ministère de l'Air de prendre avec vous des dispositions en vue de cet entretien.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur l'Ingénieur principal, l'assurance de nos sentiments distingués.

LE DIRECTEUR DU SERVICE
de la SIGNALISATION AERIEENNE

Signé :

P.J- une copie de lettre.-

COPIE

ANNEXE

S.N.C.F.	
RÉGION NORD	
SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION	
13 AOUT 1938	
Dossier N° 660 / 1	Pièce N° 161

78 XX

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
30 AOUT 1938	
Ré G	Pièces
N° 2104	267

CtP. GD

le 18 Juillet 1938.

Monsieur PASZKIEWICZ
Ingénieur en Chef du service des Etudes
et de la signalisation
MINISTÈRE DE L'AIR
24, Bd Victor
PARIS XVème

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

Le marché tripartite de signalisation aérienne du Pas-de-Calais étant actuellement réceptionné, nous avons l'honneur d'attirer votre attention sur le deuxième alinéa du paragraphe 5 de la partie C ainsi libellé :

"La collectivité bénéficiaire du présent contrat n'ayant pas accepté l'engagement relatif à l'entretien, engagement explicité au paragraphe D alinéa 5 du présent contrat, l'engagement correspondant de l'ETAT se trouve ipso facto dénoncé. Il appartiendra à la Société d'adresser en temps utile des propositions au Ministère de l'Air pour assurer l'entretien des installations.

Nous pensons qu'il y aurait lieu pour le Ministère de l'Air, en ce qui concerne l'entretien de ces plaques de les assimiler à celles déjà posées qui font l'objet d'une nouvelle convention directe entre le Ministère de l'Air et la S.N.C.F. et nous nous permettons d'attirer votre attention sur la nécessité de cet entretien pour la bonne lisibilité des inscriptions.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur l'Ingénieur en Chef, l'expression de nos sentiments distingués.

Copie à M. Wagner (M. Bazin)

2104 20 AOUT 1938
Paris, le 18 août 1938

Engaillard

gares, haltes, P.A.
signalisation aérienne
des gares.

M. Puech,
Delehayé,
Guerber

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
30 AOUT 1938	
Rep. G	Pièces
N° 2104	267

RECUE 22 AOUT 1938 14

V. B N v. r

Signalisation aérienne

Je vous prie de prendre note qu'aucun travail de nettoyage ne doit être effectué sur les nouvelles plaques de signalisation aérienne posées dans le département du Pas de Calais tant que le ministère de l'air n'aura pas fourni au Service Central les Installations Fixes de la S.N.C.F. les précisant sur la périodicité de ce nettoyage et sur le remboursement des frais.

Je vous aviserai, en temps utile, de la suite donnée à cette affaire.

Engaillard

CLASSE

RECUE 26 AOUT 1938

Copie à M. Wagner (M. Bazin)

- avec l'annotation ci-dessous.

Copie à M. M. L. I. V. (O à G)

suivie à ma note du 22 juin 1938 -

Etre de faire établir les consignes pour l'enlèvement, en cas d'alerte, les inscriptions qui sont en avoir signalés, ou compléter celles déjà établies pour les plaques de signalisation aérienne.

V. B. N. V. R.

Signalisation aérienne.

N°	N°	N°	N°
Sub N°	Sub N°	Sub N°	Sub N°

Signalisation aérienne des gares.

let

2104

29 AOUT 1938

Paris, le 26 Aout 1938

Chiffre

13 Annexes

MINUTE

Le Chef du Service de la voie et des Bâtimens à Monsieur le Chef du Service de l'Exploitation, Commissaire technique agt. de la Région du Nord.

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
6 SEPT 1938	
Rép. G	Pièces
N° 2104	268

Par lettre N. B. M. 76 O/P du 7 juin 1938, vous avez bien voulu me demander mon avis sur les mesures qu'il conviendrait de prendre à la première alerte pour supprimer les inscriptions existantes dans certains gares et susceptibles d'être aperçues par l'aviation ennemie.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai fait rechercher les inscriptions de ce genre et que les consignes ont été établies pour l'enlèvement ou leur camouflage à la première alerte, les inscriptions de ce genre

CLASSER

3

25 8

PARIS LE 5 JUILLET 1938

S E C R E T

ANNEXE

VB. N. va I

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
6 SEPT 1938	
Rép ^e G	Pièces
N° 2104	268

Annulation
d'inscriptions

Monsieur WAGON ,

Suite à votre transmission du 22 JUIN d'une note du 7 JUIN de M. Le Chef du Service de l'Exploitation , Commissaire technique adjoint de la Région du Nord, concernant le démontage éventuel de postes de signalisation aérienne et d'autres inscriptions susceptibles d'être utilisées par des observateurs ennemis .

Dans le 1er Arrondissement nous n'aurions que des inscriptions verticales soit sur les pignons de certaines gares, soit sur les façades de halles ou de bâtiments .

En cas de nécessité nous passerions une couche de peinture pour supprimer ces inscriptions .

/ Le Chef du 1er Arrondissement
de la Voie .

[Signature]
M^r. Bazin
7/7
m. Carlinck
[Signature]

D

Confidentiel

VB/N.V.A.O.

Signalisation aérienne

2
ANNEXE Paris, le 21. 7. 38

Monsieur Wagner

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
6 SEPT 1938	
Rép. G	Pièces
N° 2104	268

Comme suite à votre note VB. N. VR du 22/6/38,
relative aux inscriptions visibles par l'aviation,
je vous informe qu'il existe ^{une inscription} du nom de la
gare, sur le talus de gauche, en gare de
"Pierrelaye" (inscriptions en ciment).

La consigne pourrait prévoir le camouflage
de cette inscription, par une couche de terre
ou un badigeon, de peinture, en vert assorti
aux herbes du talus

L'Ingénieur en Chef de la Voie

Ally

Amiens, le 7 juillet 1938

ANNEXE

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
6 SEPT 1938	
Rép ⁿ G	Pièces
N° 2104	268

Confidentiel.

Monsieur Wagon,

Chef de la subdivision administrative des règlements, de la surveillance et de la sécurité à Paris

Suite à votre lettre V. B. N. va. du 22 juin 1938 relative à l'affaire citée en marge.

Les inscriptions sur plan incliné ci-après sont susceptibles d'être aperçues par l'aviation ennemie:

- "Amiens". située sur le talus côté droit au km 129. inscription en ciment
 - "Cité de Longueau" lettres faites en briques pilées entourée limite par des écaillés, située dans le voisinage de la gare de Longueau.

- Abbeville - en ciment peint en rouge située sur le talus côté droit de la ligne de Béthune à Abbeville près du P.N. 89 - gare d'Abbeville.

- "Abancourt" en maçonnerie de cailloux rouges, sur fond blanc, située au km 50. 685 de la ligne d'Amiens à Reims, à l'entrée de la gare d'Abancourt côté Amiens.

Défense passive
 Démontage des
 panneaux décoratifs
 à l'entrée de
 certaines gares

M. Bazin

M.

11/7

M. Furland

H.

Moyenneville. en béton située sur
plan incliné du quai de droite de
la gare.

Ces inscriptions pourraient être
supprimées et la 1^{re} alerte, par
camouflage, puis détruites. Leur
dépôt ne pouvant être envisagé.

La consigne établie pour les plaques
de signalisation aérienne pourrait être
complétée en conséquence.

Monsieur Principal

de la voie

Anty

Décalque /
~~Copie~~ à M. Wagner (M. Bazin)
pour suivre.

Paris, le 25 juillet 1938

ANNEXE

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
6 SEPT 1938	
Rép. G	Pièces
N° 104	268

Coup de trait
~~MINUTE~~

Monsieur Merck,
~~Monsieur Guérin~~

V. B. N. V.

Je vous ai adressé le 22 juin 1938
une copie de la note du 7 juin de M. le
Commissaire Technique adj. en vous priant de
faire rechercher si, dans votre arrondissement, il
existe des inscriptions susceptibles d'être aperçues par
l'aviation ennemie et, dans l'affirmative, m'en adresser
le relevé et la nature.

Les renseignements ne m'étant pas parvenus,
je vous prie de vouloir bien m'en adresser d'urgence.

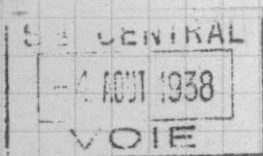
[Signature]

Monsieur l'Ingénieur en Chef

Je vous renseignerai d'ici quelques jours
je fais établir des projets de coupure pour
faire disparaître les 2 inscriptions qu'il y a
qui existent dans mon service, l'une à Aulnoy
l'autre à Boulogne, toutes deux en ciment.

2/8/38

L'Ingénieur de la Voie
[Signature]



M. Wagner

4/8
M. Guérin
(M. Tanguet)

L.D.

Valenciennes, le 23 Août 1938.

SECRET

ANNEXE

NORD - TRAVAUX
Service Central

6 SEPT 1938

Rép. G

Pièces

N° 2104

268

VB/N/va/3

Inscriptions
à faire
disparaître

Monsieur WAGNON,
Chef de la subdivision administrative des
règlements, de la surveillance et de la
sécurité
à PARIS.

Votre note VB/N/vr du 22 Juin dernier.

Ainsi que je vous l'ai indiqué précédemment, il existe dans mon service deux inscriptions susceptibles d'être aperçues par l'aviation ennemie :

- l'une "AULNOYE" en ciment, se trouve sur le talus côté gauche de la ligne de St-Quentin à Erquelines entre le P.N. 89 et la cabine 1,
- l'autre "BUSIGNY" est en béton; elle est située en gare de Busigny sur le talus, côté droit, au km: 180/040 de la ligne de St-Quentin à Erquelines.

La démolition de l'inscription "AULNOYE" ne présente pas de difficulté. Une annexe à la consigne établie pour l'enlèvement des dispositifs de signalisation aérienne pourrait prescrire la démolition sans délai de cette inscription.

L'inscription "BUSIGNY" ne serait pas démolie facilement, il faut compter sur une douzaine de journées d'ouvriers pour ce travail. Toutefois, elle pourrait être camoufler en peu de temps et en attendant avec de la peinture d'une teinte verte uniforme pour le fond et l'inscription. Une annexe à la consigne pourrait prescrire ce camouflage dans un très court délai.

Si vous partagez mon avis, je ferai établir les consignes annexes en conséquence.

L'Ingénieur de la Voie,

- 2 - ²⁴/₈ M. Bayin

Monsieur Merck,

Je suis d'accord sur les dispositions
enviées et sur les consignes annexes. Monsieur Wagnon.

²⁴/₈ M. Merck

15-8-38.

J'ai pris note.

L'Ingénieur de la Voie,

26/8/38

District
d'AULNOYE

ANNEXE

Annexe à la consigne relative à l'enlèvement rapide des

dispositifs de signalisation aérienne.

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
6 SEPT 1938	
Rép. G	Pièces
N° 2104	268

Dès que le Chef de District d'AULNOYE recevra l'ordre de déposer les dispositifs de signalisation aérienne, il devra faire procéder également et sans délai à la démolition de l'inscription "AULNOYE" faite en ciment, sur le talus de gauche de la ligne de St-Quentin à Erquelines entre le P.N. 89 et la cabine 1.

District de
BUSIGNY

ANNEXE

Annexe à la consigne relative à l'enlèvement rapide
des dispositifs de signalisation aérienne.

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
6 SEPT 1938	
Rép. G	Pièces
N° 2104	268

Inscription "BUSIGNY" kil: 179/800

Dès réception de l'ordre d'enlèvement rapide des dispositifs de signalisation aérienne, le Chef de District de BUSIGNY devra faire procéder immédiatement à la peinture du fond et des lettres constituant cette inscription avec de la peinture de teinte verte uniforme.

En attendant que cette peinture soit complètement terminée une bâche devra être apposée solidement afin de masquer rapidement cette inscription. L'inscription sera ensuite détruite.

LILLE, le 20 Juillet 1938.

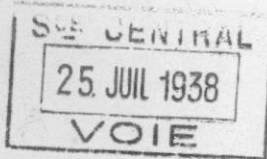
NO D	VAUX
Sous-secrétariat	
25 JUIL 1938	
Réq	pièce
N° 2104	268

ANNEXE

V.B/N.v.a.4.

SECRET

Monsieur l'Ingénieur en Chef,



Suite à la note V.B.N. vr. du 22 Juin 1935 concernant les inscriptions susceptibles d'être aperçues par l'aviation ennemie. Je vous adresse ci-joint l'état de ces inscriptions et des mesures à prendre pour les supprimer ou les cacher le cas échéant.

l'Ingénieur de la Voie,

Monsieur GUILLAUME, Ingénieur en Chef de l'Entretien à PARIS.

ANNEXE

ETAT DES INSCRIPTIONS DE NOMS DE GARES

SUSCEPTIBLES D'ETRE VUES PAR L'AVIATION ENNEMIE.

NORD - TRAVAUX

Service Central

6 SEPT 1938

Rég. G. Pièces

N° 2104 268

MESURES A PRENDRE

EMPLACEMENT.

LIBELLE

NATURE DE L'INSCRIPTION.

LILLE VALENCIENNES
Kil.10.170 à G.sur
talus.

FRETIN

Aire en ciment de
3.84x1.52 avec bordures Suppression par pio-
de 0.15 et lettres en chage.
relief de 1.00x0.50

LILLE DUNKERQUE Kil.
304.530 à G.-Accote-
ment horizontal

DUNKERQUE

Aire en ciment de
8m x 1.70 -Inscription: Couverture par plaques
en carreaux rouges 14x: de gazon à découper aux
14 au milieu d'une pe- extrémités de la pelouse
louse.

LILLE CALAIS.
Kil.293.400 à D.
sur perré.

CALAIS

Inscription à la pein- Camouflage ou peinture
ture d'un ton pierre sembla-
ble à celui de l'ouvrage

CALAIS VILLE sur lo-
cal des Agents des
Trains.

CALAIS

Inscription à la pein- Camouflage ou peinture
ture d'un ton brique semblable
à celui du bâtiment.

GARE DE FRETHUN
Côté droit vers
CALAIS.

FRETHUN

Inscription en briques Couverture ^{en} gazon à
rouges dans le parter- prendre sur place.
re.

BOULOGNE CALAIS.
Kil. 277.600 à G.

CAFFIERS

à D. CAFFIERS -
GUINES.

Inscriptions à la Camouflage ou peinture
peinture. du ton de l'ouvrage.

sur perré

ET.

LAON, 1e 20 JUILLET 1938

~~CONFIDENTIEL~~

~~ANNEXE~~

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
6 SEPT 1938	
Rép ^e G	Pièces
N° 104	268

Monsieur WAGNON,

VB. N. va5

Inscriptions susceptibles
d'être aperçues par
l'aviation ennemie

Suite à votre note VB. N. vr du 22/6/38,
relative à l'affaire visée en marge.

-1-

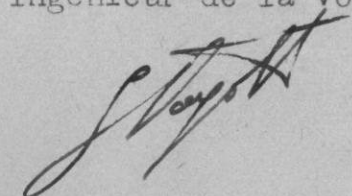
Ci-joint liste des inscriptions susceptibles
d'être aperçues par l'aviation ennemie.

Je vous confirme qu'il peut être procédé pour
ces inscriptions, comme il est prévu à l'égard des
plaques de signalisation aérienne et que les consignes
établies peuvent être complétées en conséquence.

L'Ingénieur de la Voie,

~~19 août 1938.~~

~~Louise Fayolle~~



6 SEPT 1938

Rép^e G

Pièces

N° 104

268

5ème arrondissement

ANNEXE

Liste des inscriptions susceptibles d'être aperçues par
l'aviation ennemie

Lieu où existent les inscriptions	Nature de ces inscriptions	Mesures à prendre pour que ces inscriptions ne soient plus visibles
Gare de LAON (zone de Cabine 6 vers Hirson)	<u>L A O N</u> (lettres en béton sur le talus gazonné du remblai des voies A et B.)	recouvrir cette inscription de terre ou de scories ou la détruire.
Ligne de Guise à Hirson, en gare d'EFFRY.	<u>E F F R Y</u> (lettres confectionnées avec du gazon, encadrement de pierres blanches).	-d°-
Gare d'HIRSON au Kil.195,300 CD de la ligne Soissons-Fre	<u>H I R S O N</u> (lettres en béton sur fond rouge sur talus gazonné)	-d°-
Gare d'HIRSON au Kil.236,050 C.G. de la ligne de Busigny-Hirson	<u>H I R S O N</u>	-d°-
Gare de TERGNIER côté sud dans la pointe entre les voies de Paris et celles de Laon	<u>T E R G N I E R</u> (lettres confec- tionnées avec du gazon sur petits talus.)	-d°-

ARRAS, le 28 Juillet 1938.

V.B.N.a.6

SECRET

ANNEXE

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
6 SEPT 1938	
Rép ^{re} G	Pièces
N° 2104	268

D-M:

Monsieur l'Ingénieur en Chef
(M. WAGNON)

1/8/38
M. Faugere
(M. Faugere)

Suite à votre transmission du 22 Juin dernier de la copie de la lettre Ex N.m N° B.M 76/D.P du 7 même mois de M. DEGARDIN à M. FLAMENT, relative aux mesures ~~prises~~ de Défense passive pour le démontage des postes de signalisation aérienne susceptibles d'être aperçus par l'aviation ennemie.

Dans l'étendue de mon Arrondissement, il existe quelques inscriptions établies sur les talus à proximité des gares, savoir:

- 1°) à ARRAS, à proximité immédiate du P.S, Km 192/459, 2 inscriptions en ciment,
- 2°) à DOUAI, à proximité immédiate du P.S 216/584, 2 inscriptions en ciment,
- 3°) à St-POL, sur le talus; côté gauche, Km 228/750, une inscription "St-POL"- "700 m " en carreaux rouges sur fond en béton.

Ces inscriptions, d'assez grandes dimensions, se détachent en rouge et blanc sur le fond vert des talus; elles seraient à masquer dès réception de l'ordre de déposer "D.A.T" avec des touffes de gazon ou des toiles à camouflage en attendant leur démolition.

L'Ingénieur de la Voie

Thur...

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL
DES INSTALLATIONS FIXES

Vst 24 100 - 1

Signalisation aérienne
sur voies ferrées

SECRET

gares, stations et halts

*Signalisation aérienne
des gares*

- 5. SEP. 1938

M. Guillaume

M. Jem

*M. Wagner
A. est à fin de suite*

M. S.

M. Bayin.

*Il suffira de faire
compléter les consignes
existantes*

M.

*note aux S.V. L
4.9.38 9-9-38*

PARIS, le 1 SEPT. 1938

42, Rue de Châteaudun

Téléphone TRINITÉ 29.94 à 29.97

Adr. Télégraph. SONAFERVOI-PARIS

SECRÉTARIAT DE LA DIRECTIO.

- 3 SEPT 1938

Dossier

N° 660 / 1

Pièce N°

17

Monsieur le Directeur
de l'Exploitation de la
Région du Nord

- 6 SEPT 1938

Rép. P.

Pièces

N° 2104

269

Je vous ai transmis le 21 Mai 1938, une copie du
projet de marché à passer entre le Ministère de l'Air et
la Société "Air Signal" pour la fourniture et l'installation
de plaques de signalisation aérienne sur les voies ferrées
de la région parisienne.

Ce marché ayant été signé par les deux parties
contractantes, le Ministère de l'Air a demandé à M. le
Directeur Général de bien vouloir autoriser dès maintenant
la pose des inscriptions. Par lettre du 17 courant, M. le
Directeur Général a consenti à donner l'autorisation
demandée.

En conséquence, la Société "Air Signal" se mettra
en rapport avec vous pour l'installation des plaques,
étant entendu que les travaux seront entièrement exécutés

à classer

CLASSER

par notre personnel aux frais de la dite Société, conformément aux contrats passés par les Anciens Réseaux. L'entretien des nouvelles inscriptions ne devra être assuré qu'après signature de la Convention Ministère de l'Air - S.N.C.F., dont le projet vous a été transmis également le 21 Mai 1938.

A
D'autre part, il convient sans attendre la régularisation de la convention, de prendre toutes dispositions utiles pour que nous puissions être en mesure d'appliquer, le cas échéant, les prescriptions de l'article III de ce contrat. Il est stipulé en effet, dans l'article en question que, lors de la fermeture d'une frontière aérienne, les inscriptions devront être neutralisées dans un délai de 4 heures et enlevées dans un délai de 12 heures, après réception de l'ordre adressé par le Ministère de l'Air à la Division du Mouvement chargée des Affaires Militaires.

A cet effet, je vous prie de faire établir dès maintenant, à l'usage des agents d'exécution, les consignes dont la mise en vigueur est prévue par l'article III de la Convention.

LE DIRECTEUR



S. N. C. F.

Paris, le -8 SEPT 1938

EX. N. m.

Section
des

AFFAIRES MILITAIRES

COPIE TRANSMISE à

B. M. N° 76/D. P.

Monsieur le Chef du Service de la Voie
et des Bâtiments

NORD - TRAVAUX

Service Central

12 SEPT 1938

Rép. G

Pièces

N° 210 H

Pour exécution.

Sub. N°

Les Consignes qui ont été établies et qui sont, d'après les renseignements qui m'ont été fournis, entre les mains des Chefs de District, devront être complétées immédiatement, le cas échéant, pour tenir compte des mesures prescrites dans la note ci-dessous.

Les conditions de transmission de l'ordre d'exécution devront être arrêtées, dès maintenant, par le Service de la Voie et des Bâtiments pour que l'exécution des enlèvements soit assurée, comme il est prescrit, dans le moindre délai.

Prière de rendre compte dans les 24 h. des dispositions prises.

Le Chef du Service de l'Exploitation,
Commissaire Technique Adjoint,

Cecif

SOCIETE NATIONALE des CHEMINS de FER FRANCAIS

SERVICE CENTRAL du MOUVEMENT

4e Division

COPIE

Paris, le 7 Septembre 1938.

1438 M N° 14, 379.0

OBJET

Signalisation aérienne
sur voies ferrées.

Le Directeur du
Service Central du Mouvement

à Monsieur le Directeur de l'Exploitation
de la Région NORD.

Vous avez dû être avisé par M. le Directeur du Service Central des Installations Fixes, des conditions dans lesquelles devront pouvoir être enlevées, au moment de la fermeture de la frontière aérienne d'un Etat déterminé, les plaques apposées sur les voies ferrées, pour servir de repères pour la navigation aérienne.

L'opération d'enlèvement des plaques devra être terminée dans un délai de 12 heures après réception de l'ordre émanant du Ministère de l'Air, et qui sera transmis par l'intermédiaire de la Division Centrale des Affaires Militaires.

Toutefois, dans un délai de 4 heures, les inscriptions
devront être neutralisées soit par enlèvement, soit par camou-
flage et rendues absolument illisibles.

A cet effet, des consignes doivent être établies à l'usa-
ge des Agents d'exécution. Les dispositions à prévoir devront
figurer au Journal de Mobilisation de votre Région, notamment
pour ce qui concerne la transmission de l'ordre d'exécution
des enlèvements, qui devra être assuré dans le moindre délai.

Je vous demanderai de me renseigner, dès que possible,
sur les dispositions que vous aurez arrêtées.

Le Directeur
du Service Central du Mouvement,
s. Goursat.

Copie à M. Wagner

9 septembre 1938

~~Secret~~

Copie à MM. les IV (0 à 6)

[Signature]

pour exécution d'urgence ^{des consignes} ^{existantes} réglant les mesures
à prendre pour l'enlèvement des dispositifs de signalisation
aérienne des vos forces.

Vous aurez à désigner de suite et nominativement
le ou les agents qui seront chargés d'exécuter cette consigne.
et vous prendrez tous les précautions utiles pour faire
entre en application dans le délai le plus court
et dans les délais indiqués, ^{à la réception} ~~de la dépêche~~
de la dépêche prime.

[Signature] 9/9

Répondre le 12-9-38

à M. Wégarin.

CLASSER

RECUE 9 SEPT. 1938 10

Copie à M. Wagnon

82104

12 SEPT 1938

Depeyrie

Stations
N° haltes, P.A.
Sub. N°
E. E. E.

Secret

MINUTE

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
12 SEPT 1938	
Rép. G	Pièces
N° 2104	<i>2/1</i>

VBW.VB
signalisation aérienne
des gares

M. Plamant à
M. Digard in Commission technique adpt

signalisation aérienne
des voies ferrées

Comme suite à votre transmission BM 4076/DI
du 8 septembre, je vous informe que toutes dispositions
sont déjà prises pour l'installation éventuelle des
plaques de signalisation aérienne des voies ferrées
dans la limite indiquée

[Signature]
9/4

CLASSE

D
VBN. va 1

Paris 11

NORE 9388 VAUX	
Service Central	
- 1 OCT 1938	
Rép ⁿ G	Pièces
N° 2104	3/2

(1 Annexe)

Signalisation
aérienne
des rails gares. Halles,
Jeu de l'Échelle,
Châlons, P.A.

Signalisation
aérienne des gares

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

Suite à votre note V.B.N.-vr du 4 juillet, je vous informe que le dispositif E 054 indiquant le terrain d'aviation de Soissons, a posé au K 88⁴⁰⁰ ligne de Paris à Soissons est installé depuis le 30 juillet dernier.

1^{er}

16. SEP 1938
VOIE

M. Waggon

Je vous adresse ci-joint la fiche de renseignements donnant les caractéristiques de cette installation.

D'accord avec mon collègue de la 1^{re} D^{re} de St-Quentin la consigne et les avertissements n° I et II dressés p^r la gare de Villers-Cotterêts et relatifs aux inscriptions déjà installées aux K 78⁵⁰⁰ et 89⁸⁰⁰ Paris-Soissons serviront également pour celle qui vient d'être posée au K: 88⁴⁰⁰

L'Ingénieur de la Voie

CLASSE

Drumy

DY
C A S

Mo Wagner

VALENCIENNES, le 24 AOÛT

B/4
1938. *f 2104*

ANNEXE

VB/N -V.A.3.

Signalisation
aérienne des
voies ferrées.

NORD TRAVAUX	
Service Central	
- 7 OCT 1938	
Rép. G	Pièces
N° <i>2104</i>	<i>21</i>

Monsieur l' Ingénieur en Chef,

SE CENTRAL
25 AOÛT '938
VOIE

Mo Wagner

26/8

Suite à votre annotation du 4 JUILLET
dernier sur la lettre adressée à M. le Directeur de la Société
Air signal, je vous informe que l'inscription E. 033, ligne de
St-QUENTIN-ERQUELINES, Km. 173.200, qui est la seule intéres-
-sant le 3ème Arrondissement, a été mise en service le
30 JUILLET dernier.

M Bazin

26/8

Ci-joint croquis et fiche de renseignements
habituels concernant cette installation.

-I annexe-

26/8

Mrcirle de

R

a classer

D

/ L'INGENIEUR DE LA VOIE,

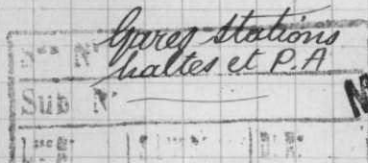
[Signature]

CLASSER

19 SEPT. 1938

Copie à M. Magnon (M. Bazin)

Paris, le 14 septembre 1938



MINUTE

Le Directeur de l'Exploitation de la Région
du Nord à Monsieur le Directeur du Service Central
des Installations Fixes.

NORD - TRAVAIL	
Service Central	
16 SEPT 1938	
Rép. G	Pièces
N° 2104	213

V. B. N. V. C.

Signalisation
aérienne des gares
Signalisation aérienne

Par lettre V. S. L. 24.100-1 du 12 Août
1938, vous avez bien voulu me demander de vous faire
connaître le montant total de la redevance annuelle
à payer à la Société Nationale par "Air-Signal"
pour 1937 pour l'entretien des plaques de signalisation
aérienne lui appartenant.

J'ai l'honneur de vous informer que
cette Société a suspendu ses paiements pour l'entre-
tien des plaques de signalisation depuis octobre 1936.

Le montant des redevances à payer par cette
Société à la Région du Nord pour l'exercice 1937
s'élève à 11.000 F environ.

Les paiements étaient faits
à M. Vago qui versait
créditait la 3^e Division. Il
a fallu faire de nombreuses
recherches pour établir la
situation actuelle, les agents
au courant étant partis à la SNCF

CLASSE

Signé: CAMBOURNAC

19 SEPT 1938

ANNEXE

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
23 SEPT 1938	
Rép ^e G	Pièces
N° 2104	23

Monsieur le Directeur du Service Central
des Installations Fixes,

Signalisation aérienne

Par lettre Vst 24.100 - 1 du 12 Août 1938, vous avez bien
57
voulu me demander de vous faire connaître le montant total de la
redevance annuelle à payer à la Société Nationale par "Air-Signal"
pour 1937 pour l'entretien des plaques de signalisation aérienne
lui appartenant.

N. 660/1

J'ai l'honneur de vous informer que cette Société a suspendu
ses paiements pour l'entretien des plaques de signalisation
depuis Octobre 1936.

Le montant des redevances à payer par cette Société à la
Région du Nord pour l'exercice 1937 s'élève à 11.000f environ.

Le Directeur de l'Exploitation

Signé : CAMBOURNAC

SOCIÉTÉ NATIONALE
des CHEMINS de FER FRANÇAIS
Région NORD
Service de la Voie
et des Bâtiments
Sté. Air-Signal

2
N° 104
N° 104
Signalisation
des gares

Paris, le 11 Octobre 1938

3 Annexes

Monsieur Wagnon

NORD - TRAVAUX
Service Central
1 OCT 1938
Rép. 6
N° 104
Pièces

Chief de la Subdivision administrative
et de la Sécurité

Le recouvrement des frais d'entretien et de nettoyage des
panneaux A et B était suivi, ainsi que vous le savez, par le
Secrétariat Général (Service de la Publicité) ; par suite, la 2^{ème}
Division "a été créditée pour l'entretien à sa charge des panneaux
"A", d'une somme globale de 11.437.50 et le dernier règlement
concernait l'échéance du 1^{er} Août 1935.

J'^{à ce sujet} attire votre attention sur ce que la copie que vous m'avez
adressée de la lettre du 19/9/38 de M^r Cambournac à M^r le Directeur
du Service Central des Installations Fixes de la S.N.C.F. mentionne
que la Sté Air-Signal a suspendu ses paiements depuis Octobre 1935 ;
il semblerait, en ce cas, que la 2^{ème} Division n'a pas été créditée
du montant des redevances lui revenant pendant la période
allant du 1^{er} Août 1935 au 30 Septembre 1936.

Quoi qu'il en soit, si mon service doit assurer la perception
des dites redevances, il serait nécessaire que vous m'indiquiez
le nombre de panneaux "A" en service, tant pour la période précitée
que pour celle du 1^{er} Octobre 1936 à ce jour, pour me permettre
de déterminer le montant de ces redevances.

M. Bagnon

M. Bagnon

répondre le
25/10/38

19/10

Le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité et de la Statistique

Cultrier

à classer

et la suspension de l'aiment par cette Société
 pour ^{serait, à mon avis,} le moins faire. Mais vous pourriez vous
 rapprocher de l'ami M. Lafont (de Narbonne),
 à la S. N. C. F. qui m'a fourni ce renseignement.

A l'heure convenue d'ailleurs de donner la question
de laques B (ou publicité) et Réponse en nous basant
le soir de fournir le paiement et retourner les
pour les laques B.

Comme cette situation ne peut se poursuivre
 davantage, pour remédier à ces fâcheux
 effets de la dette communale à cet égard, de mon
 côté, pour brider au moins chaque fois
 que la situation de la commune viendrait à être compromise.

21

V.B.N.V.
Société an-onyme

a' classer

5

Paris, le 21 octob. 1938

ANNEXE

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
20 OCT 1938	
Rép. G	Pièces
N° 2104	<i>[Signature]</i>

Rouven Leclerc

Je suis à votre note du 11 C^e et afin
de vous permettre de faire armer la section
de renouveau. Mais la section au. social n'
la Région du Nord, je ne puis même faire que
de vous communiquer les faits de renseignements "en con-
nant la partie de désobéissance des armées spirituels dans
la Région du Nord et que j'avais fait établir ^(en 1938) par
le chef d'arr^t afin d'en avoir un inventaire
exact. Le S.V. fournissent depuis une liste
de renseignements chaque fois qu'un nouveau poste est
mis à l'œuvre.

Ainsi que pour le verre, en frottant
le caractéristique de chaque face, le nombre de
lignes obtenues diminue.

J'ai eu le plaisir de vous communiquer également un certain nombre de documents officiels qui ont trait aux travaux des J. par les districts qui signalent avant et depuis avoir.

quant a tote remarques nua la pate

et Dieu de fait par des exorcismes
à mon usage (R. Bazein)

ANNEXE

Copie à M. Leclercq

NORD TRAVAUX

Service Central

23 OCT 1938

Réponse que j'ai
N° 210/4

Pièces

Jf

D'après les renseignements
que j'ai obtenus au Service de M. Lafon (M. Marquet)
à la S.N.C.F., il résulte que ce Service
ne s'occupe que du paiement des retards
à payer par "Retard" pour les plaques
B (publicité) et que celles afférentes aux
plaques de signalisation (A) doivent être
fournies par nos soins.

Peut-être conviendrait-il de vous
rapprocher, à cet effet, de ce Service.

km



J. Wagner (M. Bazuc)

19 Sept
ANNEXE

TRAVAUX	
1938	
2 OCT 1938	
Rép. G	Pièces
N° 104	<i>ef</i>

" Le Directeur de l'Exploitation "
" Cambourne "

LAON, le 18 OCTOBRE 1938.

Gares Stations halts
 N° *et PA*
 sub N°
 11-11-11-11

*Signalisation aeriennne
des gares*

VB. N. vas

Monsieur l'Ingénieur

NORD - TRAVAUX
en Chef, Central

19 OCT 1938

Rép. G

Pièces

N° 2104

246

Signalisation aérienne
des voies ferrées

Pose de plaque "Chantilly
24 k" au Kil. 69,700 de
la ligne de Creil à St-
Quentin

Ci-joint lettre et annexes que vient d'adresser,

le 23/9/38, au Chef de district de PONT-STE-MAXENCE, la
Société AIR SIGNAL, 78, Avenue des Champs Elysées, à
PARIS. Il s'agit de la pose, dans l'entrevoie, d'une
plaque "CHANTILLY 24 k" au Kil. 69,700 de la ligne de
CREIL à ST-QUENTIN.

- 1 lettre
- 1 plan
- 1 instruction

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire
connaître si je puis donner satisfaction à la Société
AIR SIGNAL, conformément aux accords conclus avec cette
Société.

SCE CENTRAL
19 OCT 1938
VOIE

M. Wagner
19/10/38

L'Ingénieur de la voie,

Monsieur Fayolle
19/10

*Tous pourvus de satisfaction à
la Société Air-Signal - tous m'adresser
la fiche de renseignements habituelle, une fois le travail
effectué.*

24. 10. 38
RM

VB.N.V. 25
Signalisation aérienne
des voies ferrées
Plaque "Chantilly"

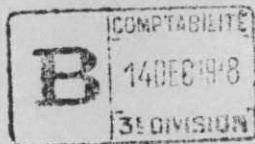
Laon le 26 novembre 1938.

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

Ci-joint fiche de renseignements demandée.

L'Ingénieur de la voie

M. Wagner



V.B.N. vr

En communication à M^r Leclercq
Pour prendre note de la pose de cette plaque
de signalisation aérienne.

12.12.38

a retourner au
service central p^r classement.

V.B.N. g.e.

Signalisation aérienne

Pose de plaque Chantilly 24 K.
au Kil. 69.700 ligne de brul à
1^{er} quintin

Donner Cr. 2104. Pièce 275

1 fiche

En retour à Monsieur le Chef de la
Subdivision Entretien

après avoir pris note

16 Décembre 1938

Le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité

R. L. L.

à classer

CLASSEUR

Copie à M. Wagnon.) fait

82104

26 Octobre 1938
Paris, le 27 octobre 1938

RAVAUX	
Service Central	
25 OCT 1938	
Rép. G	Pièces
N° 2104	27

Gares, Haltes, P.A.
Signalisation aérienne
des gares.

MINUTE

V.B.N. v^r

Le Directeur de l'Exploitation de la Région
du Nord à Monsieur le Directeur du Service Central
du Service des Installations Fixes.

3 copies jointes

Don 660-1-19
G. 2104-274

(En réponse à votre lettre V.S.E. 24.100-1
du 6 octobre 1938 relative au tarif forfaitaire pour
la pose de plaques de signalisation aérienne, j'ai l'honneur
de vous adresser ci-joint copie de la correspondance échangée
avec la Société Air Signal pour régler cette question.

Signé: Cambouvinac

CLASSER

Exemplaire supplémentaire à retourner au
Service de la Voie et des Bâtiments, après
signature et, s'il y a lieu, en indiquant
à l'encre rouge les modifications, additions
et suppressions qui auraient été apportées.

PARIS, le 26 OCT 1938

Pièce destinée à M. HERON, Chef de Bureau
Service de la Voie et des Bâtiments.
18, rue de Dunkerque, PARIS

26 OCT 1938

Monsieur le Directeur du Service Central
des Installations Fixes.

En réponse à votre lettre Vat 24.100-1 du 6 Octobre 1938
77

relative au tarif forfaitaire pour la pose des plaques de signa-
lisation aérienne, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint
copie de la correspondance échangée avec la Société Air-Signal
pour régler cette question.

Le Directeur de l'Exploitation

Signé : CAMBOURNAC

DRN. 66010
- 3 -

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

R. C. Seine 276.448 B

SERVICE CENTRAL
DES
INSTALLATIONS FIXES

PARIS, le - 2 NOV 1938 - 19

42, rue de Châteaudun (9^e)
Service Central
Tél. : TRinité 29-94 et la suite

NORD - TRAVAUX

- 4 NOV 1938

Rép ^m G	Pièces
N° 2104	278

Signalisation aérienne
sur voies ferrées

Gares Stations Haltes

*Signalisation aérienne
des gares*

Vst 24 100 - 1
86

Monsieur le Chef du Service de la Voie
et des Bâtiments de la Région du Nord.

Par lettre du 28 Juillet dernier vous m'avez donné

votre accord au sujet de la pose d'inscriptions de signali-
sation aérienne sur la demande des Villes de Roubaix et de
Saint-Quentin.

Je vous communique, ci-joint, une lettre du 20 Octo-
bre, par laquelle la Société Air-Signal fait connaître que
le Ministère de l'Air, avant d'autoriser l'installation des
plaques en question, désire avoir un engagement écrit de la
S.N.C.F. spécifiant que les inscriptions seront enlevées,
en cas de tension politique, dans les délais fixés pour
celles appartenant à l'Etat.

Je vous prie de me faire connaître si vous avez
des objections à ce que cet engagement soit pris.

LE DIRECTEUR



répondre
le 17/11/38

crouton
MASSER

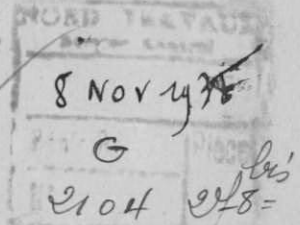
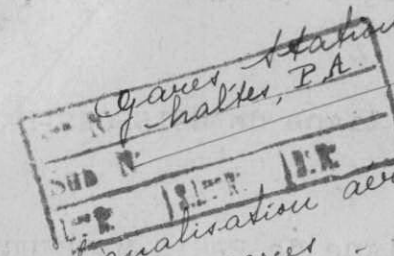
- 3. NOV. 1938

M. Guillaumes
M. Jann
M. Wagner
M. Bazin

répondre rapidement
Savoir en précisant
que le service travaux est
compétent à cet effet

ET.

LAON, le 7 NOVEMBRE 1938



Monsieur l'Ingénieur en Chef,

VB. N. va5

Signalisation aérienne
des voies ferrées

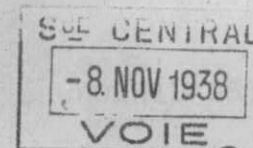
Suite à la copie de la note VB.N.vr du 4/7/38 de

M. FLAMENT à M. le Directeur de la Société AIR SIGNAL, à
PARIS, note relative à l'affaire visée en marge.

-14 fiches-

La pose des plaques indicatrices est terminée
dans mon service.

Ci-joint fiches de renseignements habituelles
pour les installations réalisées ci-dessous :



M. Wagnon 8/11

M. B. B. B. B.

Inscription E.02- Flèche du terrain d'aviation de ST-
QUENTIN sur la ligne d'AMIENS-TERGNIER,
au Kil.62,550.

-d°- E.034- Flèche indiquant le terrain d'aviation
de SOISSONS sur la ligne de SOISSONS-LAON
au Kil.120,400.

-d°- E.053- Flèche indiquant le terrain d'aviation
de SOISSONS, sur la ligne de COMPIEGNE-
SOISSONS, au Kil.83,100.

-d°- E.02 - Flèche indiquant le terrain d'aviation
de ST-QUENTIN, sur la ligne de CREIL à
ST-QUENTIN, au Kil.140,095.

(Rédaction)

Inscription 311.F- HIRSON 57k sur la ligne de LAON-HIRSON,
au Kil.144,000.

-d°- 331.F- SOISSONS 35k sur la ligne de SOISSONS-LAON,
au Kil.137,700.

-d°- 102.F- PARIS 154k sur la ligne de PARIS-MAUBEUGE,
au Kil.153,900.

-d°- 103.F- MAUBEUGE 75k sur la ligne de PARIS-MAUBEUGE,
au Kil.156,600.

-d°- C.401- AMIENS 87k sur la ligne d'AMIENS-TERGNIER,
au Kil.72,500.

-d°- 511.F- PARIS 105k sur la ligne de PARIS-SOISSONS,
au Kil.102,900.

-d°- C.25 - CAMBRAI, 41k sur la ligne de BUSIGNY-HIRSON
au Kil.192,350.

-d°- C.28 - CAMBRAI 75k sur la ligne de BUSIGNY-HIRSON,
au Kil.229,520.

-d°- 281.F- LAON 85k sur la ligne de GUISE-HIRSON,
au Kil.31,600

-d°- 284.F- VALENCIENNES 76k sur la ligne de SOISSONS
à la Frontière au Kil.198,000.

Les mémoires correspondants à ces dispositifs
vont être établis et seront adressés à M. LECLERCQ.

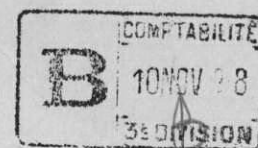
Les consignes pour l'enlèvement de ces plaques
existent déjà au siège des districts et sections. Il n'y a
pas lieu d'en établir de nouvelles.

L'Ingénieur de la Voie,



V.B.N.V.

14 fiches jointes
en communication



B.
V.B.N.g.c.

Signalisation aérienne en le ramenant de sa communication.

14 fiches
de renseignements

Paris le 9 Novembre 1938.

Monsieur Leclercq, 9/11/38

Suite à nos dernières correspondances au sujet
des récépissés à payer par la Société "air-signal", je
vous communique la liste de renseignements concernant
les plaques de signalisation qui viennent d'être livrées dans
le 5^e arrondissement.

Le Chef de la Subd'Adm
des Réglements, de la Surv^e et de la Sécurité

Abas

En retour à Monsieur le chef de la
Subdivision Entretien (M. Wagnon)

13 Décembre 1938.

Le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité et de la Statistique

Ricourt

à retourner
au service Central
pour classement

CLASSE

17 NOV. 1938

Copie à M. Wagner (M. Babin)

Paris

le 5 Novembre 1938

2104

Hefib
15/

RECUM 3 NOV. 1938
RECUM 17 NOV. 1938

Alpages, Hâbles, P.A.
N°
10104

Signalisation aérienne
des gares

MINUTE

V.B.N.vr

Signalisation aérienne
sur voies ferrées

3 lettres jointes
en retour

Le chef du Service de la voirie et des Bâtiments
à Monsieur le Directeur du Service Central des Bâtiments
Fonds Fixes.

NOUVEAUX TRAVAUX	
Service Central	
21 NOV 1938	
Rép. G	Pièces
N° 2104	219

Par lettre V.S.t. 24100-1 du 2
86

Novembre 1938, vous avez bien voulu me transmettre ce
j'avais des objections à ce qu'il soit pris auprès du
ministère de l'air, l'engagement écrit de la S.N.C.F.
spécifiant que les plaques de signalisation aérienne à poser
sur la demande des villes de Roubaix et de Dunkerque seront
enlevées, en cas de tension politique, dans le délai fixé
pour celles appartenant à l'Etat.

J'ai l'honneur de vous donner mon
accord sur ce point, en précisant que les consignes
ont été établies ~~pour~~ entièrement par les services locaux ~~pour~~ l'enlèvement.
~~et~~ dans le même délai, les plaques de signa-
lisation aérienne appartenant à l'Etat ou aux
collectivités.

CLASSE

RM 92

PARIS, le 18 Novembre 1938

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
21 NOV 1938	
Rép ⁿ G	Pièces
N° 2104	280

VB.N.va.0

Signalisation aérienne
des voies ferréesGrande Ceinture
Kil. 78/200

Sté AIR - SIGNAL.

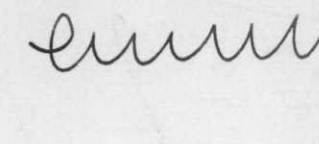
Monsieur le Chef
de la Division de l'Entretien
à P A R I S

Je vous transmets, ci-joint, un dossier
adressé par la Société "Air-Signal" à M. MOULIN,
Chef de District à SUCY-BONNEUIL, pour la pose de
plaques destinées à la signalisation aérienne, au
kil. 78.200, entre le poste 5 de SUCY et le poste C
de Brévannes.

M. MOULIN n'a pas encore reçu de matériel de
la Société "Air-Signal".

Conformément à la lettre G.2104/240, du
4/3/38, de M. DUPUY, je vous demanderais de vouloir
bien me faire parvenir des instructions.

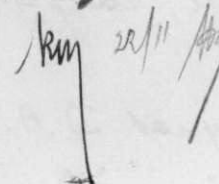
L'Ingénieur Principal de la Voie,



4 pièces +
1 enveloppe
timbrée.

SE CENTRAL
21 NOV 1938
VOIE

M. Wagner

M^r Bazin


Paris, le 26 Novembre 1938

Monsieur Guerber (a.t.o.)

Je n'ai pas d'objection à l'installation de ces plaques aux paires de la société aéro-signal.

Vous voudrez bien, après exécution, me faire parvenir la fiche de renseignements habituelle et vous ferez établir les contours ^{D.A.T.} à appliquer, le cas échéant, pour l'enlèvement de ces plaques.

D

VB/N.V.a.o.

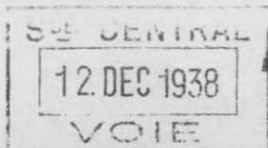
Signalisation des
Voies aériennes

Grande Ceinture
Km. 78.200

Sté aéro Signal

à retourner au
Service Central pour
classement.

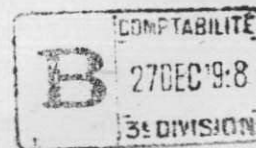
P.S. Ci annexée, également la fiche
donnant le montant des dépenses
pour l'exécution de ces travaux



L'Ingénieur de la Voie

Guerber

VB N.V.



En Communication à M. Leclercq

pour prendre note de la pose de ce nouveau poste
de signalisation aérienne.

26/12/38

à retourner au
Service Central pour classement

B/

VB.N.g.c.

Signalisation aérienne

Dossier G. 2104. Pièce 26

1 fiche

En retour à Monsieur le Chef de la
Subdivision Entretien (M. Wagon)

après avoir pris note.

28 Décembre 1938

Le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité et de la Statistique

Reçu

CLASSER

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS L.F

SERVICE CENTRAL
DES INSTALLATIONS FIXES

Signalisation aérienne
sur voies ferrées

Relevé des sommes dues
à la S.N.C.F. par la
Société Air Signal.

Vst 24 NOV 1938
93

Station halles, PA

N°	Sub N°
----	--------

*signalisation aérienne
des gares*



Monsieur le Chef du Service
de la Voie et des Bâtiments, Région du Nord.

PARIS, le 23 NOV. 1938 19

42, Rue de Châteaudun

NORD TRAVAUX	
Téléphone : TRINITÉ 29-94 à 29-97	
Adr. Télégraph. : SONAFERVOI-PARIS	
23 NOV 1938	
Rép. G	Pièces
N° 2104	281

La Société Air-Signal, qui reste débitrice de certaines sommes

envers la S.N.C.F., a proposé de nous remettre, en garantie de ses paiements arriérés, dont le règlement a déjà fait l'objet de la lettre qui lui a été adressée le 15/6/37 par M. CAMBOURNAC au nom des Réseaux, des délégations sur les encaissements qu'elle doit effectuer en vertu de ses marchés avec l'Etat, le département du Nord et celui du Pas-de-Calais.

Nous avons accepté en principe cette proposition, mais, pour que cette question puisse être réglée définitivement, il est nécessaire de connaître très exactement le montant total de notre créance.

Les renseignements que vous avez déjà fournis, sur la demande des Services Financiers, n'étant pas détaillés et ne concernant peut-être que l'arriéré des redevances publicitaires, je vous prie de me faire parvenir dès que possible, pour ce qui vous concerne, le détail de toutes les sommes dues par la Société Air-Signal à la date du 1938.

24 NOV. 1938

M. Guillaume
M. Jann
M. Wagner

M. Bazin
28/11
M. Zamboni

*Transmis à M. Leclercq
pour la suite à donner.*

28/11/38

[Signature]

Pour me permettre de confronter vos chiffres avec ceux de la dite Société, ce décompte devra comporter les renseignements suivants pour les sommes restant dues au 1/7/38 et par inscription :

1°) Plaques A (signalisation)=-

- a) frais de pose et de dépose,
- b) redevances annuelles d'entretien avec l'indication de la date d'échéance de ces redevances.

2°) Plaques B (publicité)=-

- c) frais de pose et de dépose.

Les sommes dues pour redevances annuelles (indemnité de précarité et d'entretien), et participation de la S.N.C.F. aux recettes de publicité des plaques B, ont été centralisées au Secrétariat Général et s'élèvent pour votre Région à la date du 30 Juin 1938 à 1.203,45 Francs.

Je vous prie de me confirmer qu'il n'y a rien à ajouter à ces sommes.

LE DIRECTEUR

W. Tourn

Paris, le 22 Décembre 1938.

Monsieur le Chef de la Division de l'Entretien,
(M. Maquoz)
Comme suite à la correspondance ci-dessus, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un projet de lettre à soumettre à la signature de M. le Chef du Service de la Voie et des Bâtiments.
Le Chef de la Subdivision

de la Comptabilité et de la Statistique

CLASSE

Expédié le 31/1/39

M. Maquoz

Am 26/11

25/12 M. Secrétariat

Bi

V.B.N.g.c.

Signalisation aérienne

Redev. des sommes dues par la S.N.C.F. - Signal

Dossier G. 2104. Pièce 281

1 dossier

82104

Mr. Wagner
aux stations halles
et PTT
Signalisation aérienne
des gares

25 NOV. 1938

NORD TRAVAUX	
28 NOV 1938	
2104	282

Signalisation aérienne
sur voies ferrées.

COPIE

Vst 24 100 - 1

96

Monsieur,

Vous avez indiqué à la Société "AIR-SIGNAL" que, pour donner votre agrément à la pose des inscriptions de signalisation demandées par les Villes de ROUBAIX et de SAINT-QUENTIN, vous attendiez d'avoir reçu l'accord de la S.N.C.F. au sujet de l'enlèvement des plaques en cas de tension politique.

26. NOV. 1938

M. Guillaume
M. Jann
M. Wagner 28/11
M. Bazin 24/11
à classer

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la Région du NORD a établi, à l'usage des agents d'exécution, des consignes prescrivant que les plaques en question devront, comme celles appartenant à l'Etat, être neutralisées dans un délai de 4 heures et enlevées dans un délai de 12 heures après réception de l'ordre émanant du Ministère de l'Air.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

P^r LE DIRECTEUR
L'Ingénieur en Chef

Copie à Monsieur le Chef du Service de la Voie et des Bâtiments de la Région du NORD, comme suite à sa lettre VB/N du 17 Novembre 1938.

P^r LE DIRECTEUR
L'Ingénieur en Chef *Luminaire*

Monsieur l'Ingénieur en Chef des Travaux Immobiliers de l'Aéronautique
Chef du Service des Etudes et de la Signalisation
Ministère de l'Air - 24, boulevard Victor - PARIS 15°

S.N.C.F.

PARIS, le

30 NOV 1938

NORD	UX
Se	
- 1 DEC 1938	
G	PIECES
R 2104	288

Région du NORD

Ex.N.m.

Section des
Affaires Militaires.

B.M. N° 864/D.P.

C.P.a.

OBJET:

Signalisation aérienne
des voies ferrées.

30. NOV. 1938

N. gares, Halles, P.A.
Sub N°
SECRET

Signalisation aérienne
des gares.

COPIE transmise à

Monsieur le Chef du Service de la Voie
et des Bâtiments.

Comme suite à sa lettre V.B./N.vr du 12 Septembre dernier en le priant de m'adresser un exemplaire de la Consigne qu'il a dû faire établir pour que l'enlèvement des plaques de signalisation aériennes apposées sur la voie ferrée, soit assuré, le cas échéant, dans le plus bref délai.

Le Directeur de l'Exploitation
Commissaire Technique de la Région du Nord

Carbure

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS
DE FER FRANÇAIS.

SERVICE CENTRAL DU MOUVEMENT

4^{ème} DIVISION.

1751 M 14,379.0

PARIS, le 23 Novembre 1938.

COPIE

Monsieur le Directeur de l'Exploitation
de la Région NORD
18, Rue de Dunkerque - PARIS - 10^{ème}

Suite à la correspondance échangée entre nos Services au sujet de l'enlèvement, au moment de la fermeture de la frontière aérienne d'un Etat déterminé, des plaques apposées sur les voies ferrées pour servir de repère à la navigation aérienne (ma lettre 1438 M 14,379.0 du 7 Septembre, votre réponse Ex.N.m. 134/D.P. du 24 du même mois).

Je vous serais obligé de vouloir bien m'adresser un exemplaire de la Consigne que vous avez dû faire établir à ce sujet.

Le Directeur du Service Central
du Mouvement

"GOURSAT"

Répondre

le 12/12/38

CLASSÉ

REQU 8 DÉG 17

Copie à M. Magnan (M. Babin,

Paris, le 7^e 12 Décembre 1938

Gares, Haltes, P.A.
Sub N°
12.12.12.12

Signalisation aérienne
des gares.

Confidentiel

MINUTE

NORD
Service Central
13 DEC 1938
Rég. G
N° 2104
Pièces
284

V. B. N. V. R.

Signalisation aérienne de
voie ferrée

Le Chef du Service de la voie et des Bâtimens
à Monsieur le Directeur de l'Exploitation, Commissaire
Technique de la Région du Nord.

- 1. Consigne
- 2. annexes

Suite à votre note N. 864 D/P du
30 Novembre 1938 concernant l'enlèvement des
plaques de signalisation aériennes apposées sur la
voie ferrée, j'ai l'honneur de vous adresser
ci-joint un exemplaire de la consigne réglant
la mesure à prendre, par le Service local, pour
l'enlèvement de ces dispositifs.

[Signature]

CLASSÉ

COPIE

A I R
S I G N A L

Signalisation diurne et nocturne sous toutes
ses formes

CT.P/ML

78 Champs Elysées.Paris

Paris, le 8 Décembre 1938

Monsieur le Directeur du Service
Central des Installations Fixes
de la S.N.C.F.
42, rue de Chateaudun 42
PARIS

Monsieur le Directeur,

Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance
que la Municipalité de Douai vient d'approuver un marché de
trois postes de signalisation aérienne à placer sur les
voies ferrées du Nord.

Ces postes sont :

1° - Une inscription de la ville de Douai placée à
la sortie Est de l'agglomération urbaine portant, comme
n° de référence, A/43

2° - Une inscription de direction placée à la sortie
Ouest de la gare de Somain, sur la ligne Vaelnciennes-Douai,
donnant la distance en kms de la ville de Douai. Cette ins-
tallation porte, comme n° de référence, C/471.

3° - Une inscription identique de direction, placée
au Sud-Ouest de la ville d'Orchies, sur la ligne d'Orchies

.....

répondre le
7/1/39

CLASSE

à Douai, et portant, comme n° de référence, C/482.

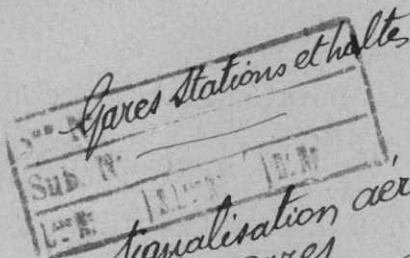
A (Comme nous vous l'avons demandé pour les villes de Roubaix et Saint-Quentin, nous vous serions reconnaissants d'écrire au Ministère de l'Air - Service Central des Installations - que, suivant les consignes établies par la région du Nord, les plaques de signalisation, dont la pose est demandée par la Ville de Douai, seront enlevées- en cas de tension politique - dans les mêmes délais que les plaques appartenant à l'Etat.

Dans l'espoir d'une réponse rapide, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de nos sentiments distingués.

Le Directeur du Service
de la Signalisation Aérienne

Signé.

NORD - TRAVAUX	
Service Central	
17 DEC 1938	
Rég ⁿ G	Pièces
N° 2104	285



SERVICE CENTRAL
DES

INSTALLATIONS FIXES
Vst 24 100 - 1

104

Copie transmise à M. le Chef du Service de la Voie
et des Bâtiments de la Région du Nord

pour faire le nécessaire en ce qui concerne A, s'il n'a pas d'objection.

15 DEC. 1938

LE DIRECTEUR

15. DEC. 1938

M. Guillaumier
M. Jent

M. Wagner

19 Dec
A. Bayin

19 x 6
M. Jentier de

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

LFF

SERVICE CENTRAL
DES INSTALLATIONS FIXES

PARIS, le 27 DEC 1938

42, Rue de Châteaudun

Téléphone : TRINITÉ 29-94 à 29-97

Adr. Télégraph. : SONAFERVOI-PARIS

Signalisation aérienne
sur voies ferrées

Vst 24 100 - 1

Station
Charles, P.A.

signalisation aérienne
des gares

NORD TRAVAUX	
Service Central	
28 DEC 1938	
Rép. 6	Pièces
N° 2404	286

28 DEC. 1938

Monsieur le Chef du Service de la Voie
et des Bâtiments de la Région du Nord

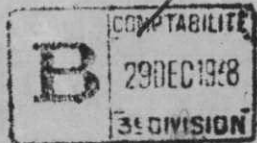
Par lettre Vst 24.100 - 1 du 23 Novembre dernier, je vous ai
93

demandé de me faire parvenir, pour ce qui vous concerne, le décompte
de toutes les sommes dues par la Société "Air-Signal" à la date du
30 Juin 1938.

Je vous prie de m'adresser ces renseignements dans le plus
court délai possible.

LE DIRECTEUR

Donner



T.S.V.P.

B:

Paris, le 4 janvier 1939

V.B.N. g.c.
- g.c.

Relevé des sommes dues par
la Sté Air-Signal au
30 juin 1938

Dossier Cr. 2104. Pièce 286

Lettre expédiée
à M. Porchez
le 3/1/39

Monsieur le Chef de la Division de l'Entretien

Le décompte réclamé, d'autre part, a fait l'objet
de mon envoi du 22 Décembre dernier, à soumettre
à la signature de M le Chef du Service de la Voie et
des Bâtiments.

Le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité et de la Statistique

Crubert

CLASSE

